



QUARTIERS DU MONDE

Etude préalable et participative réalisée avec l'appui du F3E pour QUARTIERS DU MONDE

Rapport final et annexes – 291Ep

Femmes du Monde : un réseau de protagonistes solidaires

26 septembre 2011

Auteur-e-s :

Bazan Ada - Resimont Natalia – Souleymane Faye Alassane – Trujillo Pilar

Quartiers du Monde

43, Rue Oued Sebou – Agdal

Rabat - Maroc

Tél : + 212537770419

Mail : qdm@quartiersdumonde.org

site web : www.quartiersdumonde.org

Table des matières

| | |
|--|----|
| I. Introduction | 5 |
| 1.1. Le cadre | 5 |
| 1.2. L'historique..... | 6 |
| 1.3. Les Objectifs de l'Etude Préalable et Participative..... | 7 |
| 1.4. Les acteur-e-s et leur rôles | 8 |
| 1.5. Le processus..... | 11 |
| 1.6. Structure du document | 13 |
| 1.7. Pour conclure..... | 14 |
| II. Méthodologie | 16 |
| 2.1. Pour quoi la participation ?..... | 16 |
| 2.2. La Recherche Action Participative | 17 |
| 2.3. La participation : un engagement et un processus interactif | 18 |
| 2.4. Le processus de l'Etude Préalable et Participatif | 20 |
| 2.4.1. Les outils de l'Economie Sociale et Solidaire..... | 20 |
| 2.4.2. Les outils pour la Perspective de genre..... | 21 |
| 2.5. Le Niveau de participation des femmes | 23 |
| 2.6. Les obstacles rencontrés | 24 |
| 2.7. Les apprentissages..... | 26 |
| 2.8. Conclusion..... | 27 |
| III. Analyse des axes de l'étude préalable | 30 |
| 3.1 Conceptualisation | 30 |
| 3.1.1 Concepts ESS avec Perspective de Genre | 30 |
| 3.1.2 Concepts de Genre | 37 |

| | | |
|---------|--|----|
| 3.1.2.1 | Condition et intérêts pratiques des femmes..... | 37 |
| 3.1.2.2 | Position et intérêts stratégiques des femmes..... | 38 |
| 3.1.2.3 | Rôles de Genre | 39 |
| 3.1.2.4 | Droits sexuels et reproductifs | 40 |
| 3.2 | Contexte politique et juridique | 41 |
| 3.2.1 | El Alto – Bolivie | 41 |
| 3.2.1.1 | Le cadre normatif en économie social et solidaire..... | 44 |
| 3.2.2 | Bamako – Mali | 46 |
| 3.2.2.1 | Le cadre normatif en économie sociale et solidaire..... | 48 |
| 3.2.3 | Belleville – Paris 20 ^{ème} , France..... | 49 |
| 3.2.3.1 | Le cadre normatif en économie sociale et solidaire..... | 51 |
| 3.2.4 | Activités économiques sur le territoire | 52 |
| 3.2.4.1 | El Alto, Bolivie | 52 |
| 3.2.4.2 | Belleville – Paris 20 ^{ème} , France..... | 53 |
| 3.2.4.3 | Dilakorodji, Bamako – Mali | 55 |
| 3.3 | Résultats de l’analyse et réflexions des axes Genre et ESS avec PG..... | 55 |
| 3.3.1 | Espaces de solidarité ou de sociabilité?..... | 55 |
| 3.3.2 | L’ESS comme instrument d’empowerment des femmes, de défense et de renforcement de leurs droits..... | 57 |
| 3.3.3 | Se reconnaître et reconnaître, s’affirmer et grandir..... | 61 |
| 3.3.3.1 | Les discriminations de genre | 61 |
| 3.3.3.2 | Naturalisation des discriminations..... | 62 |
| 3.3.3.3 | Division sexuelle du travail | 63 |
| 3.3.3.4 | L’économie des soins | 64 |

| | |
|---|------------|
| 3.3.3.5 Religion et discrimination | 66 |
| 3.3.3.6 Les droits des femmes..... | 67 |
| 3.3.3.7 Violences de genre..... | 70 |
| 3.3.3.8 "Empowerment" | 75 |
| 3.3.3.9 Les hommes décrivent leurs postures de genre..... | 79 |
| IV. Recommandations/pistes de travail pour les deux axes | 88 |
| 4.1 Pour les groupes de femmes sur les trois territoires | 88 |
| 4.2 Pour les facilitatrices qui accompagnent les processus locaux | 89 |
| 4.3 Pour la coordination internationale..... | 93 |
| 4.4 Pour l'ensemble des acteurs du réseau FDM | 95 |
| Bibliographie..... | 99 |
| ANNEXES | 103 |

I. Introduction

1.1. Le cadre

La présente étude préalable et participative s'est réalisée dans le cadre du projet en réseau Sud/Sud/Nord : « **Femmes du Monde : un réseau de protagonistes solidaires** ». Le projet en réseau Femmes du Monde est un projet qui se propose de contribuer à l'empowerment¹ des femmes, habitantes des quartiers populaires aux suds² et aux nords, à travers de la connaissance, la compréhension et l'échange sur leurs droits humains et des femmes, sur système socio-économique et politique dans lequel elles réalisent leur activités économiques, et ce, afin d'améliorer leur qualité de vie.

Pour cela l'association Quartiers du Monde et le réseau d'entités³ qu'elle coordonne, utilisent des méthodologies participatives issues de l'Education populaire afin d'inclure à part entière l'ensemble des acteur-e-s du projet, leur préoccupations, leurs connaissances et leurs expériences.

Le projet Femmes du Monde se réalise en milieu urbain et périurbain, dans des quartiers populaires des villes de trois continents. En Afrique : dans la commune de Dialakorodji, à Bamako au Mali, dans la banlieue de Dakar au Sénégal et à Sidi Daoud quartier de Ouarzazate au Maroc. En Amérique Latine : à Ciudad Hunza quartier de Suba à Bogota en Colombie, sur quatre districts de El Alto en Bolivie et à la Maré à Rio de Janeiro au Brésil. En

¹ La philosophie de « l'empowerment » a ses origines dans l'approche de l'Education populaire développée dans les années 60 par Paolo Freire (Brésil). Ce terme a été lié aux « approches participatives » utilisées sur le terrain du développement social depuis les années 70. L'empowerment est applicable à tous les groupes vulnérables, mais c'est dans le travail avec les femmes qu'il y a eu plus de production théorique et notamment par le réseau DAWN (1985) des femmes chercheuses du Sud et du nord. Depuis, la notion « d'empowerment » est utilisée par les agences de coopération, de Nations Unies et la Banque Mondiale. Plusieurs sociologues ont essayé de contribuer à améliorer la compréhension du concept à travers leurs écrits : on peut citer JACQUET (1995) qui le définit comme « l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale », ou encore EISEN (1994) qui le définit « comme la façon par laquelle l'individu accroît ses habiletés favorisant l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle. D'autres parlent de processus social de reconnaissance, de promotion et d'habilitation des personnes dans leur capacité à satisfaire leurs besoins, à régler leurs problèmes et à mobiliser les ressources nécessaires de façon à se sentir en contrôle de leur propre vie (GIBSON, 1991 p. 359). Les notions de sentiment de compétence personnelle (ZIMMERMAN, 1990), de prise de conscience (KIEFFER, 1984) et de motivation à l'action sociale (RAPPOPORT, 1987, ANDERSON, 1991). Au sein du réseau Quartiers du Monde/Femmes du Monde on comprend « l'empowerment » en tant que processus/ stratégie de renforcement des capacités, de confiance et d'estime de soi, de construction d'une vision politique de la vie et du protagonisme en tant que groupe et individu pour impulser et participer au changement social.

² On fait référence aux différences entre les sociétés des pays dit « du Sud » et « du Nord »

³ On appelle les « entités du réseau » les organisations sociales locales membres du réseau et exécutrices du projet, qui réunissent des associations de quartier, des ONG, de centres sociaux et de promotion féminine et un établissement public marocain

Europe : à Paris 20^{ème} en France et dans la commune de Forest à Bruxelles en Belgique. Un territoire en milieu rural fait exception dans le réseau, Taskoukt, situé dans la région de Ouarzazate au Maroc.

1.2. L'historique

Cette étude fait suite au diagnostic participatif réalisé par les femmes et leurs facilitatrices⁴ durant l'année 2008/09 sur toutes les villes du réseau citées ci-dessus, sauf à Bruxelles. Lors de l'analyse transversale et comparative des diagnostics le comité de capitalisation⁵ et la coordination du projet ont ressenti le besoin d'un appui méthodologique afin de soutenir les facilitatrices dans le questionnement et la réflexion sur certaines thématiques du projet.

Nous nous sommes accordés sur la nécessité de les outiller pour travailler en profondeur sur les questions des droits des femmes, notamment les droits sexuels et reproductifs, de travailler sur les violences contre les femmes et les législations de prévention /protection de chaque pays et enfin d'étudier l'impact du travail sur la santé des femmes. (Comité de capitalisation, TDR de l'Etude préalable et participative)

Les entités locales, qui constituent le réseau de partenaires de QDM, ont ressenti la nécessité d'aller plus loin dans la phase d'identification et de formalisation du projet en approfondissant les recherches initiées par les équipes de terrain et notamment sur les thèmes liés à l'économie sociale et solidaire avec perspective de genre, ainsi qu'en produisant des outils qui facilitent l'analyse participative des situations, construisant une sorte d'équilibre entre la réflexion académique et les pratiques du terrain.

Durant plusieurs mois, le comité de capitalisation, la coordination du réseau et le F3E ont construit ensemble les termes de référence de l'Etude Préalable. Nous avons négocié, puis convenu de la composition des chercheurs qui devaient réaliser l'Etude Préalable. Les référent-e-s du comité de capitalisation semblaient trop impliqués dans le projet et le réseau

⁴ Les facilitatrices sont les animatrices des groupes, on les appelle facilitatrices dans la méthodologie de Recherche Action Participative car elle doivent faciliter la réflexion et la discussion des groupes. Faciliter la réflexion en questionnant le groupe, la discussion en utilisant d'outils d'expression autres que l'oral et l'écrit, faciliter la construction des critères justes et démocratiques dans l'organisation des groupes, faciliter la recherche en apportant les documents nécessaires ou en s'organisant pour les chercher, etc. Les facilitatrices ne sont pas toujours des professionnelles ayant une formation académique, elles peuvent aussi être des femmes des groupes avec plus d'expérience et/ou possédant un certain leadership au sein du groupe.

⁵ Le comité de capitalisation est composé des référent-e-s/consultant-e-s du réseau, spécialisé-e-s sur les différentes thématiques du projet : la perspective de genre, l'Economie sociale et solidaires, la recherche Action participative, etc.

pour conserver la distance critique nécessaire à la réalisation de l'Etude Préalable, de plus ils/elles avaient un profil plutôt d'action de terrain que de recherche. Nous nous sommes donc accordés pour que l'Etude Préalable ne se réalise pas sur les territoires des référent-e-s et nous nous sommes engagés à trouver un-e chercheur-e externe au réseau pour qu'il/elle soit le/la référent-e scientifique du comité.

Nous avons négocié également sur la méthodologie de Recherche Action Participative pour la réalisation de l'Etude Préalable, la participation est un des éléments fondateurs du réseau et de plus elle a permis aux femmes de participer à l'analyse de leurs situations de vie, contribuant ainsi à garantir leur mobilisation et disponibilité pour la réalisation de l'Etude Préalable

Enfin, nous avons négocié le fait que l'Etude Préalable se réalise en parallèle à l'action du projet. En effet, la réalisation de l'Etude Préalable en parallèle au projet, comme étant une sorte de transition vers le « projet futur », issue du l'Etude Préalable, a apporté un défi supplémentaire aux facilitatrices et aux référent-e-s du comité de capitalisation du réseau QDM : devoir séparer en permanence les ateliers de recherche participative pour l'Etude Préalable et les ateliers de réflexion/action du projet et en même temps enrichir les uns avec les autres.

Il convient de souligner la proximité et la compréhension du F3E qui nous a accompagnés dans la construction, également participative, des termes de référence de l'Etude Préalable.

1.3. Les Objectifs de l'Etude Préalable et Participative

Durant la 1^{ère} réunion du comité de capitalisation, avec la participation de la responsable du F3E, en vue des quatre territoires de l'étude, du temps nécessaire pour le réaliser de façon participative, de la disponibilité parfois restreinte des femmes, la composition du comité de capitalisation et la nécessité d'accompagnement des certains équipes dans l'application des outils, les objectifs ont été revus, comme suit :

1. Par rapport à la situation locale.

- 1.1. Approfondir les pré-diagnostic locaux réalisés par les femmes et les facilitatrices
- 1.2. Définir les outils pédagogiques nécessaires au projet, et les tester pour vérifier qu'ils soient appropriés pour les équipes locales (moyens disponibles, contexte,...

- 1.3. Proposer une méthode et des moyens pour la phase de mise en œuvre du projet qui sera adaptée aux différents contextes locaux et aux besoins des entités et des groupes de femmes

2. Par rapport au projet envisagé.

- 2.1. Identifier les pistes de travail et les stratégies à développer pour travailler avec les hommes dans la construction de relations plus égalitaires entre les hommes et les femmes.
- 2.2. Construire des stratégies de sensibilisation et de plaidoyer (pour au moins quatre entités locales), destinés aux acteurs institutionnels chargés d'appliquer les politiques publiques de défense des droits des femmes et de lutte contre les violences faites aux femmes.
- 2.3. Installer une grille de lecture commune au réseau sur l'Economie Sociale et Solidaire avec une perspective Genre. Cela veut dire : **approfondir** les conditions (contextes, besoins de formation) nécessaires au montage des projets d'ESS intégrant l'approche Genre portés par les quatre entités concernées par la présente étude, et **analyser** les conditions nécessaires en termes de politiques publiques pour « la formalisation » et le développement de l'économie sociale et solidaire au sein des différents contextes économiques du réseau)
- 2.4. Proposer des orientations stratégiques en matière d'ESS pour au moins quatre entités locales

3. Par rapport au(x) partenaire(s).

- 3.1. Identifier et affiner quelques partenariats stratégiques avec des acteurs clés qui pourront être impliqués dans le projet (pouvoirs publics locaux, ONG,...).

1.4. Les acteur-e-s⁶ et leur rôles

Sur ces bases, une équipe de référent-e-s/consultant-e-s, issu-e-s du réseau, s'est mise en place sous l'appellation « comité de capitalisation ». Ce Comité était composé de deux sociologues : Pilar Trujillo, spécialisée en genre, basée à Bogota, Natalia Resimont, doctorante en économie

⁶ On propose d'utiliser le mot *acteur* comme féminin d'acteur parce que le mot « acteur » est un mot qui parle de la capacité d'agir des individus et d'entités, le féminin habituel est « actrice » mais ce mot a plutôt un sens de représentation plus que d'action « agir ».

sociale et solidaire, basée à Bruxelles, d'un pédagogue spécialisé dans la méthodologie de Recherche Action Participative, basé à Dakar, Alassane Faye et d'un anthropologue spécialisé dans la recherche, basé à Rabat, Michel Peraldi, référent scientifique du comité, externe au réseau.

Le Comité a élaboré des outils de collecte et d'analyse de l'information, qui ont été utilisés sur le terrain par les femmes et les facilitatrices dans un souci constant d'échange et de partage avec celles-ci quant à leur utilisation.

In fine, le comité s'est chargé d'analyser l'ensemble du matériel produit et de rédiger l'étude.

La coordination de l'Etude Préalable et Participative était conduite par l'association Quartier du Monde, Ada Bazan et Carine Troussel, basées à Rabat, en tant que coordinatrices du projet et du réseau.

Sur le terrain, quatre entités locales du réseau ont été identifiées pour participer à l'Etude Préalable et Participative : le Centre Social Archipélia avec des femmes habitant à Belleville, Paris 20^{ème}, le Centre Gregoria Apaza avec des groupes de femmes habitant quatre districts de El Alto à La Paz en Bolivie, le Centre Djoliba avec des femmes habitant la commune péri urbaine de Dialakorodji, à Bamako au Mali et la Ligue Démocratique des Droits des Femmes –LDDF- avec des femmes habitant le quartier Sidi Daoud à Ouarzazate au Maroc.

Ce choix correspond aux entités qui avaient déjà un financement assuré, de plus chacune de ces entités représentait les différentes zones géographiques du réseau : l'Amérique latine, l'Afrique sub-saharienne, le Maghreb et l'Europe. Malheureusement, l'équipe de Ouarzazate a été pénalisée financièrement, car les accords signés entre le Ministère Marocain du Développement Social de la Solidarité et de la Famille et la Coopération Technique Belge au Maroc ont tardé à se concrétiser et les fonds n'ont pas été débloqués durant toute l'année. Cela a eu un impact sur la disponibilité de l'équipe qui n'a pas pu réaliser les activités prévues et notamment l'Etude Préalable et Participative.

Les entités précitées, ont coordonné le travail des équipes locales de recherche action, composées de deux facilitatrices par ville et d'un, de deux, ou de quatre groupes de femmes selon la configuration locale du travail de l'entité. Voir le tableau récapitulatif ici bas.

| Tableau récapitulatif des entités et groupes des femmes ayant participé à l'Etude Préalable Participative | |
|---|--|
| <p>Bamako – Mali</p> <p>Deux associations de femmes à Dialakorodji, dans la périphérie de Bamako :</p> <p>SUTURA : 35 femmes</p> <p>KOTOGNOGONTALA : 41 femmes</p> <p>76 femmes directement impliquées</p> <p>Les facilitatrices :</p> <p>Jeanne d'Arc et Chantal</p> | <p>Les membres de ces deux associations sont toutes des femmes mariées, âgées de 18 à 55 ans. Elles réalisent en grande partie des activités de petit commerce. Analphabètes pour la plupart, seules cinq sur soixante-seize femmes sont alphabétisées, deux d'entre-elles sont alphabétisatrices en langue locale bamanan.</p> <p>Ces femmes tiennent les documents de gestion et aident fortement à la gestion des fonds. Leur effort permet aux deux associations d'éviter le recours au service de certains hommes dans le domaine de la gestion.</p> <p>Elles sont aussi impliquées dans les actions de développement de leur milieu de vie. En politique, elles constituent la base de l'électorat comme partout ailleurs, c'est pourquoi, nous essayons d'avoir le soutien des autorités communales pour les futures activités.</p> <p>Sur un plan de la représentativité au niveau du Conseil communal, elles ne sont que deux femmes sur dix sept conseillers que compte la commune.</p> |
| <p>El Alto - Bolivie</p> <p>Quatre associations de femmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amparampi 10 femmes, • Compi 15 femmes et un homme, • Kullacas 12 femmes et • Suma Pancara 35 femmes. <p>72 femmes directement impliquées</p> <p>Les facilitatrices :</p> <p>Karina et Ester.</p> | <p>Les femmes ont entre 25 et 55 ans, la grande majorité des femmes sont mariées avec en moyenne 4 enfants, une minorité de femmes célibataires, séparées et de mères célibataires.</p> <p>La grande majorité de femmes sont issues de l'exode rural, venant des différentes provinces de la région de La Paz. Elles ont été envoyées par leurs familles lorsqu'elles étaient adolescentes (10 – 17 ans) à la recherche d'un emploi et pour aider financièrement leurs familles. Actuellement, elles gardent toujours un lien important avec leur famille et leur village d'origine.</p> <p>La grande majorité des femmes a un bas niveau de scolarité. En général elles ont suivi les premières années du premier cycle, ainsi elles savent à peine lire et écrire. Quelques unes ont réussi à terminer le second cycle. Elles préfèrent communiquer dans leur langue maternelle « l'Aymara » car elles ne parlent pas correctement l'espagnol.</p> <p>Leur principale activité économique est l'artisanat, qu'elles développent au sein de leur collectif. Mais 50% des femmes réalise une autre activité économique en général d'ordre commerciale, informelle dans le quartier où elles possèdent des petits commerces. Toutes ont un lien important avec l'agriculture de leur village d'origine, elles participent aux moments où la main d'œuvre est nécessaire : semence et récolte. Cette activité agricole leur apporte un petit revenu, mais les femmes le font d'avantage par « tradition », pour garder leur lien d'appartenance avec leur famille et communauté d'origine.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Centre Social Archipélia, un groupe de femmes des « Lundis solidaires » : 20 femmes</p> <p>Paris 20^{ème}- Belleville –France</p> <p>30 femmes directement impliquées</p> <p>Facilitatrices : Karine et Jennifer</p> | <p>Une trentaine de femmes majoritairement migrantes, originaires du Maghreb -Maroc, Tunisie, Algérie-, d'Afrique subsaharienne -Mali, Sénégal, Gambie, Guinée-, d'Asie-Chine, Sri Lanka, Bangladesh-, de France. Les femmes sont en majorité en situation de précarité</p> <p>, chômage, contrat à durée déterminée, percevant les minimaux sociaux, et parfois sans aucune ressource. Elles ont un niveau d'études hétérogène, la majorité suit des cours de post-alpha ou de FLE (Français Langue Etrangère), tandis qu'un tiers a été à l'école primaire.</p> |
| <p>Au total des trois villes ce sont 168 femmes qui ont été directement impliquées</p> | |

Les femmes ont défini l'échantillon local de l'étude, suivant la proposition du Comité, elles ont appliqué les outils de collecte des données et ont participé également à l'analyse des informations.

Les facilitatrices étaient aussi diverses que les femmes elles mêmes, diverses par leurs niveaux de formation comme dans leurs expériences de travail. Elles étaient l'interface entre le comité de capitalisation, la coordination internationale et les femmes. En tant que tel, elles ont eu un rôle particulièrement important, celui de la traduction linguistique et culturelle des outils et de leurs finalités. Elles ont accompagné les femmes dans l'application des outils et ont facilité les discussions et les réflexions des femmes. Elles ont également apporté leur analyse en tant que facilitatrices des groupes, elles ont organisé et envoyé à la coordination internationale, la totalité du matériel produit.

1.5. Le processus

En utilisant la méthodologie de Recherche Action Participative, l'Etude Préalable et Participative a été une construction collective, dans un va et vient permanent entre le terrain et le comité de capitalisation.

L'ensemble des acteur-e-s avec leurs rôles différents a apporté des savoirs populaires mais aussi académiques, a défini l'échantillon de l'étude, a appliqué les outils pour la collecte d'informations et a réalisé l'analyse des informations collectées.

Le comité de capitalisation s'est réuni deux fois : la première fois, à Ouarzazate – Maroc⁷, pour construire la planification de l'étude : les grandes lignes de l'échantillon, les questions de recherche selon les axes retenus et les nouveaux objectifs définis, les hypothèses de l'étude et le rythme global de l'étude. Et la deuxième fois à Dakar pour mettre en commun le matériel collecté et produit par les équipes de recherche afin de confirmer les hypothèses de l'étude, de préciser les délais et de définir la structure du rapport final.

Faisant suite à la première réunion du comité, Ada Bazan de la coordination internationale a présenté l'étude aux femmes et facilitatrices sur chaque territoire : rappel des objectifs, des résultats attendus, du fonctionnement et de l'échantillon proposé, du type d'outils qui seraient élaborés et appliqués par les femmes elles-mêmes accompagnés de leurs facilitatrices. Chaque équipe locale de recherche, femmes et facilitatrices, a démontré l'intérêt et a accepté de participer à la réalisation de l'Etude Préalable et Participative.

Les équipes locales de recherche ont été accompagnées en permanence via le canal d'Internet. De plus, les équipes de Dialakorodji et de Belleville ont reçu une formation en Cartographie sociale. L'équipe de Belleville a été accompagnée aussi de façon présentielle tant par Ada Bazan de la coordination internationale que par Natalia Resimont, référente en Economie Sociale et Solidaire.

Les référent-e-s du comité de capitalisation ont élaboré des outils à appliquer de façon collective par les équipes locales de recherche. Chaque outil avait, pour l'axe de genre, une réflexion sur les thèmes abordés et, de façon générale, des conseils pour leur application.

Sur l'axe de l'Economie Sociale et Solidaire les outils avaient pour objectif principal de créer le débat au sein des groupes autour de la thématique ; cela afin de comprendre et de questionner le système économique où les femmes développent leurs activités les mettant en perspective sur les principes de l'Economie Sociale et Solidaire.

Sur l'axe de la Perspective de genre, Pilar Trujillo, a renforcé les notions et les réflexions de genre pour préparer les femmes et les facilitatrices aux entretiens avec les hommes. La base pour travailler sur cet axe a toujours été le quotidien, la spécificité des hommes et des femmes dans leurs contextes et leurs expériences.

⁷ Une synthèse a été produite pour chaque réunion du Comité

Sur la méthodologie, Alassane Faye a produit deux outils : le premier avait pour objectif d'appuyer les groupes de femmes à s'organiser dans la collecte des informations et le deuxième visait à mesurer avec les femmes et facilitatrices le degré de participation de chaque acteur-e de l'Etude Préalable et Participative.

Michel Péraldi a réalisé une vidéo⁸ contenant un certain nombre de conseils pour les femmes et les facilitatrices en vue de la réalisation des entretiens, le soin, le temps et la confiance nécessaire pour certaines questions et pour avoir une bonne qualité des réponses. Des dictaphones ont été mis à la disposition des groupes.

Sur le terrain

Chacune des équipes de recherche, selon son rythme de travail local et la disponibilité des femmes, a adapté et appliqué les outils. Ailleurs, sur le réseau, les femmes et facilitatrices de Dakar ont pu profiter des outils et des réflexions produites dans le cadre de l'Etude Préalable et Participative et ont appliqué certains outils, ont reçu une formation/réflexion sur l'économie sociale et solidaire ainsi que sur les droits des femmes. Cette démarche de Dakar a incité les équipes de Bogota et de Bruxelles qui n'avaient pas participé directement à l'Etude Préalable et Participative à appliquer les outils et à faire leurs analyses au niveau de leurs villes.

Enfin, six vidéos sur les droits des femmes ont été réalisées par les jeunes du réseau Quartiers du Monde : Belleville, Bogota, El Alto, Dakar, Dialakorodji, et Ouarazazte. Les vidéos sont traduites en espagnol et en français, elles ont été présentées lors du Forum Social Mondial 2011 à Dakar et localement sur chaque ville du projet. Ces six vidéos ont été regroupées sur un seul support et disponibles à la demande.

1.6. Structure du document

Ce document a bénéficié des échanges entre les membres du Comité, ainsi que des apports sociologiques des différents auteur-e-s⁹. Il s'agit donc d'un document à plusieurs mains et en plusieurs langues.

L'Etude Préalable et Participative se présente en quatre parties :

⁸ Elle a été traduite et mise sur Internet

⁹ Bibliographie

- La première présente la méthodologie utilisée dans la construction de la participation au sein de l'étude : « *Quelle méthodologie pour une étude participative ?* ». Ainsi que les concepts utilisés dans la réalisation de l'Etude Préalable et Participative tant en Economie Sociale et Solidaire qu'en Perspective de Genre.
- La seconde partie présente, de façon succincte, les trois territoires où l'étude s'est réalisée, les politiques publiques de Genre et d'Economie Sociale et Solidaire existantes sur ces territoires et les activités économiques que les femmes des groupes réalisent sur leurs territoires.
- La troisième présente l'analyse et les réflexions de l'Etude préalable et Participative sur les deux axes : i) l'Economie Sociale et Solidaire avec Perspective de genre, une réflexion sur l'ESS en tant qu'outil d'empowerment des femmes, ii) la Perspective de genre à travers de l'approfondissement des diagnostics et la posture de genre des hommes de l'entourage des femmes.
- La quatrième et dernière partie est dédiée aux recommandations et pistes de travail à suivre pour le futur projet d'économie sociale et solidaire avec perspective de genre.
- Un document annexe présente les outils élaborés pour la réalisation de l'Etude préalable et Participative. Et dans un souci de faciliter la lecture, on propose en fin de document des annexes contenant les cadres normatifs des territoires, les Droits des femmes, et autres informations issues de l'Etude.

1.7. Pour conclure

La réalisation de l'Etude Préalable et Participative a été une expérience très riche et formatrice pour chacun des acteur-e-s. Elle a été structurante pour l'ensemble du réseau et du projet, elle a servi de cadre pour la réalisation des activités comme pour l'accompagnement des équipes. En termes de projet, et depuis le démarrage de l'Etude Préalable et Participative, le projet Femmes du Monde a été approuvé par l'AFD dans une convention de cofinancement sur trois ans. Le Ministère Marocain de Développement Social de la Famille et la Solidarité avec la Coopération Technique Belge viennent de débloquer les fonds nécessaires au projet pour Ouarzazate et la Mairie de Palma de Mallorca continue de nous appuyer pour les équipes de Bamako et El Alto.

La démarche participative de l'étude a permis aux femmes de se sentir dépositaires de confiance et de responsabilité tout au long du processus. Pour toutes ces femmes, c'était une première expérience tout comme pour la plupart des facilitatrices qui avaient peur de ne pas réussir à guider et à accompagner les femmes dans la réalisation de l'étude. Les femmes se sont senties investies d'une responsabilité nouvelle: être co-chercheuses de l'étude, s'entretenir avec les hommes de leur entourage, échanger avec eux sur leurs droits humains et sur leurs droits de femmes et analyser leur posture de genre.

L'élaboration des outils a été une négociation permanente au sein du Comité de capitalisation, les référentes étaient souvent tiraillées entre : « élaborer des outils qui produisent réflexion et changement » et « élaborer des outils qui collectent l'information ».

« Une étude ne doit pas produire de l'opinion mais récolter et produire de l'information » disait Michel Peraldi.

Les deux positions étaient tellement proches que souvent les facilitatrices s'appuyaient sur les outils de collectes d'information pour induire des moments de réflexion et de changement...

L'écoute du matériel audio, nous a permis d'entrer dans la maison des femmes, d'entendre les questions, les hésitations, les voix, les silences, la surprise, et les réactions in vivo des femmes suite aux réponses des hommes.

Par ailleurs, la réalisation de l'Etude Préalable de façon participative avec les acteur-e-s qui vivent et entretiennent, sans s'en apercevoir, les inégalités et injustices de genre a de fait ôté une part d'objectivité. En effet il est parfois difficile de prendre distance avec soi même et son entourage. Il est vrai également que la Recherche Action Participative en faisant des femmes et des facilitatrices les co-chercheuses de l'Etude Préalable a supposé de travailler avec moins de rigueur méthodologique, comme expliqué antérieurement, les facilitatrices devaient traduire tant linguistiquement que culturellement les outils et leur objectifs aussi bien avec les femmes qu'avec les référent-e-s, créant ainsi une sorte de double filtre dans le discours, dans les propos et dans les analyses. Mais ce processus peu conventionnel a contribué à la compréhension de la construction des inégalités et à l'engagement personnel, nécessaires aux changements.

II. Méthodologie

2.1. Pour quoi la participation ?

Nous pouvons partir de deux hypothèses principales :

- L'occupation d'une place centrale des femmes dans la recherche sur les multiples facteurs qui déterminent leurs conditions de vie, feront d'elles des protagonistes de la transformation sociétale.
- La création d'outils méthodologiques adaptés et leur appropriation, dans le cadre d'une recherche action participative, permet aux femmes et aux facilitatrices la lecture de leur réalité pour la transformer.

En effet, la participation des femmes dans cette Etude Préalable et Participative est en soi une option formulée dans la rédaction des termes de référence de l'Etude : une étude qui sera effectuée non pas « *sur des femmes* » mais « *avec et par les femmes* » et affinée dans les hypothèses de l'Etude. La participation des femmes est un processus interactif, elle se construit dans le temps, avec des outils pertinents et adaptés, et surtout avec l'ensemble des acteur-e-s.

Pour cela, il est nécessaire d'identifier l'engagement sur les principes et sur la pratique de la participation, non seulement au niveau des entités locales déjà citées, des groupes de femmes et de leur facilitatrices, mais aussi de par le caractère inclusif des outils élaborés et les mesures d'accompagnement mises en place telles que : les formations méthodologiques, l'accompagnement de proximité de certaines facilitatrices, les processus permanents de questionnements sur les pratiques, le vécu.

Ainsi, la structure de l'Etude Préalable et Participative a été conçue pour faciliter la participation des femmes et leur permettre de prendre des décisions, sur l'échantillon de l'Etude... quels hommes de l'entourage on interrogera, quels associations, quelles institutions ? Sur l'application des outils : sur une conversation individuelle, ou collective, en présence de la facilitatrice, ou à travers des jeux et des dynamiques ?

Les outils ont également été construits afin de faciliter la participation réelle des femmes, tant dans leur application comme en termes d'analyse de l'information collectée, chaque outil

avait un guide avec des questions pour travailler en atelier avec les femmes et qu'elles mêmes puissent questionner et réfléchir sur les informations reçues.

Le processus de l'étude va permettre de mesurer le niveau de participation des femmes en fonction d'un certain nombre **d'indicateurs**. Enfin, à la lumière des rapports fournis par les équipes de terrain, les obstacles rencontrés et les apprentissages seront identifiés.

2.2. La Recherche Action Participative

La vision sur laquelle se fonde la recherche action participative (RAP) affirme que le ou la concerné-e est d'abord l'acteur-e et le but de l'action.

La recherche action se définit comme un processus qui consiste à recueillir et à analyser l'information sur un problème concret et d'importance dans le but de planifier une action pour faire face à ce problème.

Elle devient participative dès lors que les femmes qui vivent l'expérience du problème sont celles-là même qui mènent la recherche, formulent l'action à mettre en œuvre et contribuent dans le processus de planification, de suivi et d'évaluation. C'est la raison pour la quelle on appellera les femmes de l'Etude Préalable et Participative « co-chercheuses » car avec elles font partie de l'équipe de recherche.

La RAP se présente comme une approche alternative tant de la recherche académique que de la construction de programmes de développement qui n'accordent pas suffisamment d'espace pour la réalisation du droit à l'expression et à la prise de décision des femmes.

En effet, la recherche académique propose un dispositif comprenant le « chercheur ». Il élabore ses objectifs, ses propres outils de collecte de données. Ces derniers sont remis à des « enquêteurs » qui, sur la zone ciblée, recueillent les informations des populations. Les données sont transmises au « chercheur ». Il rédige son rapport et formule des recommandations. Pour être « participatif », il organise une séance de restitution - validation à laquelle sont conviées des « personnes capables d'apporter quelque chose », très rarement les populations concernées. Dans tout le développement de la recherche, les populations ne sont que des « productrices d'informations », elles ne contrôlent pas le processus. Il n'est pas

étonnant que les « programmes de développement » issus de ce type de recherche échouent lamentablement, les populations ne se sentant pas concernées.

Or, la RAP enrichit la relation entre chercheurs académiques, facilitatrices et femmes, réduite jadis à une *simple* communication magistrale des connaissances grâce à l'interaction qu'elle suscite entre les nouveaux protagonistes de la recherche.

2.2.1. La cartographie Sociale (CS) a été appliquée en tant qu'outil de la Recherche Action Participative, elle répond à la perspective territoriale et agit sur les représentations collectives de l'ensemble des relations et interactions existantes entre les acteur-e-s du territoire.

2.2.2. Le parcours territorial, nous l'avons appliqué en tant qu'outil participatif complémentaire à la Cartographie sociale. Le parcours propose aux femmes de faire une sorte de reconnaissance du territoire et ses acteur-e-s. Suivant l'approche participative de la Cartographie sociale : expliciter l'implicite, porter un regard depuis la perspective de genre sur territoire, identifier et collecter l'information directe sur les acteur-e-s, de l'échantillon de l'Etude Préalable et Participative, observer ses postures de genre, envisager des éventuels alliances et appuis. Le Parcours territorial est un outil méthodologique qui permet aux femmes d'ancrer leur identité et leur sens d'appartenance territoriale.

2.3. La participation : un engagement et un processus interactif

Tel que nous l'avons dit précédemment, avant de promouvoir la participation des femmes, il doit exister un engagement au principe et à la pratique de la participation au sein des entités locales; et des facilitatrices des référent-e-s du Comité de Capitalisation de l'Etude et des membres de la coordination internationale de Femmes du Monde.

Il faudra alors considérer les aspects suivants :

- Les mécanismes construits pour la participation des femmes

Les travaux en groupe sont privilégiés pour partager les expériences d'autant que ; dans les groupes, les informations dans les différentes langues et / ou la traduction sont une constante. Aussi quand il s'agit de faire des entretiens ce n'est jamais une seule femme qui les conduit mais deux ou trois femmes qui ensuite vont rendre compte au groupe des entretiens réalisés.

« Les femmes ont progressé dans la maîtrise de la langue et dans l'initiative de la prise de parole....Lorsque les femmes des anciens groupes participent aux ateliers, les facilitatrices

observent qu'une entraide spontanée s'opère envers les nouvelles adhérentes et c'est ainsi que l'on peut constater les progrès engendrés par le travail de réflexion nourri au fil des Lundis solidaires¹⁰ ». (Karine et Jennifer, facilitatrices – Belleville)

- La présentation de l'Etude Préalable et Participative aux groupes de femmes

Les termes de référence de l'étude ont été partagés et validés par les femmes. En effet, le principe de validation est récurrent dans le processus. Il a permis aux femmes de définir leur calendrier, de s'auto organiser pour l'étude, ce qui, indubitablement exprime une appropriation. En effet, la participation a été transversale, chaque groupe d'acteur-e-s a pu prendre part à l'ensemble des étapes de la recherche soit en élaborant des outils et/ou des textes, en les validant, soit en récoltant les informations ou encore, en créant des réflexions lors des différents débats qui ont eu lieu aux différents niveaux et moments de la présente RAP. Les groupes de femmes, co-chercheuses, ont représenté une source de savoirs indispensables à la présente étude mais aussi et surtout elles ont élaboré des réflexions et mis en lumière les bases des débats qui ont eu lieu sur les territoires. Les femmes ont récolté les informations et les ont organisées avec l'aide des facilitatrices

- Les mesures d'accompagnement

Des formations en cartographie sociale, les ateliers partagées avec Natalia Resimont pour l'économie sociale et solidaire, avec Ada Bazan sur la perspective de genre et les dynamiques proposées pour faciliter la participation des femmes ont été prévues et réalisées. Ces mesures ont amélioré la participation des femmes, le questionnement sur l'égalité de genre mais la participation, tout comme l'égalité de genre est un long processus qu'on intègre personnellement et avec le temps.

*« A travers le travail sur le genre on peut constater que cette thématique s'est révélée l'un des axes principaux qui traverse tous les Lundis Solidaires ainsi que l'espace environnant des activités d'Archipelia (ados, enfants, parents) et son équipe de professionnels. Les idées font leur chemin dans les têtes mais au regard des retours que font les femmes sur la sphère familiale, conjugale, il est **indispensable d'encourager de façon permanente ce questionnement** » (Karine et Jennifer, facilitatrices - Belleville)*

¹⁰ Lundis solidaires est le nom des ateliers du projet Femmes du Monde au Centre social Archipelia, Paris 20^{ème}.

2.4. Le processus de l'Étude Préalable et Participatif

Les outils ont donné lieu à des suggestions pour leur application. La consigne fournie aux facilitatrices est de travailler à l'appropriation de tous les outils par les femmes.

« Je suis plutôt partisan de travailler d'abord à l'appropriation de ces grilles par les femmes. Elles doivent en effet comprendre, de quelles grilles d'analyse il s'agit, pourquoi elles sont conçues, quels sont les grands axes de chaque grille, quels sont leurs objectifs finaux? L'idéal serait que les femmes elles-mêmes proposent la manière de travailler autour de ces grilles: soit elles proposent des séances plénières, soit par rapport aux axes de chaque grille, elles s'organisent en groupe et restituent. Je tiens à ce que les femmes ne soient pas juste des "productrices d'informations" Par exemple, sur la grille 1 " Conversation collective", je pars de l'hypothèse que la facilitatrice doit connaître le groupe de femmes pour pouvoir répondre elle-même à la plupart des questions sauf peut être sur celles relatives à l'identité du groupe. Elle pourrait alors travailler cette grille et faire valider ses réponses par le groupe de femmes, en utilisant le méta plan par exemple, une dynamique intéressante. Pour le document 4, les politiques publiques, je vois un problème de langue. Nous, intellectuels, sommes en face de femmes pour la plupart analphabètes. Je ne souhaite pas que les « lettrées » du groupe prennent le pouvoir. Il y a là un effort de traduction en wolof, en bambara par exemple de « économie » ou « économie sociale et solidaire » etc. Certainement, les facilitatrices en se préparant pourraient penser à ce que les femmes s'accordent sur les concepts en produisant des dessins ou des images. » (Alassane Faye, Référent méthodologique, Email du 2 /11/2010)

2.4.1. Les outils de l'Économie Sociale et Solidaire

La conversation collective (Outil 1) a permis d'identifier le type d'activités économiques réalisées par les groupes de femmes, leurs caractéristiques, leurs statuts ainsi que les lieux où les activités se déroulent. Cet outil aura, aussi, permis de comprendre les motivations des femmes, leurs principes et valeurs qui sous-tendent leurs activités économiques dans le cadre de leur collectif. Avec l'objectif de compléter l'information et d'impulser les débats sur les valeurs et principes qui sous-tendent les activités économiques des femmes, une fiche comportant les principes de l'ESS (Outil 6) a été réalisée et mise en dialogue dans chaque groupe de travail.

Afin de débiter la recherche documentaire concernant les politiques publiques relatives à l'ESS, existante sur les territoires, l'outil 2 a permis de capitaliser les informations et les connaissances disponibles auprès des facilitatrices et des groupes. Ensuite, une bibliographie et des articles ont été envoyés sur chaque territoire, permettant aux facilitatrices de préparer les ateliers d'ESS et nourrir leurs réflexions (outil 4). La capitalisation des pré-diagnostic participatifs (Outil 5) réalisés par les groupes du réseau en 2008 a été envoyée pour inscrire le travail dans la continuité.

Un guide de cartographie sociale et un guide de parcours territorial ont été réalisés et envoyés aux groupes de femmes (outil 3) afin de visualiser les acteurs économiques présents sur chaque territoire et visualiser le type d'activités économiques réalisées par les groupes des femmes.

Avant d'approfondir les diagnostics locaux, il a semblé nécessaire de rappeler aux équipes quels avaient été les apprentissages à l'issue de leur premier diagnostic participatif réalisé en 2008-2009. Pour ce faire, les groupes ont reçu la capitalisation réalisée sur base de leurs diagnostics (Outil 5).

2.4.2. Les outils pour la Perspective de genre

Les guides pour la réalisation des **cartes sociales** proposaient de travailler particulièrement sur l'approfondissement des diagnostics participatifs réalisées en 2008/09 tout en intégrant des thèmes qui n'avaient pas été traités:

- Discriminations de genre
- Droits des femmes
- Violences de genre
- Empowerment des femmes

Les guides pour les **conversations et l'écoute qualifiée**, ont été proposés aux femmes en tant qu'outil et stratégie collective pour préparer les femmes à la compréhension et l'analyse sur : l'opinion des hommes sélectionnés, pour les entretiens sur les Droits Humains et des Femmes et notamment pour apprendre à entendre les opinions différentes des celles qu'elles attendaient.

Les guides de **parcours territorial** proposent des entretiens non dirigés afin de collecter des informations sur :

- Les institutions de l'Etat et les entités de la société civile qui agissent dans la défense des Droits des femmes et pour l'égalité d'opportunités et du genre.
- Les opportunités que ces organisations proposent aux femmes dans la défense des leurs Droits, et notamment sur les droits sexuels et reproductifs.
- Les approches, les objectifs et les capacités des ces organisations
- Et enfin établir un contact direct avec elles.

L'outil relatif à la capitalisation de la perspective de genre dans notre étude envoyé aux équipes de terrain place les groupes de femmes au centre

*« La capitalisation de la perspective de genre dans notre étude n'implique pas la réalisation de nouveaux processus de collecte d'information ; nous l'avons développée depuis le début du processus. Nous avons donc fait une capitalisation «à chaud», dans toutes les activités réalisées jusqu'à maintenant: en faisant une révision, nous nous rendrons compte que nous avons réuni l'information, que nous l'avons associée, comparée, socialisée, analysée, interprétée. Il convient à présent de l'organiser....Toute capitalisation doit être claire sur ce qu'elle souhaite analyser et interpréter de façon critique. Il est important que les femmes **s'identifient et se reconnaissent dans le texte**, et que le texte reprenne ce qui a été observé, vécu et analysé. Comme nous l'avons déjà exposé, les groupes ne présenteront pas une narration, ni une description d'anecdotes ou de cas précis, mais ils exprimeront **leurs réflexions et analyses**. Bien sûr, ils pourront l'illustrer avec des exemples concrets s'ils le souhaitent. »* (Pilar Trujillo Uribe, référente en Genre, e. mail du 19/10/2010)

Tout compte fait, les outils élaborés, y compris les guides de parcours territoriaux, afin de collecter de données placent les concernées (les femmes des territoires) au centre du processus et leur permettent d'avoir ce rôle actif qui fait jaillir leurs expressions, leurs pensées, leurs questionnements, leurs doutes.

2.5. Le Niveau de participation des femmes

Le niveau de participation joue un rôle éminent. Nous entendons par niveau de participation, les différentes étapes du processus pendant lesquelles, la participation des femmes est nécessaire.

Les cinq critères principaux que nous pouvons prendre en compte sont l'information, la consultation, la concertation, la co- décision et la délégation.

L'information

Les facilitatrices expliquent aux femmes l'étude en leur communiquant et traduisant culturellement toutes les informations. Elles vont pouvoir se déterminer en toute connaissance de cause.

« Pour cette étude, nous avons réalisé les activités suivantes : présentation de l'étude à chaque groupe lors d'une réunion hebdomadaire, élaboration d'un questionnaire pour les rencontres des différentes cibles de l'étude..... » (Jeanne d'Arc, facilitatrice – Bamako Mali)

La consultation

Les femmes sont mises dans une posture d'acteurs¹¹

« Les activités pour les quelles les femmes se mobilisent le plus sont celles ou elles sont en posture d'acteurs, et à travers lesquelles elles identifient des changements dans leurs manières de réfléchir et d'agir : l'expérience des ateliers de théâtre forum, l'organisation des buffets. Elles ont pris conscience des bienfaits des temps de pause, réflexion, détente et formulent désormais la nécessité de ces temps pour elles-mêmes. » (Karine et Jenny, facilitatrices - Belleville)

La concertation

Les facilitatrices sollicitent les suggestions des femmes.

¹¹ On propose utiliser le mot *acteur* comme féminin d'acteur parce que le mot « acteur » est un mot qui parle de la capacité d'agir des individus et d'entités, le féminin habituel est « actrice » mais ce mot a plutôt un sens de représentation plus que d'action « agir ».

« Les différents guides ont été présentés au cours d'une rencontre pendant laquelle les chargés des interviews ont été choisis. Ensemble, les femmes ont désigné les personnes ou les institutions à interviewer. Ainsi, deux autres femmes ont été chargées de l'organisation des rendez-vous dans le souci de ne pas faire des déplacements inutiles (gestion du temps et du budget). Les outils sur les droits humains, droits des femmes, droits sexuels et reproductifs, la notion de genre reçus de Pilar ont été exploités à l'interne dans les associations et informellement avec des hommes. (Jeanne d'Arc et Chantal, facilitatrices – Bamako Mali)

La codécision

Les facilitatrices partagent le problème avec les femmes, le consensus est recherché à la suite de débats, de questionnements, de négociations, ce qui n'exclut pas que les désaccords argumentés sont pris en compte, car, ils fournissent des pistes de travail ultérieures.

« En tant que facilitatrices, nos réussites se confondent à celles des femmes car elles ont réalisé ce que nous avons pu leur faire comprendre » (Jeanne d'Arc et Chantal, facilitatrices – Bamako, Mali)

La délégation

Qui agit ? La délégation implique la responsabilisation des femmes des groupes pour la mise en œuvre de ce qu'elles ont ensemble décidé (co-décision). Assurément, ce ne sont pas les facilitatrices qui doivent agir à la place des femmes, car, ce sont les femmes elles-mêmes qui se sont déterminées sur qui interviewer, comment le faire, que faire des informations collectées etc. ? Toutes les décisions et leur traduction concrète relèvent des actrices, c'est-à-dire des femmes des groupes.

« Je pense que la grande réussite c'est pouvoir responsabiliser ces femmes dans cette étude » (Jeanne d'Arc, facilitatrice – Bamako, Mali)

2.6. Les obstacles rencontrés

La perfection n'existe dans aucune œuvre humaine. Dans le déroulement de cette étude, des obstacles ont été identifiés et qui sont liés :

- **au travail « invisible des femmes »**

Les femmes ne sont pas toujours disponibles à cause de la surcharge de travail dans leur foyer. A Belleville « *Les femmes étaient mobilisées quatre matinées par semaine, le reste du temps étant partagé entre les enfants, le suivi et les responsabilités liées au confort de la famille (soins médicaux, papiers administratifs, obligations familiales). C'est à partir de cette période que les facilitatrices ont constaté une présence plus rare de ces femmes qui avaient constitué le noyau du groupe précédent la rentrée* ».

- **à un conflit de génération**

« *La différence d'âge entre les femmes provoque des conflits* ». (Jeanne d'Arc, facilitatrice, Bamako, Mali)

En fait, dans les sociétés agraires notamment des pays en voie de développement les rapports sociaux sont fondés sur les notions de classes d'âge, d'ainées. C'est dans ce contexte qu'on peut apprécier tout le travail pédagogique réalisé par les facilitatrices, non pas pour déconstruire ces éléments socio culturels mais pour « équilibrer » les rapports sociaux dans une logique démocratique. Justement ne faudrait-il pas questionner un peu plus ces éléments discriminatoires des cultures ? Ces cultures qui, pour la plupart, comme dans la culture Wolof (Sénégal) ou Bambara (Mali) formatent les femmes à croire à leur statut « d'être inférieur », « de personnes immatures ».....à travers des proverbes, chansons. Or, nous savons que la culture peut être changée.

- **à la méconnaissance de capacités par les femmes elles mêmes**

Souvent, les femmes croient que certaines actions ou activités ne sont pas à leur portée, elles « se sous estiment ». En effet, elles ont été formatées par la société patriarcale qui leur a fait intégrer des sentiments « *d'êtres immatures*¹² », tout juste bonnes pour faire des enfants, obéir aux hommes et aux maris, s'occuper exclusivement de la maison et des enfants. Les capacités des femmes ont toujours été comprimées et réprimées par les sociétés des hommes.

¹² Proverbe Wolof (Sénégal) : « Jigeen yala ko bind, motul » « Les femmes sont créées par Dieu immatures »

« Elles ont sous-estimé les capacités internes à faire des interviews. Mais comme il fallait le faire, la mise en place de deux groupes de femmes avec à la tête les animatrices relais ont permis de réaliser les différentes rencontres à partir d'un questionnaire élaboré par les facilitatrices. » (Jeanne d'Arc et Chantal, facilitatrice – Bamako - Mali)

Il a fallu alors pour les facilitatrices mettre en place des stratégies pour que les femmes puissent faire jaillir leurs capacités et leurs compétences.

- **à une civilisation de l'oralité et une problématique de la transcription dans une langue étrangère**

Il n'est pas toujours évident de transcrire la substance d'une langue locale dans une langue étrangère. Une langue comprend des sens cachés, des paraboles, des concepts propres ou particuliers qui forcément ne sont pas les mêmes dans une autre langue et qui nous construisent en tant qu'êtres culturels.

« La difficulté de prise de notes n'a pas favorisé un « rapportage » écrit. L'oralité ne permettant pas de transmettre tout ce qui peut être dit dans une réunion, les comptes rendus des deux groupes en langue locale ne donnent qu'un résumé des informations recueillies. » (Jeanne d'Arc facilitatrice – Bamako, Mali)

2.7. Les apprentissages

L'étude nous permet d'identifier deux apprentissages majeurs :

- **la recherche participative**

A travers la RAP, les femmes et les facilitatrices sont liées par un contrat social qui les engage à réaliser un projet commun : la formulation d'une action, elle-même réponse à une situation de vulnérabilité ou de « non droit ».

Dans ce contrat chacun apporte sa part : l'actrice en plus de son parcours (son histoire) vient avec la « connaissance » de son milieu, de son environnement ; la facilitatrice vient avec son expérience, son histoire, son parcours scolaire/professionnel, ses connaissances théoriques,

ses capacités à se questionner et donc à pouvoir aider l'acteur-e à comprendre sa situation, à découvrir ses problèmes, à les analyser et à les hiérarchiser.

Tout l'exercice de la RAP est animé par cette interaction entre l'actrice et la facilitatrice ; et l'action qui en découlera sera avant tout le fait et la propriété de l'actrice souveraine qu'est la femme accompagnée par une professionnelle dans un rôle de « *facilitatrice* »

- **la démocratie participative et la citoyenneté**

Le processus de l'étude articulé autour de la RAP induit forcément une démocratie participative dans les groupements de femmes et la citoyenneté.

La non discrimination, la prise en compte de l'expression de chaque actrice, les débats au sein des groupes jusqu'à la validation des éléments retenus (démocratiquement) constituent autant d'indicateurs qui, sans risque de nous tromper, nous permettent de soutenir que les femmes sont des productrices d'idées, d'actions donc des citoyennes à part entière et non à part.

2.8. Conclusion

L'outil N°11 de Pilar Trujillo « la capitalisation de la perspective de genre dans notre étude » réserve le chapitre cinq à « l'empowerment des femmes » avec un point qui sollicite les « *recommandations du groupe de femmes pour travailler sur l'empowerment dans le projet Femmes Du Monde* »

Dans un aller et retour permanent entre les référent-e-s, la coordination de l'Etude et les facilitatrices une série de 19 outils ont été produits qui devaient être traduits aussi bien linguistiquement que culturellement par les facilitatrices, et une fois présentés aux femmes ces dernières devaient décider comment et avec qui les appliquer, tout en suivant les consignes générales de l'échantillon de l'Etude Préalable et Participative

La participation des femmes devient aussi l'expression de leur « *empowerment* ». Pour pouvoir le travailler et le construire, il faut alors se focaliser sur les forces et les capacités des femmes, tout en restant lucides sur leurs défis en termes de manques de connaissances et d'informations sur certains thèmes, manque de temps, auxquels s'ajoutent les résistances de l'entourage.

De ce point de vue, l'important est de voir comment les femmes en accroissant leurs capacités de réflexion, d'analyse et d'action peuvent augmenter aussi leur confiance en elles mêmes, leur prise d'initiative et le contrôle de leurs activités. Tel que l'illustre Jeanne d'Arc, facilitatrice de Bamako « *on note le renforcement de l'estime de soi après les différentes activités : interviews, dessins pendant les séances de cartographies sociales, et les exposés.* »

Dans un contexte de sociétés manipulées par le patriarcat¹³, il y a là, des enjeux sociaux, économiques et politiques de reconnaissance des capacités des femmes à réfléchir, à régler leurs problèmes, à contrôler leur propre vie, notamment celle relative à la sexualité et à la reproduction, à la concrétisation de leurs droits en mobilisant les ressources nécessaires. Par conséquent, la participation des femmes, le développement de leurs capacités induit une démocratie participative, la construction des groupes de soutien et d'alliances

Ainsi, la première perspective est d'attacher une importance particulière à ces recommandations autour desquelles les équipes pourront inter agir. La méthodologie participative devrait être appropriée par les groupements de femmes.

La deuxième perspective est de recadrer la posture des facilitatrices. En effet, il faudrait renforcer les capacités des facilitatrices « naturelles », au sein des groupements et ainsi, les facilitatrices « institutionnelles » vont avoir un rôle de conseils, d'appui aux aspects rédactionnels de rapports narratifs et financiers. Les « facilitatrices institutionnelles » sont celles qui travaillent, qui se sont formées pour le faire, elles sont salariées des ONG et d'associations externes au projet. Elles sont extérieures au groupe de femmes du quartier et ne vivent donc pas le groupe. Très souvent, elles négocient leur position dans le groupe voire leur acceptation

Par « facilitatrices naturelles », ce sont les femmes issues du groupe et qui dans leur groupe jouent un rôle de leader. Elles mobilisent et « animent » le groupe. Très souvent, elles vivent dans le quartier et sont membres du groupe. Ce qui est intéressant, c'est que lorsque ces « facilitatrices naturelles » sont inspirées voire influencées par la participation, elles s'alignent sur les décisions du groupe de femmes prises démocratiquement, à l'issue de débats, de

¹³ On fait référence aux sociétés où l'Etude Préalable et Participatif s'est réalisé, Malheureusement il n'y a pas, à ma connaissance, une société qui échappe au modèle patriarcale.

discussions, de négociations. Elles perdent naturellement « leur pouvoir symbolique » et se repositionnent.

Les femmes avec l'appui des facilitatrices et des supports variés ont pu parler des sujets « tabous » comme la mutilation génitale féminine (excision) au Mali, du sexe au Maroc, de la polygamie, des relations dans la famille....

La troisième perspective est de travailler davantage sur ces thèmes localement, selon leurs contextes et à travers des outils adaptés, donc, en renforçant les capacités techniques des facilitatrices, comprendre la construction sociale et culturelle des thèmes et questionner sur la construction d'inégalités, sur la subordination au sein de ces thèmes. C'est ainsi qu'on travaille sur « l'*empowerment* » des femmes.

III. Analyse des axes de l'étude préalable

3.1 Conceptualisation

Afin de faciliter la lecture de l'analyse de la présente étude nous présentons ci dessous, de manière simple, brève et concrète, une conceptualisation des terminologies utilisées le long du texte pour les deux axes de travail.

Le réseau international « Femmes du Monde : un réseau de protagonistes solidaires » a avancé dans la construction d'une posture d'égalité de genre. La posture du réseau quant aux questions d'ESS a commencé à être discutée dans le cadre de la présente étude. Très vite, les premiers débats émergeant, un besoin de clarification des terminologies s'est fait sentir. Qu'entendons-nous par **économie de marché** ? Par **activités économiques** ? **Economie formelle** ? **Economie informelle** ? **Economie souterraine** ? **Economie sociale** ? **Economie solidaire** ? **Economie sociale et solidaire** ?

« Ce qui ressortait de nos échanges est qu'il était assez difficile pour les femmes de suivre et d'assimiler les termes ou concepts et cela même si je m'étais attachée à simplifier le document de départ sur les principes d'ESS », Karine, Facilitatrice de Paris

Différentes stratégies ont été utilisées par les facilitatrices pour rendre accessibles les différentes terminologies utilisées. Par exemple, sur le territoire de Paris, un tableau comparatif d'entreprise marchande et d'entreprise d'économie sociale et solidaire a été réalisé afin de rendre les terminologies accessibles¹⁴.

3.1.1 Concepts ESS avec Perspective de Genre

Une série de définitions est ici présentée. Ces définitions ont servi de référence dans les groupes de femmes sur les territoires pour mener les réflexions.

*« **Économie de marché**: système dans lequel les agents économiques (entreprises, individus) ont la liberté de vendre et d'acheter des biens, des services et des capitaux. Chacun agit alors*

¹⁴ En annexe 1 se trouve le tableau réalisé par les facilitatrices de Paris.

en fonction de ses intérêts; le profit, considéré positivement, y figure comme la récompense du risque. »¹⁵

Nous pensons que cette économie de marché s'inscrit dans le système mondial dominant où le capital règne sans impunité.

Selon M. Arruda¹⁶, le système mondial du Capital contemporain se caractérise ainsi :

- Le capital est le sujet, les travailleurs sont l'objet.
- Les formes dominantes de relation sont la compétition, la domination et la soumission. L'appropriation privée est le but ultime et le moteur de l'action. Les résultats structurels en sont la subordination, l'inégalité, le chômage et l'exclusion.
- L'état a pour rôle de garantir la « liberté » du marché et le capital privé comme sujet légitime, que ce soit au travers d'une manipulation idéologique ou de la coercition.
- C'est une démocratie virtuelle, et non pas réelle, qui est en vigueur, car elle se réduit à une pratique électorale visant à la conquête et à la perpétuation du « pouvoir politique».
- Le résultat culturel est que ceux qui possèdent, les biens, les capitaux, sont les leaders légitimes. En un mot, une culture de l'avoir et de l'individualisme extrême.

Afin de rendre accessible ces concepts une simplification des terminologies a été faite et les facilitatrices ont été invitées à illustrer chaque idée avec un exemple concret de la vie quotidienne des femmes. L'économie fait partie de la vie de tous les jours des femmes qui produisent des revenus, gèrent leurs activités économiques mais la complexité du vocabulaire et le style administratif qui accompagnent les politiques publiques notamment celles relatives aux dossiers de demande de subvention, ou pour l'accès aux formations spécifiques en économie, rendent le secteur imperméable et inaccessible aux femmes. Des formations simples utilisant un vocabulaire accessible et des images concrètes pour les femmes devront

¹⁵ Définition donnée par « Perspective Monde ».

¹⁶ M.Arruda, l'économie solidaire et la renaissance d'une société humaine « Matristique », IV Forum Social Mondial, Mumbai, Inde, 2004

être organisées sur les territoires si l'on veut que les groupes soient autonomes dans la gestion des leurs activités économiques.

Pour **l'activité économique** une multitude de définitions peuvent être données mais nous avons retenu l'idée qu'une activité économique est la production et la distribution de biens et de services. Ce qui nous permet de valoriser et rendre visibles non seulement les activités économiques réalisées par les femmes dans la sphère productive, mais également dans la sphère domestique, reproductive.

Les termes pour nommer les économies alternatives, économie sociale, économie solidaire et économie sociale et solidaire, ont été définis de façons différentes en fonction des groupes d'acteurs qui les utilisaient. Les définitions suivantes ont été retenues car elles trouvent légitimité sur les territoires où se déroule le projet « Femmes du Monde : des femmes protagonistes ».

L'économie sociale porte un large spectre d'activités qui est apparu comme une troisième alternative au secteur privé et public. L'économie sociale est constituée d'organisations communautaires qui travaillent pour le bien des communautés locales et des groupes de base. L'ES se compose de l'association des initiatives économiques (c-à-d coopératives, organismes sans but lucratif et mutuelles), fondées sur des valeurs de:

1. Service aux membres de la communauté plutôt que les profits
2. Gestion autonome (et non le gouvernement ou un marché contrôlé);
3. Prise de décision démocratique; primauté des personnes et travail sur le capital
4. Les principes de participation et autonomisation »¹⁷

« L'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités économiques soumises à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; elle contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens »¹⁸ ou encore « l'économie solidaire rassemble

¹⁷ Alternatives Economiques Poche, Naïri Nahapétian, n° 022, janvier 2006

¹⁸ Dictionnaire de l'autre économie, J-L Laville et Antonio David Cattani (dir.), 2006, p303.

*un ensemble diversifié de pratiques économiques qui ont pour but de renforcer le lien social et d'établir une plus grande équité entre les participants à l'échange ».*¹⁹

L'économie solidaire est une forme émergente de l'économie sociale, surtout axée vers les initiatives de développement local, de réinsertion et de lutte contre l'exclusion.

Pour ce qui est de la définition de l'ESS, nous avons repris les deux définitions complémentaires et retenues lors de la capitalisation des pré-diagnostic réalisés par les groupes du réseau FDM en 2008. « *L'économie sociale et solidaire désigne un ensemble d'initiatives économiques à finalité sociale qui participent à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie à travers différents projets dans les pays du Nord comme du Sud. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines.* »²⁰ Cette définition peut être complétée par celle qu'Ethel Côté donne : « *L'économie sociale et solidaire est un processus qui amène une communauté à travailler ensemble pour améliorer ses conditions de vie, soit aux niveaux du travail, de l'environnement, de la santé, de la jeunesse, des aînés. Il s'agit vraiment de l'ensemble de la communauté qui travaille à sa prise en charge et non uniquement d'un intervenant ou d'un leader qui travaille pour la communauté.* »²¹ L'Économie sociale et solidaire respecte les principes de la liberté d'adhésion, la non-lucrativité individuelle, la gestion démocratique et la transparence dans la gestion, l'utilité collective ou l'utilité sociale du projet, la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital, la défense et la mise en œuvre des principes de solidarité et de responsabilité.

Au travers de la première définition nous voyons que bien même lorsque l'être humain est placé au centre d'intérêt de l'activité économique il reste néanmoins asexué. On ne parle pas de femme et homme mais d'individu. Or on ne vit pas de la même manière les opportunités économiques, les contraintes de travail, les défis face au travail, les envies, les obstacles, ... si nous sommes homme ou femme.

¹⁹ Alternatives Économiques Poche, Nairi Nahapétian, n° 022, janvier 2006

²⁰ Définition proposée lors de la 2ème rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité (Québec, octobre 2001)

²¹ Donald A Dennie, Entrevue avec Ethel Côté, Directrice générale du conseil à la coopération de l'Ontario, Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire, vol. 5, n° 1, 1999, p. 18.

Quant à la deuxième elle met en perspective la notion de solidarité et d'intérêt collectif en parlant de « *processus qui amène la communauté à travailler ensemble* », mais là encore la communauté est constituée d'hommes et de femmes qui vivent des réalités différentes et qui doivent faire face à des besoins, envies et obligations différentes.

L'outil concernant les principes de l'économie sociale et solidaire a permis de mettre en dialogue, au sein des groupes de femmes, l'adhésion ou non à ces principes, le défi de différencier ces débats selon le genre reste à réaliser et peut être une proposition pour le futur projet.

Les principes auxquels les groupes de femmes du réseau adhérent sont ;

Polyvalence des membres du groupe : toutes les personnes du groupe doivent être capables de remplir les différentes étapes de la chaîne de commercialisation et de production. C'est pourquoi la formation différenciée est indispensable afin de renforcer les membres les plus vulnérables du groupe.

« Il est nécessaire pour les groupes comme le notre de bénéficier de formations sur ces thèmes. Il n'est pas dans notre intérêt de vendre à des revendeurs : ce sont toujours eux qui tirent profit, c'est pourquoi il est nécessaire d'être formée et de connaître toute la chaîne de production afin de vendre directement aux clients. » Juana, Femme du groupe Suma Pancara, El Alto

Transparence dans la gestion : toute l'information doit être accessible à l'ensemble des membres du groupe à tout moment. Il est indispensable, au nom de cette transparence, d'avoir le moins d'intermédiaires possible.

« On travaillait avec Maribel, qui nous payait 7 Bs de main d'œuvre pour chaque produit vendu. On ne savait pas à quel prix ni à qui elle vendait. Elle nous faisait un cadeau de temps en temps, mais on ne savait pas qu'elle vendait chaque produit à 60 ou 70 Bs alors qu'elle ne nous payait que 7 Bs. » Marcela, Femme du groupe Amparampi, El Alto.

« Nous insistons sur le fait que la transparence du processus de commercialisation est une des bases du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire » Meche, Femme du groupe Amparampi, El Alto.

Organisation démocratique et participative : Tous les membres du groupe ont les mêmes droits et le même pouvoir quant aux prises de décision. Une personne = une voix.

« Nous sommes bien organisées, avec un directoire composé d'une présidente, une vice-présidente, une secrétaire, une trésorière et une membre. Les fonctions changent par roulement, un vote a lieu tous les deux ans pour désigner le directoire. Cela permet à toutes les membres de participer et de savoir diriger l'organisation, et ça leur sert aussi à surmonter leurs craintes tout en apprenant » Juana, Femme du groupe Amparampi, El Alto.

« On vote systématiquement, c'est la majorité qui décide ».Fatou, Femme du groupe Sutura, Bamako

« Nous constatons une pression des responsables dans certaines prises de décisions. De plus, en matière de gestion démocratique, dans les deux associations, le renouvellement des instances n'est pas respecté comme dans le règlement intérieur. Une explication qui est avancée par les femmes à ce manquement et que l'analphabétisme des femmes ne permet pas cette rotation démocratique dans les postes décisionnels » Jeanne d'Arc, Facilitatrice de Bamako

Dans cette vision de la participation, l'étape des négociations afin de trouver des solutions communes et collectives pour l'intérêt du groupe reste à franchir

Nécessité d'adopter une forme légale et d'un ancrage politique : le collectif doit avoir une existence légale lui permettant d'avoir accès aux aides octroyées par les Etats via les subventions, les exonérations d'impôts,... et avoir accès au marché dans son ensemble. Cet ancrage seul permettra aux groupes des femmes de faire grandir leurs activités économiques, d'avoir accès aux services sociaux et de santé. Cet ancrage nécessite des politiques publiques adéquates qui offrent des réelles opportunités à l'entrepreneuriat collectif en lui permettant d'être compétitif sur le marché, et également que le collectif se constitue sous une forme légale. Les territoires d'El Alto et Belleville comptent sur des politiques publiques intéressantes dans la matière contrairement au territoire de Bamako²².

« Oui, nous avons fait les démarches récemment pour obtenir la personnalité juridique ASOCIACION ARTESANA AMPARAMPI, mais nous n'avons pas de NIT » (numéro

²² Voir chapitre sur le cadre normatif par territoire.

d'identité fiscale, qui permet d'établir des factures). » Elena, Femme du groupe Amparampi, El Alto.

Solidarité entre les membres : solidarité vue comme un renforcement entre les membres du groupe et comme une entraide. Le manque de solidarité rompt les engagements et fait peser sur quelques membres toute la responsabilité de l'activité.

« On pense qu'on travaille mieux en groupe, on connaît nos limites et nos compétences. Si l'une de nous sait compter, que d'autres savent bien lire et écrire, on se corrige et on s'entraide ; chacune apporte ses idées, on se soutient, on partage nos problèmes, parfois le fait de travailler ensemble nous permet d'oublier les soucis de la maison, on s'amuse et on apprend les unes des autres. » Marta, Femme du groupe Suma Pancara, El Alto

« Si l'une d'entre nous a quelque chose à faire chez elle, ou si elle doit s'occuper de ses enfants, on l'autorise à s'absenter parce qu'on connaît et on comprend ce genre de situations, nous sommes toutes des femmes ». Meche, Femme du groupe Suma Pancara, El Alto

« Je suis seule à maintenir une régularité aux séances depuis quelques semaines. Je ne me sens pas épaulée. Je me sens impuissante et ne peux faire face seule aux nécessités d'organisation des prochains événements » Hafida, Femme du groupe des Lundis Solidaires, Paris

« Grace aux formations du centre Djoliba, les femmes disent avoir compris que les profits de l'associations ne sont pas uniquement pour le bénéfice d'une seule personne. Toutes les femmes travaillent bénévolement au profit de l'association » Jeanne d'Arc, Facilitatrice de Bamako

Les postures relatives aux principes de libre adhésion, d'utilité collective ou sociale et de primauté sur l'individu et non sur le capital n'apparaissent pas de manière claire dans les informations obtenues.

« Il est difficile pour une femme non mariée d'entrer dans le groupe puisqu'elle est considérée comme non stable. De plus, toutes les demandes d'adhésion ne sont pas acceptées. (...) Les conditions d'adhésion ne sont pas claires ni formalisées puisque le groupe se définit comme ouvert et acceptant toute demande d'adhésion » Jeanne d'Arc, Facilitatrice de Bamako

Il est vrai que ces principes portent un aspect moraliste et vertueux qui obligerait les acteurs de l'économie sociale et solidaire, souvent issus des sphères opprimées et exclues, de faire passer l'intérêt du collectif avant l'intérêt individuel dans un système global dominé par l'individualisme, où l'objectif premier devrait être la justice sociale alors qu'elle est mise à mal dans ce système dominant. Il me semble important de garder cela à l'esprit et de trouver, avec les premier-e-s concerné-e-s, où se situe leur combat, jusqu'où veulent-elles/ils s'engager et si elles/ils veulent être acteur-e-s de transformation, de quelle transformation parlons-nous ? Il s'agit de se poser la question de la responsabilité. Pouvons-nous responsabiliser les groupes de femmes des quartiers populaires d'une telle transformation ? En ont-elles les moyens en termes d'opportunités et les capacités en termes de forces ? Que pouvons-nous leur offrir comme opportunités ? Ces questions devront être au cœur du futur projet du réseau « Femmes du monde : des protagonistes solidaires ».

Ce qui reste clair est que le terme d' « Economie sociale et solidaire » recouvre des réalités et des pratiques très différentes. D'un pays à l'autre, les mots utilisés ne recouvrent pas la même chose, n'auront pas la même force ni la même portée. C'est pourquoi il est important que le réseau puisse continuer à questionner les principes d'Economie sociale et solidaire, que les groupes continuent leur travail de définition de leurs propres principes afin de se donner une définition commune de ce qu'ils entendent par Economie sociale et solidaire et qui traduirait leur identité.

3.1.2 Concepts de Genre

3.1.2.1 Condition et intérêts pratiques des femmes

La condition des femmes fait allusion à la situation matérielle où elles se trouvent (des revenus financiers précaires, manque d'éducation et de capacitation, charge excessive de travail, malnutrition, impossibilité d'accès à la technologie moderne, etc.).

Les intérêts pratiques de genre sont formulés à partir de la condition matérielle tangible concrète dans laquelle vivent les femmes, comme conséquence de leur place dans la division générique du travail. Ils sont formulés par les femmes elles-mêmes et répondent à la perception de nécessités immédiates, généralement liées aux fonctions de mère, épouse et responsable du bien-être familial (approvisionnement, services collectifs, salubrité et santé, éducation, logement, loisirs, etc.).

Les intérêts pratiques de genre se rattachent à la classe sociale. Or, ce type d'intérêts ne mettent pas en cause réellement les inégalités entre les genres, et n'induisent pas des changements radicaux tels que l'émancipation des femmes. Il y a beaucoup de projets et de programmes qui travaillent avec des femmes, mais qui n'envisagent pas le concept de genre car ils demeurent dans les limites de la condition des femmes et de leurs intérêts pratiques.

3.1.2.2 Position et intérêts stratégiques des femmes

La situation des femmes est liée à leur place sociale et économique par rapport aux hommes. Elle est mesurée en termes de différences salariales et d'opportunités d'emploi entre hommes et femmes, une plus grande vulnérabilité des femmes face à la pauvreté et à la violence, un accès différencié à la propriété de ressources productives, une autonomie du contrôle des ressources générées par elles mêmes, la construction de citoyenneté, la représentation sociale et le pouvoir politique, la prise de décisions dans le domaine public, etc.

Les intérêts stratégiques de genre dérivent de l'analyse des relations de domination/subordination entre les genres et ils expriment un ensemble de buts concernant une organisation plus égalitaire de la société; ils varient selon le contexte culturel et sociopolitique, même s'il y en a quelques uns qui sont conçus comme universellement acceptés pour contribuer à la transformation de cette situation, tels que :

- ✓ Le contrôle masculin du travail des femmes.
- ✓ L'accès restreint des femmes aux ressources économiques et sociales précieuses et au pouvoir politique, comme résultat d'une distribution très inégale des ressources entre les genres.
- ✓ Les violences masculines et le contrôle de la sexualité des femmes à travers un mécanisme ou justification (religieuse, morale, culturelle, juridique, etc.)

On a réussi à satisfaire ces intérêts grâce à l'organisation autonome des femmes et à leur mobilisation sociale et politique. Il est important de rappeler que les projets adressés aux femmes visent, généralement, à satisfaire leurs nécessités pratiques mais ils ne supposent pas forcément un regard de genre. Ce regard n'existe que quand on poursuit l'égalité et l'équité entre hommes et femmes, et l'on intègre les intérêts stratégiques.

3.1.2.3 Rôles de Genre

Le rôle de genre: c'est l'ensemble de devoirs, acceptations, prohibitions et attentes sur les comportements sociaux propres aux personnes d'un sexe déterminé. La typification de l'idéal masculin ou féminin suit des normes en arrivant au stéréotype, bien que dans le développement individuel la future femme ou homme fasse un choix personnel parmi l'ensemble de valeurs considérées comme propres de son genre. Cependant les rôles et stéréotypes de genre – féminins et masculins - sont si profondément ancrés, qu'ils sont considérés comme l'expression des fondements biologiques du genre.

Aujourd'hui, on accepte les rôles présentés de la façon suivante (Moser, 1991):

Les rôles reproducteurs ou reproductifs des femmes concernent les activités liées à la reproduction biologique (accoucher et élever les enfants), entretien de la force de travail (préparation d'aliments, ramassage d'eau et de bois, assainissement du logis, entretien des conditions d'habitabilité, approvisionnement, soin et attention émotionnelle des membres de la famille; de même, les activités de reproduction de l'ordre social (socialisation de filles et fils, entretien de réseaux familiaux et de soutien mutuel, transmission d'actifs culturels)

On assume ces activités, cruciales pour la survie des gens, en tant que des tâches matérielles et ménagères – non comme travail -, et elles ne sont pas rémunérées, ni comptabilisées comme production nationale. Elles sont réalisées presque toujours par les femmes et les filles, et dans les communautés pauvres elles prennent beaucoup d'énergie et de temps car elles se font de façon manuelle.

Les rôles producteurs ou productifs des femmes parlent de leur caractère en tant que génératrices de revenus, de plus en plus important dans le monde, soit dans le secteur formel de l'économie, en tant que travailleuses familiales non rémunérées dans des tâches agricoles subsidiaires, soit dans des entreprises du secteur informel dans les foyers ou dans les quartiers urbains, soit dans le secteur de services, (travail ménager rémunéré). Les statistiques officielles ne comptabilisent pas encore toutes les activités productives des femmes.

Les femmes jouent aussi des rôles dans la gestion communautaire: organisation d'événements sociaux, cérémonies et célébrations; des actions destinées à obtenir des services essentiels pour le bien-être de leurs familles et communautés; entretien des réseaux sociaux

communautaires ; participation aux activités de la politique locale (la plupart du temps en tant qu'électrices) ; conformation d'organisations locales pour lutter en faveur des services essentiels et l'environnement rural, urbain ou périurbain. Le temps employé dans ces activités n'est pas comptabilisé ni rémunéré ; peu de fois les femmes obtiennent de la reconnaissance ou l'augmentation de leur prestige et de leur niveau d'influence dans la communauté par leurs apports ou par leurs réussites dans ce domaine.

Le travail réalisé par les femmes dans leurs rôles productifs, reproductifs ou communautaires est connu sous le nom de « *triple journée* ».

3.1.2.4 Droits sexuels et reproductifs

La Conférence Internationale sur la Population et le Développement (Le Caire, 1994) et la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes (Pékin, 1995) ont défini les droits sexuels et reproductifs comme les droits des hommes et des femmes à avoir le contrôle de leur sexualité, à décider de façon libre et responsable sans se voir soumis à la coercition, la discrimination et la violence; les droits de tous les couples et individus à décider de manière libre et responsable le nombre et espacement de leurs enfants et à disposer de l'information, l'éducation et les moyens nécessaires pour y arriver, ainsi qu'à atteindre le niveau le plus élevé de santé sexuelle et reproductive

A ces droits complexes il faut ajouter deux phénomènes croissants de caractère mondial: la Mutilation Génitale Féminine (largement caractérisée par l'Organisation Mondiale de la Santé et les Nations Unies.) et le SIDA²³

ONUSIDA (2005), établit que les droits sexuels et reproductifs garantissent la vie en commun et l'harmonie sexuelle entre hommes et femmes, entre adultes et mineurs, parvenant à ce que la sexualité et la reproduction puissent se développer en liberté et en respectant la dignité des gens, en permettant à l'être humain la jouissance d'une sexualité saine, responsable, sûre et avec le moindre risque possible.

²³ La transcription des droits auxquels nous nous référons se trouve en annexe.

3.2 Contexte politique et juridique des champs de l'étude en rapport à ses deux axes.

Nous allons présenter rapidement, pour chacun des trois territoires de l'étude, quelques aspects généraux puis une présentation de leur cadre normatif respectif.

3.2.1 El Alto – Bolivie

La ville se trouve à 4.000 mètres au dessus du niveau de la mer. 75% de la population vit du commerce informel, d'emplois précaires et d'une faible productivité. Peuplée des vagues successives et récentes de migrations, elle compte sur un tissu social dense ainsi que des mouvements sociaux organisés : les groupements de quartiers et les syndicats de migrants ont été à l'origine de l'important tissu social engagé sur la création de meilleures conditions de vie et sur les luttes économiques, politiques et environnementales qui ont marqué jusqu'à aujourd'hui leur forte identité. Il existe aussi un tissu associatif très dense dirigé par des femmes qui se mobilisent et s'organisent dans des associations solidaires et coopératives. En collaboration avec des ONG, elles luttent pour accéder aux droits fondamentaux, à la santé, à l'éducation, à la génération des revenus, d'une manière générale pour améliorer leurs conditions de vie. La population del Alto est en majorité Aymara à 83% (soit 1.184.942 habitants 2010) dont 80% vivent sous un seuil de pauvreté le plus bas du pays. La précarité s'accroît encore plus pour les femmes qui souffrent d'un taux de mortalité maternelle et d'un analphabétisme élevé (24% contre 10% pour les hommes)

El Alto est composé de 9 arrondissements. Le projet Femmes du Monde, réalisé par l'organisation GREGORIA APAZA, travaille dans les 2^{ème}, 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements, étant des arrondissement d'une grande pauvreté où domine un commerce informel, un manque de scolarisation, d'emplois et de services publics de base (éclairage public, électricité, voies goudronnées...). Les transports publics, l'adduction d'eau, les services de voirie y sont très précaires également. L'insécurité sur la voie publique est très élevée, l'action de bandes organisées et la délinquance ont un impact plus important chez les femmes en réduisant leur mobilité et leur accès à l'espace public, les confinant ainsi à la sphère domestique, les éloignant encore plus de la vie publique et communautaire. Enfin, à cela s'ajoute la violence

de genre et spécialement la recrudescence de la violence physique domestique ainsi que le féminicide²⁴.

Des institutions publiques et privées d'El Alto travaillent avec les femmes dans une perspective de genre. Les groupes de femmes de l'étude ont visité quelques institutions représentatives. Ainsi, elles ont pu vérifier *“l'importance de la thématique “genre” dans les politiques boliviennes et les grandes avancées concernant la promotion et la protection des droits de la femme”*. (Karina, facilitatrice). Elles savent également qu'on est encore loin de concrétiser l'accès total aux droits car les mécanismes de diffusion sont défailants et de grands défis sont encore en suspens. Elles comprennent pour autant qu'elles peuvent exiger leurs droits tout en bénéficiant des programmes de développement existants.

Institutions visitées:

| Organisations de la Société Civil ou Institutions étatiques | Type de services offerts aux femmes |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gregoria Apaza, ▪ Centre Sartasim Warmi (“Femme lève-toi” en Aymara), ▪ Centre Yanapasiñani (“On coopère”). | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Centre d'accueil pour victimes de violence domestique <ul style="list-style-type: none"> ✓ Orientation légale ✓ Attention psychologique ✓ Campagnes d'information et sensibilisation à la non violence envers les femmes ✓ Visites à domicile pour traitement psycho-social <ul style="list-style-type: none"> ✓ Capacité en droits sexuels et reproductifs ✓ Observatoires sur la violence faite aux femmes et féminicide ✓ Attention en matière de Santé sexuelle et reproductive, (surtout Planning familial) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Maladies de la femme ✓ Contrôle de grossesse ✓ Accouchement et suivi post natal ✓ Maladies sexuelles transmissibles ✓ Suivi intégral de mères adolescentes |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Direction du Genre et Gestion Sociale de la Mairie del Alto ▪ Centre d' Information y Développement de la Femme (CIDEM) ▪ Brigade de Protection de la Famille. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion de la participation politique des femmes dans les espaces de décision, partis politiques et organisations ou mouvements sociaux parité et alternative ✓ Accès des femmes aux ressources naturelles ✓ Accès aux ressources de la production et aux services publics ✓ Contribution à l'éradication des violences de genre |

²⁴ UNFPA, Fondo de Población de las Naciones Unidas Bolivia, <http://www.bolivia.com/noticias/AutoNoticias/DetalleNoticia44652.asp>

LES AVANCEES “EQUITE DE GENRE” A EL ALTO

A partir de 2000 la Mairie d'El Alto, dans le cadre de la Loi de décentralisation municipale et la Loi de la Participation Populaire a pris une série d'ordonnances et d'arrêtés afin de promouvoir l'équité de genre.

ORDONNANCE 001/2000

Dispose que l'équité de genre doit faire partie intégrante de la gestion municipale exprimée dans toutes ses politiques, plans, programmes et Sociale en charge des politiques, plans, programmes et projets relatifs à l'équité de genre. En 2001 est mis en place un Plan d'égalité des chances pour les femmes à travers une Agence Municipale impulsée par les organisations de femmes.

DELIBERATION MUNICIPALE 842/2008

Détermine un nouvel organigramme de la Direction du Genre avec la création de 3 Unités compétentes pour développer les plans et programmes en faveur des droits sociaux, économiques et politiques des femmes d' El Alto.

DELIBERATION MUNICIPALE 842/2008

Dispose que 30 % du budget municipal sera consacré aux programmes en faveur des femmes d' El Alto.

La réglementation de “genre” en Bolivie aujourd'hui²⁵

La **Constitution Bolivienne** est entrée en vigueur en 2009, sous la présidence d'Evo Morales, premier président indigène de l'Amérique Latine. Elle a été approuvée par Referendum avec 90.24% des votants et 61,43% des inscrits. Elle contient des articles relatifs à l'égalité et l'équité entre les genres.

Des lois importantes pour l'égalité Hommes-Femmes ont été promulguées:

- Loi 1674 Contre la violence familiale et domestique,
- Loi 2033 Protection projets.

ORDONNANCE 031/2000

Impose la participation des femmes à hauteur de 30% dans les organisations et institutions municipales de El Alto.

ORDONNANCE 060/2000

- Crée la Direction du Genre et de la Gestion des victimes de délits sexuels,
- Loi N° 1984 Code électoral,
- Loi N° 1983 Partis Politiques

Les groupes de femmes et les facilitatrices ont échangé leurs opinions sur la réglementation en Bolivie: Karina indique *“La Loi est plus préventive que répressive, elle n’inflige pas de peine aux agresseurs, les fonctionnaires enregistrent la plainte, conseillent et orientent un peu et à la fin ils transmettent au juge qui ne sanctionne pas toujours. Les citations à comparaître des auteurs de violence sont parfois sans effet et peuvent générer encore plus de violence”*. Elle considère que certaines mesures prises par l'Etat ne favorisent pas particulièrement les femmes car trop orientée *“famille”*: en effet elles *“mettent au centre de l’action l’intérêt de la famille et de la femme en qualité de mère, au détriment de son bien-être et de son intégrité en tant que femme et en tant que personne”*.

Ce regard critique ne les empêche pas de reconnaître que cette Constitution est la plus avancée de toute la région latino-américaine et que de gros efforts ont été réalisés pour qu'elle puisse s'appliquer réellement. Il convient néanmoins de rappeler que les transformations culturelles n'avancent pas au rythme des législations.

3.2.1.1 Le cadre normatif en économie social et solidaire

L'économie sociale et solidaire a des racines très profondes en Bolivie. Les premières formes sont les Ayllus. *« L’ayllu est une forme d’organisation basée sur des liens ethniques et de parenté. La terre constitue son lien social, elle est un bien commun de même que le bétail et les outils de production, et le travail se fait en collectivité. Cet esprit coopératif se traduit également par un profond respect de la dignité des personnes et des rapports humains : les populations andines sont attachées au suma qamaña, le « vivre bien », qui défend les principes de la vie communautaire comme la solidarité, la réciprocité et l’égalité. L’économie solidaire n’est donc pas une thématique étrangère aux cultures ancestrales boliviennes », Rapport de El Alto ; Ambiente Barrial 2010.*

C’est dans les années 90 que les terminologies d’ESS apparaissent en Bolivie avec les Organisations économiques « campesinas²⁶ » (OECAS). Il s’agit d’organisations chargées du commerce communautaire, elles ont pour but l’élimination des intermédiaires afin de limiter les coûts. Ce type d’organisation était présente au niveau local, dans des marchés, mais

²⁶ Paysannes

actuellement nous pouvons les rencontrer au niveau national voir même au niveau de l'Amérique Latine.

Les premières politiques publiques à caractère d'ESS en Bolivie voient le jour en 2006 et en 2007 l'Etat bolivien prend deux initiatives afin de donner un ancrage institutionnel à l'initiative économique alternative.

Tout d'abord, le gouvernement bolivien met en place des stratégies et des mécanismes visant à développer la production dans les secteurs de l'artisanat, de l'agriculture et de l'élevage. Des politiques publiques accompagnent ces stratégies et visent à améliorer l'accès aux marchés. De plus, le gouvernement élabore une proposition nationale de promotion et de développement de l'économie solidaire et du commerce équitable en Bolivie.

La nouvelle Constitution politique de l'État propose une économie plurielle favorable à des espaces économiques différenciés et rendant possible, au travers des articles de loi 27, la cohabitation.

« L'ensemble des stratégies économiques (communautaire, publique, privée et coopérative) sont associées à travers le Programme national de développement et dirigées par l'État, qui intervient à tous les niveaux de la chaîne économique pour renforcer l'économie communautaire, aider l'économie coopérative, promouvoir l'économie publique et garantir l'économie privée. » Rapport de El Alto. Ambiente Barrial 2010.

Et pour finir, « le Programme National pour l'Égalité des Chances » propose trois politiques fondamentales pour améliorer les opportunités économiques des femmes.

1. Promouvoir l'exercice par les femmes de leurs droits professionnels et l'accès à un travail digne.
2. Promouvoir l'accès des femmes aux ressources naturelles, aux matières premières et aux services publics.
3. Promouvoir l'accès des femmes au patrimoine matériel (terre, logement, capital) et immatériel (technologies et formation).

²⁷ En annexe 3 se trouvent les articles de lois adoptés par le gouvernement bolivien.

Par la suite, en mai 2010, le ministère du Développement productif et de l'économie plurielle et le Mouvement national pour l'économie solidaire ont présenté une proposition de stratégie nationale d'économie solidaire et de commerce équitable.²⁸

Nous constatons que, sur le territoire de El Alto, les opportunités en termes de politiques publiques d'ESS existent mais que des efforts restent à faire pour que les collectifs féminins tels que les groupes de femmes du réseau FDM puissent avoir accès à l'information et bénéficier réellement de ces opportunités. L'accès aux droits que ces politiques publiques d'ESS offrent est un long processus qui nécessite volonté et transformation. Le défi d'opérationnalisation de ces politiques est un enjeu sur le territoire de El Alto.

« Déjà, une lettre d'intention a pu être signée avec la Ministre de l'économie plurielle : elle prévoit la création d'un vice ministère de l'économie solidaire et du commerce équitable, qui serait l'organe réglementaire chargé de mettre en œuvre la stratégie. », Rapport de El Alto ; Ambiente Barrial 2010.

3.2.2 Bamako – Mali

Dialakorodji est une commune rurale de la périphérie de Bamako; Elle est composée de trois villages découpés en quartiers sans cadastre. Le territoire s'est structuré avec l'occupation spontanée d'ouvriers, d'agriculteurs et de personnes qui, après une perte d'emploi, se sont installés dans la périphérie pour régler leur problème de logement. En parallèle vivent à Dialakorodji quelques fonctionnaires et salariés dans des conditions plus favorables. Ils viennent souvent aider leurs voisins lors qu'ils sont confrontés à des circonstances sociales difficiles. Actuellement, les autorités ont initié la mise en place du cadastre, cette situation préoccupe beaucoup la population à cause des risques d'expulsion. La situation environnementale est inquiétante: les ressources naturelles épuisées, écosystèmes déséquilibrés.

La grande majorité des femmes vivent des situations difficiles, elles sont obligées de mener des activités économiques pénibles et précaires qui leur permettent de faire face aux nécessités des enfants, des conjoints, de la famille et parfois des voisins, sans parler de leur communauté.

²⁸ En annexe 4 se trouvent les éléments généraux de la proposition de Stratégie Nationale d'Economie Solidaire et de Commerce Equitable

Il existe une organisation communautaire qui pallie le manque d'infrastructure d'eau dans la ville. En effet, l'eau arrive de Bamako par charrette et elle est distribuée de manière artisanale par les femmes. La commune possède deux centres de santé et deux pharmacies qui manquent d'équipement approprié. Diverses maladies touchent principalement les femmes, enfants et jeunes adolescent-e-s; le faible niveau de vie les empêche d'accéder aux soins médicaux et les poussent vers l'automédication du marché informel (pharmacie de trottoir); elles utilisent aussi les produits de la pharmacopée traditionnelle.

La ville dispose deux écoles primaires, ensuite les enfants doivent continuer les études à Bamako ce qui suppose des frais additionnels aux familles qui ne peuvent les assumer.

Dans la commune on distingue deux instances complémentaires de pouvoir : a) le pouvoir traditionnel, aux mains de la famille fondatrice du village et c'est l'aîné qui en hérite, les fondateurs gèrent les préoccupations sociales de la communauté, b) le pouvoir moderne représenté par le conseil municipal élu au suffrage universel. Les femmes et les jeunes ont des activités communautaires en fonction de ces pouvoirs, dans des associations, des clubs et groupes coopératifs.

A Bamako il n'y a pas d'organismes de l'Etat qui travaillent sur des programmes dédiés à la l'égalité entre genres, et peu des politiques publiques pour leur défense et protection alors qu'il existe des niveaux élevés de violence (sans statistiques).

Le Centre Djoliba, association locale membre de QDM, est un des rares organismes qui travaille pour la défense, la protection et la promotion des droits des femmes et de leur santé.

Il convient de souligner que grâce à l'action du mouvement des femmes du Mali²⁹, des progrès ont été accomplis en matière de politiques publiques même s'il semblerait qu'on soit encore loin d'une application concrète: la Constitution de 1992 évoque les principes d'égalité et de non discrimination; les articles 1 à 21 assurent des droits et libertés individuelles à tout point de vue identiques aux femmes et aux hommes; on a introduit les droits de la femme, en impulsant des réformes législatives, celle du code pénal et fiscal se réfèrent à la famille en

²⁹ Ochoa, María Dolores: Equité de Genre, Développement et Coopération. Políticas Públicas en materia de equidad de género: Malí y Senegal. En ligne 31/ 08/ 11 sur le lien http://repositorioiul.iscte.pt/bitstream/10071/2309/1/CIEA7_11_OCHOA_Pol%C3%ADticas%20p%C3%BAblicas%20en%20materia%20de%20equidad%20de%20g%C3%A9nero.pdf

termes de mariage, de divorce et de garde des enfants. En 2009 l'Assemblée Nationale a approuvé le Code de la Famille et des Personnes, malgré la forte résistance des leaders religieux musulmans³⁰.

Malgré l'adoption de cette nouvelle législation, on continue au Mali de respecter le “Droit coutumier” qui maintient le respect de la tradition et des coutumes qui limitent sérieusement la jouissance effective des droits des femmes.

Au manque de volonté politique, s'ajoute l'absence de conviction et de divulgation sur ce domaine laissant ainsi sans fondement réel les deux Plans successifs d'Action pour la Promotion de la Femme (1996-2000 et 2000-2006). María Dolores Ochoa, dans une analyse récente de ces politiques indique que *“ces politiques et ces Plans ont une approche trop verticale et sectorielle, car ils considèrent les femmes comme un groupe vulnérable et responsable de l'amélioration de ses conditions socio-économiques. Aucun de ces plans ne prend en compte ni les inégalités de genre, ni la discrimination systématique faites aux femmes”*.

3.2.2.1 Le cadre normatif en économie sociale et solidaire

Au niveau du territoire malien, tous les organismes économiques, s'ils veulent générer des revenus, doivent prendre une forme légale en s'inscrivant dans le registre du commerce. Une fois l'activité économique légalisée, elle est régie par un règlement sectoriel. Toutes les organisations économiques sont régies par les logiques de marché. *« Pour les activités qui ne sont pas déclarées, l'Etat malien a trouvé une astuce : l'impôt synthétique. Il s'agit d'un forfait exceptionnel. Lorsqu'un groupe ou une personne a une activité informelle il doit payer une somme forfaitaire annuelle sans que soit pris en compte le montant réel des revenus des activités économiques. L'impôt synthétique va dépendre du secteur d'activité » Député malien en charge des questions économiques.*

Il arrive parfois que ce forfait soit plus élevé que l'impôt réel que la personne ou le groupe de personnes aurait payé s'il était légalisé. Il s'agit là d'une astuce de l'Etat afin de contrôler le secteur informel mais aussi de contraindre les organismes économiques vers la légalisation. Cet impôt synthétique est obligatoire et sans contrepartie. Pour justifier cet impôt synthétique, les notions d'impartialité, d'équité et de solidarité sont avancées par les autorités.

³⁰

Ibidem.

« Au nom de l'équité et de la solidarité, nous devons tous payer et faire face à nos responsabilités. Payer les impôts fait partie de la solidarité entre citoyens. L'Etat reste seul juge impartial de ce qui est dû par les organismes économiques. » Député malien en charge des questions économiques.

Nous voyons bien que la logique économique dominante de l'Etat malien est celle de l'économie de marché. Actuellement, il n'existe aucune politique publique au niveau du Mali pour ce qui concerne l'économie sociale et solidaire. Les termes sont même amalgamés aux termes d'économie souterraine, économie locale, économie de subsistance,... Au niveau du Ministère du Développement social, de la solidarité et des personnes âgées, il existe un département qui s'occupe des questions liées à l'ESS. Une stratégie d'état est en cours avec l'appui du RENAPESS.

Il existe des « Centre des échanges agréés » qui ont le statut d'association et sont subventionnés par l'Etat. Ces associations regroupent des membres d'un même secteur économique et offrent des services et des aides à leurs membres qui n'y auraient pas droit autrement. Par exemple, une petite structure qui aurait besoin des services d'un comptable agréé et qui ne peut se le rémunérer peut faire appel au « centre des échanges agréés ». Au niveau du Mali, ce sont les structures d'Etat qui s'approchent le plus de ce que nous entendons par ESS.

3.2.3 Belleville – Paris 20^{ème}, France

Le projet Femmes du Monde et la présente étude se développent dans le quartier de Belleville Piat-Faucheur-Envierges, dans le 20^{ème} arrondissement de Paris considéré comme territoire prioritaire de la ville³¹. Il s'agit d'une zone populaire à forte densité multiculturelle: 25,5% des habitants sont des immigrés en provenance essentiellement d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb. Les familles originaires d'une même région réussissent à construire des liens de solidarité qui permettent aux nouveaux arrivants une meilleure stabilité et intégration dans la ville. Ces liens et appuis mutuels ne vont pas au delà de leurs communautés : on enregistre frictions et conflits qui gênent toute cohésion sociale. Le mouvement associatif, très présent à Belleville, est mis au défi de reconnaître et valoriser les cultures d'origine, promouvoir le rapprochement interculturel, favoriser la découverte de la culture française et appuyer l'insertion sociale des nouveaux migrants.

³¹ La politique de la ville définit la politique appliquée par les pouvoirs publics pour une revalorisation des zones urbaines en difficulté et la réduction des inégalités entre les territoires.

Le 20^{ème} arrondissement de Paris (Belleville) a des programmes d'accueil de la population migrante à travers la construction de structures de proximité qui offrent des services sociaux en éducation et en enseignement de la langue française, en assistance juridique, en médiations de conflits et dans la réalisation d'activités culturelles. Pourtant, une partie importante de cette population n'a pas accès à ces services par manque de communication entre autre. Les moins touchées par ces politiques et services sont les femmes, le troisième âge (13% de la population) et la jeunesse (25%). Bien que 22% des habitants³² du quartier bénéficie des prestations sociales, le niveau de scolarisation est encore plus bas que celui du reste de la capitale³³.

A Belleville l'activité commerciale et industrielle génère peu d'emploi, en effet le chômage dans le quartier est de à 17%³⁴ et l'emploi précaire de 19%. Le tissu des petites entreprises offre un nombre limité d'emplois ; les entreprises du secteur public recrutent en dehors de ce territoire et le mouvement associatif développe des initiatives pour lutter contre cette logique.

L'insécurité liée à la délinquance est importante à Belleville : elle est structurée (narcotrafic, vols à la tire et de domicile), elle fait peur aux habitant-e-s et rend difficile le déplacement, notamment celui des femmes et des enfants. La consommation de drogues reste sans statistique. La tension sociale s'exprime de diverses manières et la jeunesse a peur des contrôles violents sur les immigrés exercés par la police. Malgré tout, la population considère Belleville comme un quartier où il fait bon vivre et aspire à contribuer à sa tranquillité.

| Organisations de la Société Civile et Institutions étatiques | Type de services offerts aux femmes |
|--|--|
| | ✓ Droits des étrangers: droit de la femme au regroupement familial, séparation de l'habitat de familles polygames. |

³² En contraste avec le 17% moyenne de Paris.

³³ 20% de BAC dans le 20ème et 31% de moyenne à Paris.

³⁴ Plus élevé que l'ensemble de Paris 12%.

| | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre Social Archipelia <ul style="list-style-type: none"> ▪ ASSFAM ▪ GAMS ▪ Fondation FeuVert | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Lutte contre les violences: mutilations sexuelles et mariages forcés <ul style="list-style-type: none"> ✓ Attention intégrale des mères adolescentes ✓ Attention des adolescent-e-s en formation sur les droits sexuels et reproductifs <ul style="list-style-type: none"> ✓ Orientation légale ✓ Attention psycho-sociale ✓ accès aux droits sexuels et reproductifs pour les migrants |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mairie: Programme PMI (Protection Maternelle Infantile) ▪ Hopitaux ▪ Centres de santé | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Attention à la santé sexuelle et reproductive des femmes: planning familial, maladie de la femme, contrôle prénatal, attention à l'accouchement, et control post- natal, maladies sexuellement transmissibles ✓ Campagnes d'information et sensibilisation à la violence faite aux femmes |

3.2.3.1 Le cadre normatif en économie sociale et solidaire

A partir des années 80 naissent des innovations où la solidarité économique prévaut, en réponse au déséquilibre engendré par les principes de l'économie du marché libéral. Ces innovations sont très hétérogènes et, si certaines se disent humanistes et sociales, d'autres, plus radicales se veulent une réelle alternative et une réelle transformation de l'économie dominante. Cette économie est assimilée à une certaine frange du monde associatif. Les politiques publiques nationales qui les prennent en charge sont davantage qualifiées de sociales que d'économiques, comme si les deux intérêts ne pouvaient cohabiter. Il faudra attendre les années 2000 pour que des politiques publiques locales puissent voir le jour. Ces politiques visent à soutenir l'émergence, la création et le développement des différentes formes d'entreprendre qui respectent les principes de l'économie sociale et solidaire.

« Les politiques publiques considèrent comme projets solidaires des projets portant en eux une composante d'intérêt général au sens où ils contribuent à l'insertion des personnes ou des territoires en difficulté.»³⁵

De plus, en France, il existe des mesures qui aident au démarrage des entrepreneurs collectifs : aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, subvention de fonctionnement de départ,... De plus, si le collectif se forme en association, il a accès à des subventions d'Etat et

³⁵ Pauline Grosso, Rosemary Gomes, Economie solidaire en France. Qu'entendons-nous par économie solidaire en France, 2003 ATTENTION AU REFERENCEMENT

à des emplois aidés, des emplois jeunes,... Ces différentes opportunités ne sont pas propres à des structures d'économie sociale et solidaire, leur accessibilité n'est pas évidente et la complexification des démarches les rendent inaccessibles pour des collectifs féminins souvent peu formés et peu outillés pour entreprendre ce type de démarches.

Le mouvement pour l'économie solidaire (MES) est un acteur actif et important en France et il a pour mission le plaidoyer pour la mise en place de politiques publiques efficaces et accessibles aux organismes d'ESS.

Pour ce qui est des politiques publiques relatives à l'économie sociale, elles se font au niveau régional via les chambres régionales d'économie sociale (CRES). Elles sont davantage représentées par les mutuelles et les coopératives.

Ce bref aperçu des contextes juridiques sur les territoires illustre bien les disparités en termes d'opportunité qui existent entre les groupes de femmes du réseau. Si certaines peuvent compter sur des politiques publiques existantes, comme en France ou en Bolivie, d'autres sont bien démunies, comme au Mali. Mais, sur l'ensemble des territoires, il est important de continuer les plaidoyers et de renforcer l'existant car l'existence de politique publique ne suffit pas, encore faut-il avoir de réelles volontés politiques et de véritables mécanismes d'opérationnalisation de ces politiques.

« Pour autant, l'impact de ces politiques territoriales d'économie sociale et solidaire sur le foisonnement des initiatives locales ne va pas de soi à priori, compte tenu de la jeunesse de ces politiques. Cela nécessite l'adoption de procédures et méthodes spécifiques. »³⁶

3.2.4 Activités économiques sur le territoire

La présente étude nous a permis d'analyser les activités économiques des femmes, de construire avec elles les paramètres nécessaires, les orientations et stratégies pour se diriger vers une réelle activité d'économie sociale et solidaire. Et, selon chaque contexte nous pouvons entrevoir les possibles voies, coûts et impacts de la formalisation de leur activité.

3.2.4.1 El Alto, Bolivie

Les quatre groupes de femmes de Bolivie sont actifs dans le secteur du tissage. Elles fabriquent des chaussons en laine, des châles, des vêtements,... Deux groupes, Compi et

³⁶ Idem.

Kullacas, font aussi de l'artisanat. Les conditions de travail sont difficiles et inadaptées : manque de locaux pour leur production, danger d'utilisation de produits de teinture pour leur santé. Les quatre groupes se définissent comme des collectifs de production.

« On aimerait disposer de plus de lieux de vente pour nos produits. Ici, à El Alto, on ne peut pas vendre notre production, les gens ne valorisent pas le travail, ils ne comprennent pas la difficulté de la fabrication à la main. Ici, les gens préfèrent acheter des produits bon marché, ils ne recherchent pas la qualité, il n'y a pas beaucoup d'endroits où nous pouvons vendre à un prix juste. Il y a plein de produits chinois et de vêtements d'occasion qui ne coûtent pas cher, c'est difficile de vendre dans ces conditions ». Leandra, femme de El Alto

Les groupes de femmes rencontrent des difficultés à faire reconnaître leur produit sur le marché malgré leur statut d'association.

Pour les groupes des femmes boliviennes, les intérêts à s'organiser en groupe de production formel sont multiples : possibilité de formation, de recevoir des subventions d'état, d'accès à la sécurité sociale (santé).

“Le fait d’avoir une forme légale nous permet d’avoir accès à des formations.” Antonia, Femme de El Alto

3.2.4.2 Belleville – Paris 20ème, France

Au niveau de Paris, il y a un seul groupe d'une quinzaine de femmes qui n'a pas de statut propre. Le groupe de femmes se réunit deux heures par semaine au sein du centre social « Archipelia ».

Les activités économiques collectives de ce groupe sont ponctuelles et concernent essentiellement des services de traiteur lors des fêtes d'écoles, des fêtes de quartiers. Il est important de souligner que l'objectif premier des femmes participant aux « Lundis solidaires » est de rompre avec le quotidien et de partager un moment agréable entre femmes.

Certaines femmes du groupe ont des activités économiques individuelles : coiffure, tailleur, traiteur, garde d'enfants... L'ensemble des activités se font de manière informelle et à petite échelle, ce qui octroie aux femmes un revenu de subsistance.

Dans la réalisation de l'Etude Préalable et participative, cinq femmes du groupe ont suivi une formation sur l'hôtellerie avec un partenaire économique local : l'Agence de Développement

d'Economie Locale (ADEL). Ainsi, les cinq femmes ont été identifiées par le partenaire comme suffisamment outillées pour bénéficier de la formation. Les cinq femmes les plus formées et intéressées ont donc bénéficié de la formation.

Malheureusement, cela a dépourvu le groupe des Lundis Solidaires de ces femmes qui représentaient le noyau du collectif. Les facilitatrices n'ont pas réussi à garder le lien entre les deux moments de rencontre. Cela a affaibli le groupe du projet « les Lundis Solidaires »

Le partenariat avec l'ADEL a suscité des nouveaux débats au sein du groupe.

«A la suite du rendez vous avec l'ADEL, une discussion s'est engagée sur l'identité du groupe, sa visibilité, sur sa cohésion et sur le projet commun » Jennifer, Compte rendu de l'atelier du 10 mai 2011.

Ce débat aurait pu être une excellente occasion d'avancer dans la cohésion du groupe et dans la définition du projet commun. Mais, suite aux exigences en terme de temps que représente la formation de l'ADEL dont bénéficient les cinq femmes du groupe des « Lundis Solidaires » et au manque de lien entre cette formation et les Lundis, les femmes se rendent de moins en moins aux rencontres des Lundis.

Ce qui aurait pu avoir comme résultat le renforcement de l'ensemble du groupe au travers de la capacitation de certains membres, n'a eu d'autres conséquences que la fragilisation et la fragmentation du groupe. Ainsi, le groupe des « Lundis solidaires » s'est dissous, un nouveau groupe a été formé et le processus de consolidation doit être refait.

« Suite au peu de temps que nous avons avec le groupe, nous tentons de ne pas trop mélanger les deux projets, celui d'entrepreneuriat collectif et celui des lundis solidaires » Jennifer, Compte rendu du 3 mai 2010, Paris.

« Même si les femmes présentes montrent un intérêt et une énergie toujours vivaces, l'absence des autres diminue le groupe dans sa capacité d'action et de réflexion », PV du 10 mai 2010, Paris.

Il est très important de ne pas perdre de vue l'objectif de chaque nouvelle action et nouveau partenariat. Ajouter une activité dans le quotidien des femmes représente une surcharge de travail et de responsabilités à un emploi du temps déjà bien rempli. Des stratégies doivent être

élaborées pour qu'une activité pensée dans le cadre d'un groupe puisse être bénéfique aussi bien pour les individualités que pour le collectif.

3.2.4.3 Dilakorodji, Bamako – Mali

Les activités économiques du groupe de Sutura sont : une tontine, des activités d'entraide, des formations, la vente de pagnes, elles louent du matériel pour les mariages et participent aux réunions d'autres groupes de femmes pour une plus grande solidarité entre les femmes du quartier.

Les activités du groupe de Kotognogontala : formation, location de matériel pour cérémonies, crédit épargne, vente de tissu, vente de condiments,...

« Pour les deux groupes, les objectifs des actions économiques sont de mieux se connaître entre femmes, l'entraide mutuelle, lutter ensemble pour un avenir meilleur, renforcer la cohésion entre les habitants du quartier, avoir un environnement social et économique plus viable. » Rapport Bamako.

Sur l'ensemble des territoires de l'Etude préalable et participative, nous nous trouvons face à des petites activités dans le secteur informel, non visible. Souvent générant très peu de revenus, ce qui ne permet pas aux femmes de vivre de leurs activités économiques, de subvenir à leur besoins ainsi qu'à ceux de leur famille et encore moins de faire grandir leurs affaires. Il est vrai aussi que la taille de l'activité économique sera un facteur de formalisation. Plus l'activité grandit, plus elle devient visible et donc l'Etat prend compte de l'existence de l'activité et fait valoir les obligations (contribution impôt). C'est pourquoi l'existence de politiques publiques adéquates qui valorisent les projets d'ESS est si importante.

3.3 Résultats de l'analyse et réflexions des axes Genre et Economie Sociale et Solidaire avec Perspective de Genre

Cette partie est consacrée aux débats qui ont eu lieu dans les différents espaces sur les notions de solidarité et de socialité. Le chapitre « Du bruit à la parole : Economie et «Empowerment » permettra de visualiser les débats de Genre qui ont eu lieu tout au long de la réalisation de l'Etude Préalable et Participative. La perspective de genre a accompagné l'ensemble des réflexions faites, dans ce cadre.

3.3.1 Espaces de solidarité ou de sociabilité?

Il est important de bien faire la différence entre un espace de sociabilité³⁷ et de solidarité³⁸. Lorsque nous nous trouvons face à un groupe de femmes dont l'objectif est de passer un moment en collectivité, tisser du lien social, comme c'est le cas pour les groupes de Paris-Belleville et de Bamako, nous nous trouvons davantage dans un groupe de sociabilité où le partage est limité au minimum social. Il s'agit de faire pour « l'autre » le minimum requis dans les mœurs de la société. Une toute autre logique est celle de la solidarité qui est basée sur un geste vers « l'autre ». Il s'agit d'un acte voulu vers l'autre pour lui ouvrir les opportunités qu'il/elle n'aurait pas autrement, lui permettre d'atteindre des objectifs fixés. Ainsi, la solidarité dépasse la simple mise en commun des biens et des services dans le but d'une survivance collective. Ce partage minimum pour se maintenir dans un système donné est davantage de l'ordre de la sociabilité que de la solidarité. La solidarité fait appel à la notion de désintéressement. Ce qui est important aussi d'avoir en tête est que tout comme l'homme, la femme n'est pas solidaire par nature. Il s'agit d'un apprentissage et d'une volonté consciente de faire un geste vers l'autre. C'est pourquoi il est très important pour les facilitatrices qui accompagnent les groupes de pouvoir travailler cette notion de solidarité et de ne pas la considérer comme naturelle.

De plus, on ne peut parler de solidarité au singulier mais bien de solidarités au pluriel. Il existe une multitude de formes de solidarités avec des intensités différentes. Que signifie le mot solidarité ? Demander de l'aide ? (Dans le champ économique) Etre reconnu et reconnaître l'autre ? Etre accepté et accepter l'autre ? Quel objectif accompagne ma solidarité ? Un objectif individuel ? Un objectif collectif ? Les deux ? Etre solidaire avec qui ? A quel niveau ?

Tous ces aspects doivent être travaillés au sein des groupes de femmes et vont permettre de parcourir le long chemin de la cohésion sociale³⁹ et de la construction identitaire du groupe et par conséquent de ces actions.

³⁷ On entend par sociabilité l' « existence au sein d'un groupe, d'échanges symboliques nombreux ; aptitude, pour ses membres, d'entretenir des relations agréables » in Dictionnaire de Sociologie, Robert, Seuil, 1999.

³⁸ On entend par solidarité l' « existence de liens sociaux se manifestant par des comportements de coopération réciproque entre les membres d'un groupe » in Dictionnaire de Sociologie, Robert, Seuil, 1999.

³⁹ La cohésion sociale désigne la solidarité des membres d'un groupe résultant de la communauté de but, de normes et de méthodes d'actions, ainsi que de l'attraction réciproque des individus du groupe, in Dictionnaire de sociologie, Robert, Seuil, 1999.

3.3.2 L'Economie Sociale et Solidaire comme instrument d'empowerment des femmes, de défense et de renforcement de leurs droits

Il s'agit ici de comprendre et de visualiser sous quelle(s) forme(s) et à quelle(s) condition(s) une activité économique peut être un instrument de transformation des rapports sociaux entre les hommes et les femmes. Les activités économiques peuvent-elles être des instruments d'empowerment? Quelles transformations de genre peuvent apporter les ressources économiques générées par les groupes de femmes des différents territoires ? Donnent-elles le droit aux prises de décision ? Ou donnent-elles le droit d'expression sans réel poids décisionnel ?

Les différents débats menés sur chaque territoire convergent dans l'idée que le revenu des activités économiques des femmes transforment les rapports entre les femmes et les hommes. Certaines parlent de gain de respect, d'autres de reconnaissance ou encore de gain de droit à la parole.

« Nos conjoints nous respectent, car grâce à cette vie en association nous arrivons à subvenir à nos propres besoins matériels et financiers, ceux de nos enfants et nous les appuyons beaucoup. Beaucoup de conjoints ont encouragé leurs épouses à adhérer à notre association et nous remercient de l'épanouissement créé au sein de leur foyer. » Jeanne d'Arc d'Arc, Facilitatrice Bamako

Il est important de s'arrêter un instant sur la notion de pouvoirs liée aux notions de capacité de prendre une décision (pouvoir de), aux rapports de domination ou de subordination (pouvoir sur) et aux rapports de solidarité et de capacité de s'organiser pour négocier et prendre des décisions collectives (pouvoir avec). Il est indéniable que, dans chaque relation humaine, il existe du pouvoir, et vouloir le supprimer serait peine perdue, mais, à travers d'un processus d'empowerment⁴⁰, nous pouvons le partager de manière plus équitable. Ce processus nous permet également d'acquérir les différents types de pouvoirs. Dans ce processus, les activités économiques permettent aux femmes d'acquérir le « pouvoir de ». Donc, nous voyons bien qu'une activité économique ne suffit pas à elle seule à l'empowerment des femmes. Elle doit être accompagnée d'autres initiatives permettant d'acquérir le « pouvoir sur » et le « pouvoir

⁴⁰ Par processus d'empowerment on entend le travail de renforcement de l'estime de soi, de renforcement de capacités, de renforcement économique qui permette une capacité de prise de décision.

avec ». L'acquisition de ces différents pouvoirs permettra aux femmes d'être suffisamment outillées pour pouvoir sortir de leur condition de subordination.

« Dès l'enfance, nos parents ne nous donnent pas la parole, ils nous grondent et s'énervent, notre opinion ne compte pas, et on grandit comme ça, discrètes et réservées ». Juana, Femme de El Alto, Bolivie.

« On veut aussi élargir nos compétences et réaliser d'autres types de production, agrandir le groupe et former d'autres femmes qui souhaitent travailler ». Graciela, Femme de El Alto, Bolivie.

« Aujourd'hui, nous sommes fières de nous, parce que chacune connaît un peu ses droits et devoirs. Nous ne sommes plus manipulées par nos maris et les politiciens. Nos sœurs qui ne sont pas dans une association nous envient pour notre émancipation financière ». Maimouna, Femme du groupe de Sutura, Bamako, Mali.

Mais, ce pouvoir économique inclut aussi une meilleure santé, le gain de temps, l'accès aux services et à la formation. Ici, nous devons faire attention aux conditions de travail des femmes et à la surcharge que des activités économiques hors du foyer peuvent représenter et éviter les triples journées.

Les activités économiques, amènent une **transformation des rôles** entre les hommes et les femmes. Les femmes deviennent des pourvoyeuses. Le rôle est partagé entre les conjoints, il se peut que dans une famille la femme soit seule pourvoyeuse. Or, la base du pouvoir octroyé à l'homme est liée à sa capacité de rapporter de l'argent au foyer, de remplir son rôle de pourvoyeur. Mais le fait est que ce rôle n'équilibre pas pour autant automatiquement le pouvoir des femmes dans leurs rapports avec les hommes. Les raisons peuvent être cherchées dans le fait que hommes et femmes ne sont pas conscients de ces transformations ni de ce qu'elles remettent en question.

« Grâce à notre projet économique, nous récoltons un peu d'argent qui nous permet de participer aux dépenses de la maison. » Meche, Femme du groupe Amparampi, El Alto, Bolivie.

« Grâce à ses revenus, la femme peut participer à la gestion financière de la famille qui a longtemps été le point fort de l'homme pour dominer la femme, commence à ne plus être une

domination mais une complémentarité de chacun dans les dépenses de la famille » Rapport Bamako, Mali.

Il serait intéressant, dans un travail futur, de mener avec les femmes des réflexions sur cette transformation des rôles amenée par les activités économiques des femmes.

De plus, le fait que les femmes rapportent de l'argent dans la famille leur octroie une reconnaissance dans la famille, un statut et des droits. Notamment le droit à la parole, un pas a été accompli car nous passons « du bruit à la parole », mais un chemin reste à parcourir pour atteindre le droit à la prise de décision. Comme nous l'avons vu, il ne suffit pas d'augmenter les revenus apportés par les femmes dans leur famille, mais bien de renforcer les femmes, et les accompagner dans le développement de leurs capacités à la négociation et à l'augmentation de leur estime personnelle, qui les amèneraient à rééquilibrer le rapport de force avec les hommes.

« Ces activités économiques qui sont sous estimées leur permettent de jouer pleinement leurs rôles de mère, d'épouse, de fille, d'amie, de voisine et de citoyenne tout court. » Rapport de Bamako, Mali.

Un indicateur de l'empowerment apporté par les activités économiques est la demande que font les femmes de **reconnaissance du travail fourni**. Elles commencent non seulement à reconnaître leurs apports mais exigent la même reconnaissance d'autrui. Cette demande de reconnaissance émerge suite à une auto valorisation du travail fourni par les femmes.

« Il est également important de savoir valoriser le travail et le produit que nous élaborons, mais cela ne doit pas venir que de nous : le client doit en faire autant; les gens ne savent pas ce que coûte la création du produit, tout ce qui les intéresse c'est qu'il soit bon marché, et cela nous porte préjudice. », Juana, Femme du groupe Amparampi, El Alto, Bolivie.

Au niveau des groupes de femmes d'El Alto, nous constatons un réel désir de transformation des relations de subordination. Une attention particulière est donnée à l'organisation interne des groupes et au principe de démocratie participative.

« Tout le monde produit, tout le monde participe et cherche des acheteurs. Tout ce qui rentre est divisé en trois : la moitié sert à verser un salaire à chacune d'entre nous, les deux autres

parts sont destinées au capital d'un côté et à l'eau, à l'électricité et aux dépenses diverses de l'autre ». Beba, Femme de El Alto, Bolivie

« Comme nous n'avons pas des rentrées constantes, nous organisons notre travail de manière individuelle. Nous ne nous réunissons pas très souvent. Certaines d'entre nous ont un meilleur travail et les entreprises ne font appel qu'à elles et elles acceptent sans nous considérer » Elena, Femme du groupe las Kullacas, El Alto, Bolivie.

Au niveau de Bamako, le leadership féminin est moins transformateur. Nous nous trouvons dans des reproductions des subordinations patriarcales. Les femmes exercent entre elle une hiérarchisation de subordination où les femmes âgées, avec enfant ont davantage de pouvoir que les jeunes mariées avec enfant. Les célibataires n'ont pas leur place dans le groupe puisque considérées comme « pas stable ».

« En matière de gestion démocratique, dans ces deux associations, le renouvellement des instances n'est pas respecté comme dans le règlement intérieur. Nous remarquons une appropriation de l'association par la présidente, à l'image des responsabilités à vie dans les organisations traditionnelles. Mais, avec les formations et les sensibilisations, les membres arrivent à suivre le fonctionnement pour assurer la transparence. » Rapport Bamako, Mali.

« L'association est ouverte à toutes les femmes mariées habitant le secteur et compte aujourd'hui une quarantaine de membres. L'association est fermée aux jeunes filles car elles pensent qu'elles ne sont pas stables et pourraient ne pas avoir les mêmes visions que les adultes », Rapport Bamako, Mali.

Pour conclure, il est important de mener avec les groupes de femmes un processus d'empowerment en utilisant l'économie sociale et solidaire comme outils de travail. Il faut commencer par travailler sur l'empowerment individuel des femmes afin de pouvoir par la suite travailler sur l'empowerment du groupe. Il s'agit de construire un leadership collectif et des gains collectifs qui bénéficient aussi bien au groupe qu'à chaque individu. Il s'agit d'amener le groupe à questionner son positionnement et à faire des choix. Il est important que chaque femme du groupe puisse participer au même titre avec les mêmes possibilités de prise de décision et ainsi de créer des leaderships plus évolués. Il est, également, important de questionner l'exercice des pouvoirs au sein des groupes des femmes. Il est important de visualiser si nous nous trouvons face à des leaderships démocratiques et participatifs, où si

nous nous trouvons dans des logiques de gouvernance qui reproduisent les subordinations patriarcales. Face à quel leadership féminin nous trouvons-nous ? Il faudrait questionner comment s'exercent les pouvoirs au sein des groupes de femmes ? Comment les femmes exercent le pouvoir ?

3.3.3 Se reconnaître et reconnaître, s'affirmer et grandir

3.3.3.1 Les discriminations de genre

D'après le rapport, à El Alto « *Les groupes reconnaissent les discriminations contre les hommes et les femmes dans la société : ils énoncent les difficultés provenant de l'inégalité sociale à laquelle les femmes se voient confrontées ainsi que leurs époux, leurs enfants (garçons et filles) et d'une manière générale les hommes et les femmes qui les entourent. Leurs réflexions parlent d'exclusion, de chômage, d'informalité, d'auto-emploi, de survie, de pauvreté et misère, de rêves, de changement et de transformation* ». Marcela nous raconte: « *j'ai dû travailler depuis très jeune car à la maison il manquait de l'aide pour survivre* »; Elena ajoute: « *Si on travaille comme ça dans le groupe nous aurons nos petits revenus, on s'en sortira* ». Et Aissatou confirme qu'à Bamako la situation est loin d'être différente : « *il n'y a pas d'emplois, j'aide à effectuer les tâches communautaires et grâce à ça il y a de quoi manger* »

Elles souffrent les discriminations à cause de la pauvreté extrême ; elles souffrent également des conséquences de cette pauvreté en matière de bien être social, notamment en ce qui concerne le travail. Ainsi, Leandra de El Alto nous raconte: « *je travaillais comme employée domestique mais on me frappait au travail* ». Antonia ajoute: « *mon époux est au chômage, il n'apporte pas de revenus pour la nourriture donc il faut travailler pour des salaires très bas; ils (les employeurs) nous disent que soit nous acceptons de travailler comme ça, soit nous n'aurons pas de revenus* ».

L'âge est également un facteur de discrimination : les jeunes souffrent de la violence policière. Ils sont toujours soupçonnés d'avoir commis des actes illicites, même par les adultes de leur communauté ou des membres de leurs familles. Claire l'exprime de cette façon: « *lorsque la police effectue des contrôles d'immigration ils les maltraitent (les jeunes du quartier) ; les policiers pensent toujours que les jeunes vont voler et ils les accusent* ». Un autre facteur de discrimination est l'origine : le fait de provenir d'un peuple "originario" (blanc et non occidentalisé), comme c'est le cas de la population Aymara de El Alto, qui a été

historiquement exclue du pouvoir, de la participation politique ou économique et des bénéfices sociaux et qui a été soumise à un racisme exacerbé quoique cette situation ait changé considérablement depuis l'arrivée au gouvernement Bolivien d' Evo Morales, premier Président indigène. Réussir à matérialiser dans la culture ce qu'on a obtenu par décret est un défi très grand et le chemin est très long. « ...*nous avons toujours été l'objet de regards méprisants de la part des blancs et des métis... ils considèrent que d'être indigène c'est être inférieur* », dit Juan à ce sujet.

Les femmes arrivent à identifier les discriminations de genre car elles les ont subies en personne et elles en ont discuté au sein de FDM ; elles savent que ces discriminations ne trouvent pas seulement leur origine chez les autorités, les lois et leur application, mais aussi au sein de la culture et la société.

3.3.3.2 Naturalisation des discriminations

Le sujet de l'identité du genre est abordé de manière approfondie dans les séances ; les femmes concluent que cette discrimination n'est pas déterminée par des raisons biologiques mais par le fait d'avoir vécu, depuis la naissance, des expériences, des rites et des mœurs liés à la condition de femme ; elles identifient le fait que la discrimination existe même avant la naissance et Jeanne d'Arc (facilitatrice à Bamako) le dit fermement: "*Lorsqu'il y a des grossesses précoces, les parents préfèrent dépenser beaucoup d'argent pour les soins s'il s'agit d'un garçon ; par contre, lorsqu'ils savent qu'il s'agit de la naissance d'une fille personne ne prend en charge les frais des soins prénataux et périnataux* ». Aissatou exprime son inquiétude par rapport au lien existant entre les droits de l'enfance et les discriminations envers les femmes: "*Dans le centre hospitalier nous avons vu arriver un bébé fille pour vaccination à laquelle on avait nié le droit d'avoir un prénom car son père voulait avoir un garçon* ».

Les facilitatrices et les femmes sont arrivées également à une autre conclusion: elles ont reconnu que les inégalités entre les femmes et les hommes sont un produit social et non pas biologique et que par conséquent elles ne sont pas naturelles. Mais Jeanne d'Arc dit qu'à Bamako on est très loin de comprendre ce concept : « ...*Dans notre culture les femmes pensent que tout cela est normal et elles le subissent sans avoir la moindre réaction* ». Karina facilitatrice de El Alto expose que « ...*pour les parents la fille apporte malheur à cause de sa structure biologique car elle peut être enceinte en dehors du mariage*" .

Esther et Karina facilitatrices de El Alto approfondissent en matière de naturalisation de stéréotypes : « *Nous faisons allusion à l'identification de l'image de la mère ayant des valeurs absolus et sublimes de dévouement extrême, de sacrifice et de renonciation personnelle pour le bien-être de sa famille* ». Elles ajoutent dans leur analyse que: « *C'est pour cette raison que, si à travers le contact avec d'autres valeurs et d'autres modèles les femmes Aymara pouvaient éventuellement envisager une réalisation différente au niveau personnel, elles auraient à subir des pressions sociales et culturelles aussi fortes que finalement - dans la plupart des cas - elles préférèrent se contenter de se sentir réalisées à travers les autres* ».

La naturalisation des discriminations de genre est une réalité présente dans toutes les classes sociales comprises dans cette étude : des autorités, des institutions étatiques, des centres d'éducation, des professeurs (hommes et femmes), des fonctionnaires des centres hospitaliers (hommes et femmes), des familles et, bien évidemment, des groupes de femmes elles-mêmes.

3.3.3.3 Division sexuelle du travail

Les facilitatrices de El Alto, Karina et Esther, signalent que pendant les nombreuses journées de travail à El Alto, les femmes reconnaissent la division sexuelle du travail et elles identifiaient leurs rôles de genre. « *Les tâches assignées aux femmes sont directement liées à la vie domestique. Il s'agit de tâches lourdes et dépourvues de toute récompense économique et sociale* » et « *...l'espace domestique est considéré comme l'endroit de naissance de la subordination de la femme, où on assigne des tâches domestiques aux filles devenant des obligations* ». Marcela raconte à propos de cela : « *...ma mère a été malade durant plus de 20 ans. J'ai consacré presque toute ma vie à prendre soin d'elle et je suis devenue la maman de mes frères dès que j'avais sept ans. Eux, ils ont pu faire des études universitaires et moi, je ne même pas pu accéder à l'école* ».

Karine, facilitatrice de Belleville, dit que « *...l'élaboration de l'activité relative aux aspects économiques a été une nouvelle occasion pour avoir un panorama de la division en matière d'activités économiques des femmes et des hommes. Au-delà des tâches domestiques quotidiennes, les femmes réalisent des activités rémunérées (des tâches domestiques pour des particuliers et/ou pour des entreprises, travailler pour les cantines scolaires)* ». Pour ce qui est du domaine scolaire Jeanne d'Arc, facilitatrice de Bamako, montre la manière dont les rôles domestiques se reflètent sur la scène éducative : « *Le nettoyage de l'école se fait comme d'habitude, il y a des tâches pour les filles et des tâches pour les garçons. C'est-à-dire, les*

filles passent le balai et remplissent le pot d'eau et les garçons seulement nettoient le tableau".

3.3.3.4 L'économie des soins

Karine, facilitatrice de Belleville, dit que le travail des femmes se voit réduit à "*un secteur limité aux tâches domestiques*". En effet, les soins ne sont pas reconnus comme un travail, à moins qu'on obtienne une rétribution financière en retour; par exemple ils sont reconnus lorsque les femmes prennent soin de tierces personnes comme un travail rémunéré chez d'autres familles ou d'autres communautés qui demandent des services spécifiques, mais ils ne sont pas reconnus au sein de leur famille. C'est le fait de générer des revenus qui fait que ce type de travail soit important et non pas sa signification ou sa valeur sociale. Il ne s'agit pas non plus d'une réflexion à propos du poids économique et monétaire que ce type de travail signifierait pour les sociétés et les nations si on décidait de fixer une rémunération et de le considérer, éventuellement, comme un service social.

Les facilitatrices de El Alto se pressent aussi de clarifier : « *...outre les soins du corps et de la vie humaine – procréation, attention des enfants, soins aux personnes malades et âgées – il faudrait ajouter les tâches de reproduction, de production et de représentation*".

Il en n'est pas de même lorsqu'il s'agit de consacrer des soins aux enfants, aux personnes âgées ou malades, aux tâches communautaires de recyclage écologique, aux traditions sociales qui ont un très grand poids dans les sociétés. « *Par tradition les femmes sont obligées d'accueillir dans leurs domiciles d'autres membres de la communauté : le principe d'accueil a une grande valeur et il est très important aux yeux de la communauté. Les femmes ne peuvent pas refuser d'accueillir les gens, même si elle n'a pas été prévenue de leur arrivée*" (Claire, Belleville). Cet engagement fait que la journée des femmes soit plus chargée sans aucune compensation financière.

Ces activités ne sont pas reconnues par les sociétés et dans le monde professionnel il n'y a pas de créneau horaire prévu pour leur exécution. Par conséquent, on culpabilise les femmes lorsqu'elles doivent les accomplir. C'est le cas de Bamako, dans lequel Moussa, le directeur de l'école, se plaint parce qu'elles « *demandent toujours la permission de s'absenter pour des raisons sociales (prendre soin d'une personne malade dans la famille, des mariages, des*

funérailles, etc.) ». Amadou, un autre directeur d'école, ajoute « *qu'il a des problèmes pour gérer le personnel de son établissement, mais avec les femmes c'est plus difficile car elles sont imprévisibles et instables* ».

Les directeurs et les enseignants considèrent que ces activités relèvent de la responsabilité individuelle des femmes et que par conséquent elles doivent être efficaces aussi bien dans l'accomplissement de ce type d'activités que dans leur travail ou à l'école. Ils n'identifient la surcharge excessive ni s'interrogent à propos de l'organisation de la société dans son ensemble. Justement, M. Moussa, directeur d'une école à Dialakorodji II, fait des affirmations importantes : « *L'épuisement des programmes scolaires, les plaintes déposées par les pères de famille ainsi que d'autres facteurs ce sont des problèmes liés aux femmes. Au-delà des nombreuses absences, certaines femmes enseignantes ne préparent pas les cours chaque jour car elles font de milliers d'autres choses : de temps en temps elles font le commerce ou bien d'autres activités leur empêchant de se concentrer vraiment et de suivre le rythme rigoureux qui exige l'enseignement* ».

Dans le but de montrer que le travail des filles est reconnu dans le système éducatif, Amadou en tant que directeur d'un établissement scolaire reconnaît que « *ces filles travaillent autant que les garçons, voir plus en général* ». Cependant, par la suite il se plaint du travail réalisé par les filles et il ajoute qu'elles sont irresponsables à cause de « *leur surcharge domestique, le mariage et/ou la grossesse précoce, l'abandon scolaire au bénéfice des garçons dans les familles nombreuses. Après les cours les garçons ont le temps d'apprendre les leçons tandis que les filles doivent rester à la maison avec leurs mères. Pendant la soirée, très tard, elles sont trop fatiguées pour s'asseoir étudier quelques lignes de leurs leçons* ». Bien que les causes du bas rendement scolaires soient connues et elles aient une explication, les exigences sont les mêmes pour tous et pour toutes. On n'a toujours pas réussi à intégrer les défis liés à l'équité et à l'égalité d'opportunités.

Remarquez la façon dont Mohamadou, un autre directeur d'école, justifie les discriminations de genre: « *Je ne veux pas plus de deux femmes au sein de mon école. Les femmes sont aussi capables que les hommes pour couvrir ces postes, mais elles ne sont pas conscientes de leur situation en général. Souvent la violence et les discriminations envers les femmes est la conséquence de leur attitude: pour atteindre l'objectif dans une lutte aussi sauvage il faudrait*

que les femmes prennent conscience qu'elles sont des victimes de violence, afin qu'elles prennent des mesures pour la combattre. Autrement, nous ne le ferons pas pour elles".

3.3.3.5 Religion et discrimination

Voici la transcription de l'expérience réalisée par Jeanne d'Arc et les femmes de Bamako au sujet de la religion: "Nous avons également échangé des idées avec des religieux (musulmans et chrétiens) à ce sujet. Les deux religions reconnaissent qu'au moment de la Création, Dieu n'a fait aucune différence entre l'homme et la femme excepté l'aspect biologique. Mais face aux pratiques religieuses, chaque religion a ses principes et valeurs ».

| RELIGION MUSULMANE | | | |
|--|--|---|--|
| HOMME | | FEMME | |
| Ce qu'on fait/les obligations/les droits | Ce qu'on ne fait pas/les interdictions | Ce qu'on fait/les obligations/les droits | Ce qu'on ne fait pas/les interdictions |
| -Ecole coranique - Il peut devenir Marabout -Il mène la prière -Il faut respecter les règles d'hygiène avant la prière | | -Elle apprend à faire la prière depuis très petite -Ecole coranique -Les femmes n'ont pas d'accès à la mosquée, uniquement les anciennes -Elles doivent compenser le nombre de jours de leurs règles pendant le Ramadan -Elles doivent s'habiller <i>décemment</i> -Il faut respecter les règles d'hygiène avant la prière | -Elle ne peut pas devenir Marabout -Elle ne mène pas la prière -Les jeunes ne vont pas à la mosquée -Elles ne prient pas pendant leurs règles -Elles ne respectent pas le Ramadan pendant leurs règles |
| RELIGION CHRETIENNE | | | |
| HOMMES | | FEMMES | |
| -Il apprend à faire la prière depuis très petit. -Il prie dans l'église à n'importe quel âge -Il mène la prière -Il célèbre la messe et les | | - Elle apprend à faire la prière depuis très petit. -Elle prie dans l'église à n'importe quel âge - Elle mène la prière - Elle mène le culte | -Elle ne célèbre ni la messe ni les sacrements |

| | | | |
|------------|--|--|--|
| sacrements | | | |
|------------|--|--|--|

Voici les visions des facilitatrices et des femmes du groupe: "*Lorsque nous avons fini cette activité nous avons remarqué que la colonne des interdictions étaient vides pour les hommes dans les deux religions. Si nous n'avons pas approfondi dans la recherche, nous observons les empêchements qui pèsent sur la femme dans les religions. Cette dernière colonne du tableau a été considérée comme un facteur de violence contre les droits de la femme. Les femmes, nous nous posons la question si Dieu est plus près des hommes que des femmes*".

Cet échange et l'élaboration du tableau par Jeanne d'Arc et les femmes de Bamako reflètent une profonde réflexion dans un milieu comme le religieux qui, de toute évidence, s'oppose à l'équité et à l'égalité des genres dans la pratique quotidienne. Il y a un rapprochement pour la reconnaissance de la structure patriarcale des églises, des rôles de genre, des interdictions explicites pour les femmes et les relations de pouvoir.

Cependant, les témoignages et les rapports relatifs aux expressions explicites des hommes de l'entourage, des enseignants et des directeurs des écoles, ne sont pas ouvertement questionnés mais présentés plutôt comme une sorte de contemplation ou constatation inévitable, comme une sorte d'impuissance face à un fait qui ne peut pas être modifié: « *...ce sont eux qui donnent la vie à la tradition et la culture* », dit Jeanne d'Arc dans son rapport. Ce n'est pas étonnant : toutes les sources d'information secondaires auxquelles nous avons fait appel font allusion aux difficultés réelles, au grand défi qui suppose pour le Mali l'application de la loi, à la situation normative et au pouvoir patriarcal toujours en vigueur.

3.3.3.6 Les droits des femmes

Outre le rapport avec les Droits humains en général, le travail sur les droits économiques, sociaux et culturels est directement lié aux discriminations, en mettant l'accent sur le droit au travail et à l'éducation.

Esther, facilitatrice de El Alto, plonge sur le sujet des nécessités pratiques des femmes : « *la femme est plus proche des besoins immédiats et, sous pression de ses enfants, elle fait des efforts extrêmes pour couvrir les besoins de base de son foyer: la nourriture, les vêtements et l'éducation* ». Esther détaille des réflexions collectives à propos du droit à la propriété et son lien avec l'autonomie, la possibilité de prendre des décisions par elles-mêmes, les obligations liées au mariage: "*avec le mariage l'homme gagne la possibilité d'avoir des enfants, d'avoir*

une épouse, une terre et d'être l'autorité..., la femme perd le nom de famille maternel, elle gagne des enfants, parfois elle gagne des terres mais la grande majorité perd des terres". En ce qui concerne le droit à la récréation : « Les femmes ne comptent que sur très peu de temps pour des activités de l'ordre psycho-social, culturel ou loisirs ; elles n'ont pas de temps libre, leur temps libre comprend faire la lessive et nettoyer la maison ».

Les sujets liés à la liberté de décision et à l'autonomie, comme celui du libre arbitre – lié aux libertés non seulement collectives mais individuelles – s'abordent dans toutes les villes, dans des conversations traitant des mariages forcés, produit des arrangements entre familles. A El Alto, un nouvel élément d'étude est la relation entre ces mariages forcés et les droits sexuels et reproductifs, produits des relations sexuelles consentantes ou, dans la plupart des cas, produits des viols. Le fait de pouvoir en parler, seulement à El Alto, est le résultat d'une série de séances relatives aux sujets spécifiques de sexualité. Au fur et à mesure qu'on approfondit dans ces sujets, les femmes les assument de façon plus naturelle, avec plus de calme.

Le degré de liberté atteint dans les conversations et les témoignages en matière de sexualité des femmes est un événement marquant pour FDM : *« Vous savez, la dernière fois je vous ai raconté [elle fait une pause et respire profondément], j'ai été violée par mon oncle quand j'avais [elle hésite], je ne me rappelle pas très bien, peut être 8 ans. Quelques années après il m'a demandé pardon, mais je ne peux pas oublier... »*, dit Elena. Leandra raconte: *"j'avais 26 ans, un collègue de travail par la force...ils m'ont fait me marier, la famille ne te pardonne pas"*.

De cette façon on construit les liens entre le pouvoir, la violence, les droits sexuels et reproductifs, la santé, les discriminations, dans l'analyse du genre. Les femmes élaborent peu à peu cet ensemble de notions dont elles comprennent les implications et se rapprochent des causes. Des processus de ce genre mènent peu à peu à la construction des êtres plus autonomes à travers la parole, la reconnaissance dans le milieu collectif et l'identification en tant que femmes à partir de leur identité en tant qu'indigènes aymaras.

On casse également le silence imposé par la société autour de ces sujets, dit Karina à El Alto: *"la grande majorité des femmes dit avoir être forcé, violé lors de leur première relation sexuelle coïtale, que ce soit par leur amoureux, leur voisin, un paysan, un inconnu ou dans bien de cas par une personne de leur famille"*. Karina signale que d'autres femmes à El Alto disent *"avoir eu leur premier relation sexuelle parce qu'elles étaient amoureuses, déçues de*

relations précédentes, parce qu'elles voulaient fuir les responsabilités, aller à des fêtes ou à cause des accords entre familles ».

On arrive même à discuter sur le droit de jouir pleinement de son corps et de la sexualité, des sujets controversés et déstabilisants. Esther dit qu'« *on donne une valeur positive à ça car cela pourrait entraîner des changements d'attitude, la possibilité d'apprendre, d'apprendre à nouveau et d'effacer ce qu'on avait appris et de surmonter les préjugés* ». Esther a planifié son travail professionnel sur les droits sexuels et reproductifs, les conversations relatives aux relations matrimoniales, les visions et cosmovisions du processus de la conception, gestation et accouchement du point de vue des dimensions biologique, psychologique et sociale : avortement, contrôle de la natalité, maternité et travail, soins en matière de santé, en guidant toujours les femmes vers les visites périodiques à des professionnels de tous les sujets traités.

Il faudrait souligner qu'au cours des diagnostics FDM les droits sexuels et reproductifs ont été un sujet tabou. On avait déjà fait mention lors de la 1^{ère} réunion du comité de capitalisation de l'Étude Préliminaire et Participative⁴¹ au fait qu'on ne réussit pas à faire disparaître l'idée de « *la honte qui salit l'esprit de la femme lorsqu'on parle de sexe* ».

Dans l'étude, l'analyse approfondie est abordée de manière différente dans chaque ville à cause des différences régionales et culturelles, des difficultés pour travailler sur ce sujet et des ressources : Jeanne d'Arc se concentre sur des thématiques telles que la polygamie, le mariage forcé, les grossesses précoces ; elle dévoile les difficultés et les désavantages auxquels les femmes doivent faire face, tels que le sophisme suivant : « *Grâce à la convention sur les droits des enfants la grossesse précoce n'est plus rejetée, mais la femme enceinte de ce type de grossesses peut, sous la pression sociale ou l'humiliation, abandonner ses études* ». Lors des visites dans les écoles on aborde le sujet de la fréquence des grossesses précoces et les conséquences presque inexistantes pour les hommes : « *Dans les écoles nous trouvons également des pères précoces qui continuent librement leurs études sans subvenir aux besoins de la grossesse ou de l'enfant. Pourquoi c'est la fille, et non pas le garçon, qui est responsable de la situation?* » (Aissatou, Bamako)

⁴¹ Maroc, Ouarzazate 2010

A Bamako, Jeanne d’Arc exprime des conclusions collectives : « *Si on élargit cette réflexion en la faisant arriver à la plupart des hommes de la commune, nous ne sommes pas sûres d’obtenir de meilleurs résultats. Dans la plupart des cas la femme est toujours un être inférieur qu’il faut élever d’une manière différente du garçon pour lui apprendre à gérer son rôle de future mère. L’égalité des droits et de responsabilités, et la chance, ne sourient pas encore aux femmes de notre commune* ».

Il n’y a aucun doute que le travail relatif aux droits sexuels et reproductifs implique la connaissance et l’appropriation par les facilitatrices, ainsi que des programmes visant les besoins et les particularités de chaque ville. (Voir les recommandations).

3.3.3.7 Violences de genre

Les facilitatrices approfondissent ce qui a été mis en évidence et travaillé pendant les diagnostics.

A Bamako, Jeanne d’Arc accompagne un groupe de femmes d’une association qui n’a jamais été sensibilisée ni formée sur la thématique du genre : elle organise des journées de travail et recueille les conclusions des femmes participantes en matière de violence de genre. Le même exercice est réalisé avec les femmes participantes à l’étude et au projet Femmes du Monde, accompagnées toute l’année par le centre DJOLIBA. Un bilan comparatif peut être ainsi présenté:

| <p>Les femmes non accompagnées dans un processus de genre. Association “YEELLEN-la lumière”.</p> <p>Quelles sont les violences contre les femmes?</p> | <p>Les femmes accompagnées par le Centre DJOLIBA</p> <p>Quelles sont les violences contre les femmes?</p> |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Déscolarisation • Mariage précoce • Polygamie • Impossibilité d’accéder à un travail rémunéré • Inaccessibilité à la prise de décision | <p>* Le travail invisible de la femme (tâches domestiques non rémunérées ni reconnues comme le travail des hommes. Les femmes elles-mêmes ne reconnaissent pas le travail effectué)</p> <p>*La femme prenant en charge, seule, les enfants (abandon du père)</p> <p>*La polygamie (maltraitance des co-épouses, traitement inégal)</p> <p>*La dépréciation du mari (le mari en parlant pas à son épouse)</p> |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> *La non-participation à la prise de décision *La différence de traitement des filles et des garçons *Le mariage forcé ou précoce *Le mariage illégal (ainsi, il est beaucoup plus facile de se débarrasser de la femme quand l'homme se fatigue d'elle) *Le divorce sans le consentement de la femme *Les décisions imposées par le mari et la famille * Le non-respect et le nonaccès aux droits sexuels et reproductifs (grossesses non souhaitées par les femmes, viols, difficultés dans l'expression des sentiments, souffrance des femmes stériles...) *L'utilisation de l'argent de la femme pour le mariage avec la co-épouse *L'interdiction par le mari de faire partie d'une association *L'imposition des interdictions dictées par le mari *Le manque de liberté dans le choix vestimentaire ou l'imposition du voile *Les insultes *Les châtimts physiques (femmes maltraitées) *L'excision (mutilation génitale féminine) |
|--|---|

Jeanne d'Arc met ainsi en évidence la capacité d'expression développée par les femmes venant au centre. Fatou, l'une d'entre elles, explique : « ...*dans les processus de formation et de sensibilisation que nous recevons au centre DJOLIBA, nous prenons conscience que notre vie de femme est remplie de violences, sachant que dans notre société il est difficile de le comprendre.* »

Il a aussi été demandé aux femmes, dans cette étude, à qui s'adressent les femmes victimes de violence. A Dialakorodji, du fait de l'absence d'entités étatiques en charge de la problématique des inégalités entre les femmes et les hommes, d'organismes publics qui défendent les droits des citoyens ou encore qui prennent en charge judiciairement les situations de violence, les femmes se tournent vers :

- les « intermédiaires » des mariages
- les ami-e-s (du mari ou de la femme)

- les parents
- la police
- la mairie

Jeanne d'Arc ajoute : *« Durant l'exercice d'identification des institutions vers qui s'orienter dans cette étude, nous avons choisi d'aller au poste de la garde civile pour demander quelles aides sont proposées aux femmes en cas de violence et si les femmes recourent à ce service. Le chef du poste de la garde civile a exprimé sa surprise du changement de comportement des femmes de la commune. Il n'a pas pu nous donner de statistiques mais il nous a affirmé que le poste enregistrait au moins une femme victime de violences par mois. »*

Aussi, elles ont pu en savoir plus sur le dispositif en place : *« Pendant l'enregistrement de la plainte, les agents de sécurité sensibilisent la femme pour qu'elle se tranquillise aux vues des coutumes sociales ». « Parfois ils réussissent, si non, ils convoquent l'autre partie. Dans certains cas, les deux parties gèrent leur problème amicalement. Rarement, les deux parties reviennent au poste pour contester. »* Dans le rapport, Jeanne d'Arc ajoute : *« L'agent se dit satisfait du changement notable des femmes. Ce courage de pouvoir révéler les malentendus qui touchent à la sécurité des personnes a amélioré l'application des droits des femmes et a conduit certains conjoints à respecter la femme. »*

En parallèle de la perception de l'homme de la garde civile et du constat d'*« au moins une femme souffrant de violence par mois »*, les témoignages des femmes participantes à l'étude parlent d'eux-mêmes :

- *« Nous pouvons supporter ce que nous pouvons supporter, mais pas les menaces de mort. J'ai abandonné mon mari parce qu'il me disait toujours : « un jour je vais te tuer ». (Fatou)*
- *« En 2010, une femme est morte sous les coups de son mari et ceci est resté un secret de famille. Ce fut l'une des épouses par peur d'être un jour elle aussi assassinée qui l'a raconté à l'une de ses amies. » (Aïssatou)*
- *« Nous ne parlons pas de viol dans le couple, mais beaucoup de femmes sont victimes vu que leur mari le fait sans leur consentement ; en cas d'opposition, il en vient à la*

violence physique et pourtant tout le monde dira que la femme a tort et qu'elle doit accomplir son devoir. » (Fatima)

- *« Il y a beaucoup de femmes qui se font frapper pour rien, tout comme les enfants. » (Adja)*
- *« Des insultes graves se succèdent à l'encontre de la femme et de ses parents, ce qui peut entraîner le divorce, mais la majorité des femmes ne se séparent pas à cause des enfants. » (Awa)*

Ces témoignages se réfèrent principalement à la violence physique la plus visible, alors qu'il existe aussi d'autres formes de violence *« dont les femmes n'ont pas conscience »* selon Jeanne d'Arc, la facilitatrice, parce qu'*« elles font partie de la vie quotidienne »* :

- *« Les femmes qui ne tombent pas enceinte doivent effectuer des danses avec beaucoup de gestes et de mouvements pour susciter la fécondité, on leur fait porter des colliers de coquillages et d'autres choses parce que beaucoup pensent que l'unique partenaire qui peut être stérile est la femme. » (Jeanne d'Arc)*
- *« Dans la majorité des cas, le mari renvoie son épouse à la maison de ses parents et prend une autre femme, mais si c'est l'homme qui est stérile, la femme ne peut pas prendre un second mari. » (Fátima)*
- *« Souvent, c'est la belle-mère ou la sœur du mari qui attaque la femme stérile avec des insultes telles que « A quoi sers-tu ? Tu fatigues mon fils (ou mon frère) pour rien. Tu lui gaspilles tout son argent et après...pas de résultat ! Où est le fils que tu dois lui donner ? Tu ne sers à rien. » Une femme court ainsi le risque de tomber rapidement dans la prostitution. » (Aïssatou)*
- *« Quelques femmes aussi sont renvoyées à la maison de leurs parents suite à la mort de leur mari, et la famille les accuse de l'avoir tué et il est dit à la femme : « en revenant tu rapportes seulement la malchance ici. », « Ah ! Si notre fils nous avait écoutés, il ne serait pas mort aujourd'hui. » (Adja)*
- *« Parfois, la veuve doit se laver obligatoirement avec l'eau qui a servi pour laver le défunt mari avant l'enterrement. Elle doit aussi s'allonger sur le sol, bouche à terre jusqu'à l'enterrement du mari. Chaque matin, à l'aurore, on l'asperge d'eau, ensuite on l'enduit de boue, elle, se retourne sur le sol et doit ensuite s'offrir à l'un des frères*

du défunt et si elle refuse elle sera accusée d'être une sorcière. » (Fatou)

- *« Les veuves et leurs enfants sont souvent dépouillés de tous leurs biens par la famille du défunt. » (Awa)*
- *« Quelques femmes sont appréciées par la famille du défunt pour avoir donné le jour à des garçons plutôt qu'à des filles. » (Awa)*
- *« Certaines belles-mères font tout pour que leur fils et leur épouse se séparent en mentant si nécessaire. Et la belle-fille finit par abandonner son mari même lorsqu'ils s'aiment. D'autres belles-mères jalouses réveillent leur belle-fille très tôt sous le prétexte qu'elles doivent préparer à manger, seulement pour empêcher toute intimité possible. » (Fatima)*
- *« Nous avons été victimes de violence sans en avoir conscience à cause de l'éducation que nous ont donné nos parents, qui disent que la femme doit tout supporter et tout accepter de son mari afin que les enfants ne soient pas « malheureux ». » (Adja)*

Il faut préciser que le Mali est l'un des pays du monde avec le taux le plus élevé de mutilation génitale féminine⁴², l'une des violences les plus graves faites aux femmes. Ce pays détient le plus grand nombre de recommandations des Nations Unies à ce sujet, bien que dans l'étude ce soit un fait à peine mentionné. Déjà dans le cadre du projet Femmes du Monde 2009, Jeanne d'Arc, la facilitatrice, a fait figurer dans son rapport : *« La pratique de l'excision est très répandue sur cette partie du territoire, mais cela n'est pas perçu comme une violence pour la jeune fille qui la subit. »*

A El Alto, les équipes travaillent sur l'identification des violences sur la base d'une typologie et à partir de témoignages de femmes ayant souffert à différentes étapes de leur vie. Il a été constaté, comme l'indique Karina, que *« le type de violence le plus identifié est de la violence physique »*, justifiée par différents types d'arguments : *« la négligence et l'abandon des enfants, la négligence au niveau de la propreté de la maison, la perte de temps avec des amies, ne pas bien servir le mari, la consommation de boissons alcoolisées »*.

Certains témoignages des femmes participant à l'étude parlent aussi d'eux-mêmes :

- *« Jamais je ne vous ai raconté tout ce qui m'est arrivé, vous croyiez que j'étais*

⁴² Examen Périodique Universel, Rapport du Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel, MALI, Eléments de réponse aux cinq recommandations du Groupe de Travail qui doivent être appliquées par le Mali, NNUU, Genève, 2008.

heureuse, mais ce n'est pas vrai (se dirigeant vers ses belles-soeurs), mon mari m'a frappé et m'a jeté de la maison de nombreuses fois, je suis venue vous demander de l'aide mais par peur de lui et des ragots, je suis restée devant la porte, soit je revenais avec lui soit je dormais dans la rue. Cela m'est arrivé même lorsque j'étais enceinte...j'ai dû supporter humiliations et coups. » (Antonia)

- *« Mon papa est policier, il était très stricte, il aimait la discipline, nous ne pouvions pas sortir de la maison, nous n'en avons jamais parlé avec mon père...il frappait ma mère, nous aussi lorsque nous ne respectons pas les règles de la maison...peut-être que c'est pour cela que je suis comme je suis, cela me coûte beaucoup d'en parler avec des personnes, je suis très timide, au moins je peux parler ici, cela m'affecte beaucoup, c'est comme un traumatisme... » (Marta)*
- *« Je suis orpheline, j'ai vécu avec mes oncles, ils étaient très méchants, ils me faisaient travailler toute la journée sans repos, ils me criaient dessus et me frappaient si je ne faisais pas bien...je me suis mariée très jeune...et maintenant j'ai deux petits garçons, j'ai très peur, à peine il lève la voix [mon époux], que je tremble et me mets à pleurer...il boit beaucoup et parfois me frappe quand je ne fais pas les choses bien, mais en général il est bon et il me traite bien... » (Joana)*

Dans leur analyse sur le thème, les femmes et les facilitatrices d'El Alto expliquent que les environnements de maltraitance contribuent à la naturalisation des violences et à sa reproduction : *« Un grand nombre d'hommes agresseurs viennent de milieux où ils ont été victimes de violence ou ils ont observé la violence du père envers leur mère passive, se convertissant ainsi en maltraiteurs « naturels ».* » (Esther, facilitatrice)

A El Alto, comme il l'a déjà été indiqué, les avancées ont été grandes au niveau des normes et des politiques publiques en général, tout comme au niveau des mécanismes de protection des femmes. Cependant comme dans la majorité des cas, seule une transformation importante de la culture peut conduire à éradiquer les pratiques de violence contre les femmes : les statistiques montrent que 7 femmes sur 10 souffrent d'un type de violence quel qu'il soit.

3.3.3.8 "Empowerment"

Le thème du pouvoir est transversal à toute l'étude. A Belleville, le concept d'"empowerment" est un terme "confus pour les femmes". Les facilitatrices tentent de le définir par des phrases simples et didactiques. Au sujet de l'"empowerment", Karine de Paris rapporte que *"...les femmes rappellent souvent leurs difficultés linguistiques et sous-estiment trop leur niveau. Pour elles, l'apprentissage de la langue est un objectif primordial dans leur vie de femme et démontrent beaucoup de courage et de volonté pour progresser, mais elles voient davantage leurs lacunes comme un frein, un obstacle pour l'accomplissement de certaines choses à réaliser en dehors de leur foyer..."*

En effet, l'"empowerment" individuel constitue l'une des plus importantes bases du travail sur le genre et souligne le caractère prioritaire du renforcement de l'autoestime, de la confiance en soi et de la capacité à faire ses propres choix de vie.

Le processus d'enquête participative est en relation directe avec l'"empowerment" : les femmes arrêtent d'être des "sujets d'étude" pour se convertir en actrices de leurs découvertes individuelles dans des scénarios collectifs. L'"empowerment" n'est pas un acte, mais un processus dans lequel est engagé le projet Femmes du Monde, à travers la recherche d'autonomies, de prises de conscience, d'autodétermination, de prises de décision dans sa propre vie, de transformation sociale et culturelle, individuelle et collective.

Esther, à El Alto, cherche à approfondir l'étude préliminaire et participative et se questionne sur comment avancer sur le champ de l'"empowerment" : *"...elles sont très travailleuses, elles dédient leur temps uniquement au travail de la maison et au travail de l'association, laissant de côté d'autres aspects qui sont tout aussi importants : aller chez le médecin, sortir et se balader avec les enfants, dédier du temps aux études, etc. Elles valorisent leur travail, elles savent que son apport est important pour la famille, toutefois, elles disent que leur époux, et, parfois leurs enfants, ne valorisent pas leurs efforts. Pour autant, le peu ou l'absence d'appui de la famille est une limite au renforcement de l'autoestime. Elles sentent qu'être femmes et mères, qu'être migrantes et timides, sont des poids qui rendent plus difficile leur accomplissement en tant que femme. Et bien que certaines montrent des attitudes de résignation et d'acceptation de leur situation actuelle, d'autres déclarent qu'il est possible de changer."* Karine à Belleville décèle une stratégie d'"empowerment" chez les femmes dans leur envie de *"montrer aux hommes ce qu'elles font, en manifestant le désir de favoriser un espace-temps mixte, avec des hommes et des femmes, dans un but d'améliorer les relations*

entre les deux sexes.” Durant le processus, les femmes expriment qu’elles veulent “*démontrer aux hommes l’importance de leur travail ainsi que leur valeur dans la société*”. Ce serait ainsi démontrer que leur rôle, invisible et sous-valorisé, est important pour la famille et la société.

A El Alto, des histoires de vie sont recueillies, chargées de conflits, d’épisodes de violence physique, psychologique, symbolique, de luttes quotidiennes, d’épanouissement personnel, d’efforts et de surpassements, de rencontres solidaires avec d’autres femmes, ainsi l’appartenance à des groupes donne du sens à leur combat quotidien. Les femmes font elles-mêmes, individuellement, la liste de leurs forces et de leurs faiblesses, avant de les partager avec les autres. Les femmes sont fières de montrer le positif qu’elles voient chez elles et elles apprennent par ailleurs à regarder leurs faiblesses comme des défis à surmonter, en cherchant entre elles toutes les solutions possibles, collectivement, pour chaque situation personnelle. Comme le précise Esther, ce sont des moments motivants et appréciables pour les femmes, qui “*...racontent des anecdotes de leur enfance, la vie qu’elles ont connu à la campagne, la majorité sourient en se remémorant des moments agréables avec la famille et des amis, pendant les semences, avec les animaux*”. Les femmes discutent lors des ateliers ce qui finit par créer “*des confiances, des empathies, des solidarités, elles s’écoutent avec attention et respect.*”

Les femmes réfléchissent individuellement et collectivement sur les relations et les rôles de genre, sur l’égalité, l’inégalité, les représentations: “*jamais auparavant elles n’avaient questionné les coutumes, elles pensent qu’il est nécessaire de changer mais elles sont conscientes que c’est une tâche très difficile* (Esther). “*Chacune doit prendre des décisions non seulement dans la maison mais aussi dans la communauté.*” (Graciela, facilitatrice en Colombie), “*il doit y avoir un équilibre dans les rôles*”, “*les femmes doivent être plus informées, et partager plus entre elles...*”; “*il est important de discuter davantage dans le couple...*”.

Karine souligne l’intérêt porté au sein du Centre Social de Belleville pour le travail sur la représentation des femmes et leur insertion dans la sphère publique, ainsi que sur comment

permettre une *“intégration des femmes au niveau de leur participation au Conseil de Quartier, afin qu'elles y soient représentées et que leurs intérêts soient pris en compte.”*

Certaines femmes à Bamako ne sont pas intéressées par le thème de la représentation. De fait, elles considèrent que la politique n'est pas leur force, et pensent qu'*“il faut d'abord se défaire de la violence à la maison avant de passer à la vie publique”* (Adja). Jeanne d'Arc explique : *“elles pensent qu'elles n'ont pas les compétences nécessaires. Les cours de formation qu'elles ont suivis jusqu'à maintenant sur le thème les préparent à participer aux élections, mais elles disent ne pas être préparées à être élues.”*

Dans le cadre de l'étude, les femmes rendent visite à Awa, la seule femme conseillère municipale, et recueillent son histoire : *“Je suis la seule femme parmi 17 hommes, mais ils ne me laissent pas agir. Tout ce qu'ils font je peux le faire aussi et je le fais. Mais je reconnais que j'ai beaucoup de problèmes avec eux.”* Aux questions des femmes, la conseillère répond : *“En général, les hommes ne considèrent pas la femme, surtout les conseillères municipales comme je le suis. Bien que je sois la deuxième adjointe du maire, ils ont l'habitude de prendre des décisions sans me consulter ou même m'informer. Je suscite leur attention mais cela ne sert à rien, alors que c'est mon deuxième mandat. Quand nous nous réunissons, je m'assois et dois leur demander qu'ils me disent de quoi ils parlent. Jusqu'à ce qu'ils me disent de quoi il s'agit, la réunion ne peut continuer parce que je ne m'arrête pas de me plaindre. Ils me font des excuses, me promettent que cela changera, mais c'est toujours la même chose. Moi, je persévère.”*

“Pourtant pendant les réunions, mes idées sont généralement prises en compte parce que je ne dis pas n'importe quoi. Je m'impose grâce à mes connaissances et à ma méthode. Ils m'écoutent, alors que je les gêne beaucoup parce que je dis ce qu'il y a à faire pour la promotion de la municipalité. Je sais que bien qu'ils me traitent mal, je continue grâce à la capacité d'autocontrôle dont je dispose. Souvent, ils me disent “Awa, continuons, ce que tu dis est trop insignifiant.”, mais je garde la tête froide et je parle jusqu'à la fin de la réunion.”

Les femmes de Dialakorodji questionnent Awa sur le rôle que joue son mari dans les travaux domestiques et les obligations familiales : *“ Pour réussir à être femme, épouse, mère et conseillère municipale, j'ai eu besoin de beaucoup de courage, de persévérance et de crédibilité envers mon mari et la population de mon secteur. Mon mari m'a beaucoup aidé et me soutient moralement. C'est lui qui s'occupe des enfants quand je vais à des réunions le*

soir. Ma mari l'a compris et n'a pas écouté les mauvaises langues qui ont parlé sur moi. Cela renforce la confiance entre nous et je partage avec lui tous mes problèmes, c'est lui qui m'encourage."

Et elle encourage une progression de la représentation des femmes de Dialakorodji : *"Je désire qu'au mandat prochain il y ait plus de femmes. Pourquoi pas cinq ?"* Les femmes s'intéressent aussi à l'éducation de genre que la conseillère donne à ses enfants, mais c'est une grande surprise face à la réponse : *"Les garçons et les filles en peuvent pas être égaux. Les filles travaillent à la maison après l'école et les garçons s'occupent des activités "masculines". Les filles doivent plus être contrôlées que les garçons"*.

Durant l'atelier de réflexion suivant la visite, les femmes et la facilitatrice échangent et concluent : *"Nous avons compris que pour elle, les rôles sont bien séparés et qu'elle maintient les différences de genre alors que nous avons jugé son combat féministe au départ. Aussi, ce qui a retenu notre attention est le temps de formation des filles qui travaillent deux fois plus que les hommes et qui courent le risque de trop se fatiguer pour les études en comparaison avec les garçons qui sont plus libres et plus prédisposés aux études."*

3.3.3.9 Les hommes décrivent leurs postures de genre

Cette étude permet de travailler avec les hommes de l'entourage des participantes. Jeanne d'Arc et les femmes de Bamako décident d'étendre l'étude aux hommes qui détiennent du pouvoir dans la sphère publique. Les femmes des 3 villes ont vécu avec leurs pères, frères, fils, époux, beaux-frères, et autres parents. Elles se souviennent de leurs actions et de leurs pratiques en ce qui concerne les relations de genre et l'exercice de leur pouvoir, mais elles n'ont jamais eu l'occasion de parler avec eux de ces différents aspects.

Dans certaines villes, les époux ont déjà exprimé leur gêne face à la participation des femmes dans des espaces collectifs de réflexion et de genre : ils se sont sentis mal à l'aise, méfiants, suspicieux, et dans le meilleur des cas, curieux. L'étude révèle un sentiment d'exclusion et de gêne face à leur incapacité de connaître ou de contrôler les conversations auxquelles ils participent.

Le dialogue est d'abord préparé avec les hommes et l'on débat à propos de la façon de l'aborder. On craint un éventuel manque de sincérité et que l'on prévoie des réponses

« politiquement correctes » ; de même, l'on s'inquiète de la réaction des femmes face aux réponses de leurs époux, voire celles de leurs fils. À El Alto, des sorties sur le terrain, en compagnie des époux et des fils, sont prévues afin de créer un environnement familial de promenade, de rencontre sportive et d'échange de genre, qui permet à toutes et à tous les participants de vivre des moments agréables. Les facilitatrices et les femmes ont minutieusement préparé des questions à poser aux hommes concernant leurs comportements et profitent de rencontres calmes, tranquilles et spontanées, correspondant à l'atmosphère qu'elles parviennent à instaurer.

D'après Esther, de El Alto, « *en ce qui concerne les résultats obtenus, dans certains cas, les groupes sont parvenus à fournir une seule réponse, dans d'autres, ils ont apporté plusieurs réponses à une même question. À la question "qu'aimez-vous dans le fait d'être un homme", leurs réponses renvoient parfois au pouvoir. Ils apprécient la façon dont ils fréquentent les autres : commander, diriger, donner des ordres, parler sèchement* ». Karina explique qu'en général, les hommes parlent de leur position dans la société, dans laquelle ils jouissent de « *leur autonomie, de leur indépendance, de leur poids dans les relations de production. Sur le plan professionnel et organisationnel, [ils parlent du] fait de travailler, de s'organiser, de la supposée supériorité de leur corps, de leur force et de leur possibilité de s'amuser et de profiter d'une sexualité sans compromis, ainsi que de boire avec des amis* ».

À la question « *quelles sont les choses généralement considérées comme typiquement masculine dont vous ne profitez pas ?* », ils fournissent des réponses similaires aux précédentes, mais en leur apportant une connotation négative : « *commander, être forts, autoritaires et inflexibles ; dominer dans les relations de couples ; se soûler, boire de l'alcool au point de devenir agressifs* ». Certains hommes expriment leur mécontentement face aux attentes que la société entretient à leur égard, aussi bien sur le plan pratique (« *s'y connaître en mécanique, réparer les dégâts, être "touche-à-tout", c'est-à-dire réparer tout ce qui est cassé dans la maison* ») que sur le plan émotionnel (« *leur mode d'expression, leur insensibilité* »).

Pour ce qui est considéré comme « typiquement féminin » et pour ce qu'ils aiment faire, les hommes mentionnent des activités liées aux tâches ménagères : « *ranger la maison, cuisiner, aller au marché, élever leurs enfants, s'en occuper* ».

Les hommes parlent de l'extériorisation de leurs sentiments et de leurs émotions : ils veulent changer, « *être plus affectueux, plus expressifs, montrer de l'affection, pleurer, même en public, pouvoir exprimer ce qu'ils ressentent vis-à-vis de leur foyer et de leurs enfants* ». L'un des époux, Camilo, indique : « *quand j'étais enfant, mon père n'était pas très affectueux avec nous, il ne nous embrassait pas, ne nous serrait pas dans ses bras ; je ne veux pas que mes enfants grandissent de cette façon, c'est pour ça que je suis toujours affectueux avec eux, c'est aussi important que nous, les hommes, nous changions de comportement* ». Les hommes évoquent même leur frustration de ne pas pouvoir ressentir ni exprimer de fragilité en présence des autres. Jaime, un autre époux, explique : « *nous vivons dans une société où la tendresse, l'expression de sentiments de la part des hommes est généralement considérée comme une faiblesse* ».

Dès l'enfance, ils se socialisent en niant leurs besoins d'affection. En société, les hommes se sentent « *obligés* » de se montrer plus durs, tandis que chez eux, ils peuvent se permettre d'être plus tendres.

L'exercice permet d'observer les représentations et les stéréotypes de genre, ce que l'on considère « *typiquement masculin* ». On parle de l'exercice du pouvoir dans ses aspects les moins démocratiques et du pouvoir qu'ils tirent du fait d'être la source de revenus et les « *fournisseurs* ». Certaines habiletés concernant l'utilisation de technologies sont associées aux activités et aux caractéristiques masculines. Par ailleurs, pour la majorité des participants, les liens affectifs ont plus à voir avec la conquête sexuelle qu'avec les sentiments. En fait, l'expression des sentiments est une « *liberté* » davantage accordée aux femmes qu'aux hommes. D'une certaine façon, ces derniers se remettent en question et reconnaissent que leurs représentations de ce qui est masculin et de ce qui est féminin constituent une limite au développement personnel.

Esther écrit dans son journal de bord : « *Nous avons commencé à débattre à propos des cadres qui en découlent ; nous avons soumis la question aux hommes et certains d'entre eux ont considéré qu'il n'y a pas de différences entre les hommes et les femmes, hormis les différences biologiques (enfanter et allaiter) ; d'autres, au contraire, ont affirmé que les différences vont du domaine physiologique au psychologique, en passant par la dimension culturelle, l'apprentissage de ce qui doit ou ne doit pas être fait, ce que l'on doit ressentir ou être en fonction de notre sexe. D'autres hommes pensent qu'il existe plutôt une sorte*

d'intersection entre la nature et la culture qui a défini les façons d'être, de ressentir ou d'agir des hommes et des femmes dans la société ; néanmoins, ce que l'on considère « typiquement masculin » peut varier selon les couches sociales et les niveaux culturels des gens, ainsi qu'en fonction des époques [conditions historiques] et des sociétés ».

Les hommes reconnaissent que les activités des hommes et des femmes ont progressivement changé dans la société et qu'aujourd'hui, on ne peut pas dire que leurs rôles soient très fixes : dans la conjoncture actuelle, les hommes, tout comme les femmes, travaillent et subviennent aux besoins de leur foyer; certains hommes restent même chez eux car ils n'ont pas d'emploi, tandis que les femmes travaillent. Comme l'explique Sergio, « *nos épouses, qui travaillent et participent au financement du foyer, en sont un bon exemple* ».

Les sorties avec les époux et les enfants créent une atmosphère agréable dans les maisons. Les femmes réfléchissent au travail des hommes. Elena indique: « *souvent, ce sont nous, les femmes, qui contribuons au développement de ces stéréotypes, à cause de la façon dont nous sommes élevées et de l'éducation que nous recevons enfants, et que souvent, inconsciemment, nous transmettons à nos fils et à nos filles* ». Toutes les femmes considèrent intéressant l'aspect des liens affectifs et les désirs de changement émis par les hommes, tels que le souhait de pouvoir exprimer leurs sentiments plus librement, et reconnaissent que, paradoxalement, cela est considéré comme un signe de faiblesse. Sur le plan économique, elles reconnaissent que leur travail est complémentaire à celui des hommes, qui restent la principale source de revenus. Toutes les femmes ont souligné l'importance de connaître le point de vue des hommes.

À Belleville, le groupe de femmes décide de travailler avec des pères de familles au sujet de l'éducation donnée aux fils et aux filles dans la vie familiale. Ils considèrent que le changement des mentalités et des comportements est principalement dû à l'éducation. Le travail avec les hommes, qui repose sur des entretiens, est rendu difficile par le manque de disponibilité de certains hommes. Karine a ressenti une certaine réserve de la part de nombreuses femmes du groupe qui pensent que les hommes se braqueront à cause de l'utilisation de la langue française.

Karine lance la conversation avec les hommes en posant des questions concernant l'éducation donnée aux hommes et aux femmes dans les foyers, auparavant et de nos jours : « *Nous voulons élargir le cercle éducatif en tenant compte du genre, ce qui est considéré par*

certaines personnes comme une nouvelle technique d'éducation contraire à nos traditions ». Durant ses interventions, Pierre confirme à quel point les rôles de genre sont ancrés dans les familles : *« dans les familles où il n'y a pas de filles, les garçons accomplissent toutes les tâches ménagères sans problème. La plupart du temps, c'est à cause des membres de la famille ou des voisins que ces garçons refusent plus tard d'effectuer " le travail des filles " ; d'autres continuent à participer jusqu'au mariage, avant de se plier à nouveau aux traditions ».*

Un autre père de famille, Philippe, explique que dans l'éducation de ses enfants, *« on ne fait pas de distinction entre les garçons et les filles pour assigner les tâches ménagères : ils doivent tous les faire chacun à leur tour pour que personne ne soit lésé ».* De son côté, Michel déclare qu'il s'occupe des garçons et leur mère s'occupe des filles, mais il reconnaît que son *« épouse, qui ne répartit pas le travail en fonction du sexe, a facilement accepté que l'un de ses fils aille étudier à l'étranger, car il était déjà habitué à faire les tâches des femmes ».*

Michel déclare que pour lui, il est facile de *« respecter les genres »*, dans sa famille, car lorsqu'il était jeune, il *« aidai[t] sa mère dans les tâches ménagères ».* Pour montrer qu'il défend l'égalité des sexes, il fait remarquer que dans sa famille, *« les garçons et les filles aident leur mère ; comme ça ils ont tous le temps d'apprendre leurs leçons ou de faire leurs exercices. Pendant les vacances, chacun est libre d'apprendre un métier autre que ceux qui sont enseignés à l'école et à la maison. Les filles sont dans la cuisine avec leur mère et les garçons sont apprentis, mécaniciens, charpentier ou autre chose, mais avant d'aller au centre, ils font ce qu'ils ont à faire à la maison ».* Il ajoute qu'il fait *« plus d'efforts pour répondre aux besoins de ses filles parce qu'un garçon qui tourne mal est plus facile à remettre sur le droit chemin qu'une fille ».* Selon lui, *« la femme est la base de l'éducation des enfants ; tout peut changer si les femmes prennent vraiment conscience de la situation, étant donné qu'une femme bien élevée transmettra son éducation à son mari, à ses enfants, et à toute la famille ».*

Abdelkarim, chef de famille, ne veut pas de fille *« car elles sont plus difficile à éduquer que les garçons »*, mais Pierre considère qu'il *« n'y a pas de différence entre l'éducation d'une fille et celle d'un garçon. Dans les deux cas, les parents ont les mêmes responsabilités ».*

À Belleville, les hommes parlent des droits, leur histoire et leur évolution, et déclarent que les hommes et les femmes bénéficient des mêmes droits. Au fur et à mesure que les discussions

se poursuivent, ils s'accordent sur le fait qu'il existe des droits spécifiques aux femmes : les droits sexuels et reproductifs.

De même, ils reconnaissent que les droits sont rarement respectés. Michel indique que « *oui, selon la loi, les droits sont applicables sans distinction de sexe ou de race. Dans la réalité, il peut arriver qu'il y ait des inégalités, au niveau du salaire ou des conditions de travail par exemple, ce qui va à l'encontre des droits humains* ». Il s'inquiète du rôle de la société civile en ce qui concerne ces derniers : « *les droits existent en théorie mais ils ne sont pas appliqués et nous ne nous sommes pas mobilisés pour que les textes soient respectés. Aujourd'hui, il faut être attentifs car il y a un risque de régression* ».

Divers éléments concernant les droits inquiètent les hommes : les droits du travail, le fait que les salaires diffèrent pour un travail égal. Cependant, sur ce point, ils manifestent des avis différents : tous considèrent que les salaires doivent être égaux si le travail accompli est identique, bien que Philippe considère que « *ça dépend du patron et du salarié ; ça dépend du contrat* ». En fait, il justifie cette inégalité : « *les femmes ne sont jamais autant qualifiées* » explique-t-il. Il ajoute qu'il est compréhensible que « *les hommes soient payés davantage car ils ont besoin de plus d'argent pour couvrir leurs dépenses, pour jouer, faire du sport* ».

Pierre, quant à lui, parle de la dépendance financière : « *les inégalités de salaires rendent les femmes prisonnières de leur foyer. Elles savent que si elles divorcent et s'en vont, elles n'auront pas de revenus pour entretenir leur famille. Les choses doivent changer* ». Il affirme que, bien que sur le plan professionnel il ne devrait pas y avoir d'inégalités, « *sur le plan de la citoyenneté, les femmes ne devraient pas être victimes de violences* ». Tous les hommes jugent les violences de genre inacceptables, en particulier les viols, et considèrent qu'il faut les dénoncer, les combattre et y sensibiliser les gens.

La mutilation génitale féminine, très répandue en Afrique, constitue l'un des points forts de l'échange. Pour Michel, c'est « *une tradition sauvage et barbare* » et, bien que cette pratique le scandalise, il finit par la justifier : « *n'oublions pas que dans ces sociétés, c'est ce qui rend une femme mûre ; la mutilation permet aux jeunes femmes d'être perçues comme des femmes par les autres* ». Il considère que c'est également pour cela qu'il « *est très difficile de s'en mêler. Derrière cette pratique il y a une réalité sociale qu'il faut combattre, mais de la bonne façon, parce que nous ne pouvons pas la combattre en déstructurant la société ou en courant le risque de la déstructurer* ».

Pierre condamne fermement le viol : il était à Haïti durant le séisme et raconte que « *quand elles sortaient dans la rue, les jeunes haïtiennes, étaient constamment agressées. Les femmes sont violées impunément. Les fillettes étaient violées en sortant de la douche et personne ne faisait ou ne disait quoi que ce soit* ». Il ajoute « *[qu'] aujourd'hui, les femmes parlent. Il y a quelques années, les femmes victimes de viols avaient honte et se sentaient coupables d'avoir été violées. Elles n'allaient jamais porter plainte au commissariat. Quand elles le faisaient, les policiers leurs disaient "écoute, si tu as été violée c'est parce que tu l'as cherché", et on l'entend encore. Toutes ces choses doivent changer en profondeur* ».

Abdelkarim, qui n'a cessé d'affirmer qu'aucun être humain ne peut vivre sans religion, est en désaccord complet avec son interlocutrice, qui est également sa compagne, tout au long de l'échange. Il finit par accepter le viol, en le justifiant. Il indique, au sujet de la garde-robe des femmes, qu'elles « *ne doivent rien montrer. D'après la religion tu ne dois rien montrer, je t'interdis de porter des mini-jupes* ». Il ajoute que les femmes « *ne doivent pas porter de choses provocantes qui donnent de mauvaises idées, mais des vêtements discrets qui couvrent le corps, qui ne soient pas sexy ou provocants. Tu sais que certaines femmes se font violer ; c'est à cause de ça. C'est une bêtise de se promener nue devant tout le monde* ».

En ce qui concerne les relations de genre, l'un des hommes explique que « *les relations entre les hommes et les femmes ont changé dans un cercle réduit de personnes, car dans la majorité (des pays), elles restent identiques : les hommes prennent les décisions et les femmes travaillent à la maison. Les inégalités subsistent. Ce qu'il y a c'est que dans ces sociétés (africaines), les femmes et les jeunes filles ont un problème fondamental : elles doivent aller chercher de l'eau, cela prend 2 heures, elles n'ont pas le temps d'aller à l'école. C'est pareil lorsqu'elles sont adultes, elles n'ont pas de temps pour elles, pour évoluer en tant que femmes. Les hommes ne vont jamais chercher l'eau* ».

Abdelkarim nous confirme que les transformations sont encore loin : « *Les femmes ont le droit d'aller travailler à condition qu'elles aient l'autorisation de leur époux et ne fassent pas d'écarts de conduite. L'Islam autorise la femme à faire toutes sortes de choses, il n'en interdit que quelques unes. [...] Ce n'est pas normal qu'une femme rie aux éclats, elle doit rire discrètement. [...] C'est la religion. Si ta religion implique que tu dois obéir à ton mari, tu obéis* ».

Bien entendu, le thème de l'éducation en matière d'identité et d'équité des genres est introduit dans la discussion. *« Oui, je pense que c'est une question d'éducation, de société. Dans nos sociétés c'est en train de s'améliorer. Il faut continuer. Mes enfants je les élèverai, je ne les frapperai pas. Si la violence saute une génération, on en viendra à bout ; c'est pareil avec les femmes »* déclare Michel. *« J'essaierai de ne pas faire de différences entre mes fils et mes filles. Ce ne sera pas toujours facile. Je sais que j'essaierai, mais j'ai peur de l'école... je n'aimerai pas leur acheter des Barbie, et puis l'école, les amies.... Ce que je veux dire c'est que dans cette société, malgré tous ceux qui jouent un rôle dans l'éducation, au final ce sont les parents qui ont la responsabilité d'inculquer des valeurs à leurs enfants. Il faut faire des efforts d'éducation, la maison c'est la base. Il faut aussi lutter contre la publicité, qui est très influente ».*

Les intervenants ne manquent pas de réfléchir à la façon de travailler sur le thème des droits avec les communautés. Pierre propose de faire *« des campagnes publicitaires, des affiches pour faire connaître les droits, des campagnes de sensibilisation »*. Le travail sur les droits *« doit être collectif, il faut informer, travailler avec des groupes, s'assurer que tout le monde comprenne, transmettre des messages clairs, compris de tous, et vérifier qu'ils sont bien compris. La meilleur façon de sensibiliser c'est d'utiliser des supports simples, organiser des ateliers en petits groupes pour que tout le monde puisse créer des liens, des ateliers d'expression autour du thème, des jeux »*.

Philippe et Michel soulignent la nécessité de se soutenir mutuellement et recommandent le développement de réseaux et de rapports solidaires au sein du mouvement associatif : *« une seule organisation ne peut pas tout savoir. On doit s'appuyer sur d'autres membres »*.

La différence entre les trois villes participant au travail avec les hommes des environs est notoire ; chacune d'elles a révélé les défis à relever pour transformer les relations de genre, en rappelant qu'au Mali, la tâche est encore plus ardue et, comme on le verra dans les recommandations, l'accent devra être mis à Bamako.

L'étude montre l'importance de mettre un terme à la résistance des hommes, de les familiariser au travail réalisé avec les femmes sans établir de « politique de choc », mais en dialoguant tout en adoptant une approche respectueuse et pédagogique, ainsi qu'en défendant constamment les intérêts stratégiques, les droits et l'équité des genres. Cette invitation à

réfléchir faite aux hommes les encourageait également à remettre en question ce qu'ils ont toujours considéré immuable.

IV. Recommandations/pistes de travail pour les deux axes

Pour conclure, une série de recommandations sont faites permettant de guider la suite des processus entrepris sur chaque territoire.

Un premier groupe de recommandations concerne les groupes de femmes qui mènent les processus au niveau de chaque territoire. Un deuxième groupe de recommandations est destiné aux facilitatrices qui accompagnent les groupes de femmes dans la réalisation de leur projet d'économie sociale et solidaire avec perspective de genre. Un troisième groupe est destiné à la coordination internationale du réseau. Et, enfin, un dernier groupe de recommandations est destiné à l'ensemble des acteurs du réseau.

Etant donné que les besoins sont différents sur chaque territoire, au niveau de chaque recommandation sera spécifié à quels territoires elle s'adresse.

4.1 Pour les groupes de femmes sur les trois territoires

Recommandation 1 : Renforcement de capacités (tous les territoires)

La demande en formation est omniprésente, essentiellement chez les équipes boliviennes. Etant donné que les groupes de femmes sont hétérogènes et que les niveaux de compétences et les envies des femmes sont différents, il est important de respecter la notion de bénéfice différencié. Certaines femmes des groupes devront d'abord passer par des cours d'alphabétisation. Malgré ces formations différenciées, il est important de toujours respecter la polyvalence des membres des groupes puisque définie comme un principe de leur projet d'ESS. Il est important de garder à l'esprit l'objectif de renforcement (Empowerment) de l'ensemble du groupe, ce qui demande de porter une attention particulière aux plus vulnérables.

Mécanismes :

- Les facilitatrices doivent identifier les besoins en formation et les demandes en formation qui émanent des groupes des femmes et d'organiser de manière locale des

séances de formation. Ce renforcement de capacité permettra aux groupes de femmes de faire valoir leur travail et se faire respecter.

- Pour les territoires de Paris-Belleville et Bamako les demandes en formations sont : compréhension des terminologies de base d'ESS, techniques de commercialisation, familiarisation avec les outils de comptabilité, amélioration de la qualité des produits, technique d'étude de marché et techniques de gestion.

Recommandation 2: Approfondir les visites sur le terrain, consolider les liens avec les partenaires stratégiques locaux de genre et ESS (Paris-Belleville et Bamako).

Continuer les parcours territoriaux afin d'identifier et d'établir des liens avec les partenaires stratégiques locaux. Les parcours seront plus efficaces s'il y a une participation active des femmes à tous les niveaux : planification, exécution et suivi. De plus, cela contribuera à rompre l'isolement des femmes, à favoriser leur reconnaissance en tant que femmes organisées par les acteurs étatiques et de la société civile. Ainsi qu'à construire des alliances pour la réalisation d'actions communes telles que des campagnes de sensibilisation et plaidoyer (cf. recommandation 4 ci-dessous); cela leur permettra d'identifier quels sont les programmes dont elles peuvent bénéficier et où elles peuvent trouver l'orientation et l'appui si nécessaire.

4.2 Pour les facilitatrices qui accompagnent les processus locaux

Recommandation 3 : Renforcement des capacités (Paris-Belleville et Bamako)

Afin d'assurer l'accompagnement des groupes des femmes dans la réalisation de leur projet d'ESS, les facilitatrices doivent pouvoir compter sur un renforcement de capacité.

Mécanismes :

- Les facilitatrices doivent identifier leurs besoins en formation. Tout en gardant à l'esprit qu'elles ne doivent pas être des expertes en tout et que des partenariats ponctuels avec des acteurs locaux permettraient de répondre à certains besoins des groupes de femmes.

- La coordination internationale devra faire face aux demandes de formation provenant des facilitatrices, soit en organisant les séances formatives soit en identifiant au niveau local les espaces formatifs auxquels elles pourraient faire appel.
- Pour les territoires de Paris-Belleville et de Bamako, il a été identifié un besoin de formation aux concepts de base de l'ESS. Il a souvent été difficile pour les facilitatrices de comprendre le vocabulaire utilisé dans les articles proposés, dans les outils réalisés.
- Pour l'ensemble des territoires, il serait intéressant que les facilitatrices puissent compter sur une formation sur la gestion de conflits. Le constat a été fait que, dans tout projet économique collectif d'ESS ou non, quand le groupe commence à générer des revenus, les conflits apparaissent quand ils ne sont déjà présents.

Recommandation 4 : Approfondir le travail d'appropriation des femmes, en rendant compatible leurs apports en ressources immédiates et les intérêts stratégiques du genre. (Tous les territoires).

La tendance à donner la priorité aux intérêts pratiques des femmes à travers la génération de revenus est compréhensible. Il convient cependant de travailler davantage sur l'ensemble de leurs intérêts stratégiques. Il faudra créer des initiatives qui motivent les femmes, qui leur donnent le sentiment d'appartenance et d'identification, travailler sur la construction de la citoyenneté avec une incursion dans la sphère de la chose publique, travailler également sur la participation et le leadership des femmes tant dans les espaces communautaires, citoyens que politiques. Et ce à trois niveaux : a) dans la formulation du projet b) dans sa planification et suivi fait par les associations locales membres du réseau c) et dans les procédés pédagogiques des facilitatrices.

Mécanismes:

- visiter des institutions qui travaillent spécifiquement sur ces thèmes,
- échanger avec des femmes leaders dans d'autres quartiers de la ville,
- de manière très concrète, Bamako et Belleville devront renforcer les outils méthodologiques travaillés historiquement dans le réseau FDM: dynamiques d'auto apprentissage, autoévaluation, histoires de vie, sur des thèmes aussi travaillés dans le

réseau : identités, discriminations, droits et violence. On pourra approfondir en utilisant le “*théâtre de l’opprimé*” méthodologie apportée au réseau par l’équipe du Brésil et dans la mesure du possible effectuer *des vidéos avec perspective genre*.

De plus, comme nous l’avons vu plus haut dans le texte, les activités économiques des femmes participent au processus d’empowerment mené sur chaque territoire. C’est pourquoi il est indispensable que les projets d’ESS réalisés par les groupes des femmes puissent être traversés par les questions de genre et que toute activité économique puisse être pensée en fonction de sa capacité à transformer les rapports de genre dans lesquels se trouvent les femmes.

La pression des conjoints est un grand défi dont il faudra tenir compte dans les futurs projets. Ceux-ci sont réticents de prime abord, mais, quand ils voient que les femmes, au travers de leurs activités, rapportent de l’argent au foyer, leur comportement change et ils encouragent les femmes à participer au groupe.

Mécanisme :

- S’assurer que lors de la mise en œuvre des activités économiques les réflexions sur le genre soit présent de manière transversale.
- Formuler clairement que l’un des résultats attendus du projet d’ESS est la transformation des inégalités de genre et des subordinations basées sur le genre et non leur reproduction et leur renforcement.
- Inviter les hommes de l’entourage à prendre part active dans le projet d’ESS des femmes. Valoriser la complémentarité et le savoir faire de chacun.

Ainsi, il est donc important de bien mesurer à quoi servent les activités économiques des femmes ; afin d’améliorer réellement leur conditions de vie ou de les transformer en pourvoyeuses de leur ménage sans réelle transformation de leur situation. Lors des ateliers ses questionnements doivent être posés et travaillés avec le groupe.

Recommandation 5: Des espaces exclusivement réservés aux femmes doivent être maintenus (tous les territoires).

Certes, les espaces mixtes d’échanges de formation et d’intégration sont de plus en plus nécessaires. Bien que ce type de rencontres ne soient pas fréquentes et peuvent cependant

enrichir les relations de genre. Par ailleurs on doit continuer à consolider la réflexion, la formation et l'échange entre femmes.

Mécanisme:

- Maintenir des espaces exclusivement réservés aux femmes: c'est là qu'elles construisent, apportent leur confiance leur solidarité et leur liberté d'expression, leur facilité à communiquer, à l'auto-évaluation et l'auto-estime ainsi qu'une plus grande visibilité et identification collective.

Recommandation 6: Construire une sensibilisation de façon créative avec les hommes (Tous les territoires).

Ce travail peut se réaliser avec les conjoints et les enfants garçons des femmes participantes, en groupe avec ceux dont on a gagné la confiance, sur des thématiques *hommes et paternités sans violence*, avec des échanges sur le pouvoir, les violences, les droits et les discriminations.

Mécanismes:

- Organiser des journées sur le thème des Droits Humains, tant sur les droits fondamentaux qu'économiques, sociaux et culturels, ceci afin rendre toute sa visibilité au sujet, partager et réfléchir sur l'existence des droits des femmes en mettant l'accent sur les droits sexuels et reproductifs.
- Se rapprocher d'espaces communs (collèges, centre de santé, associations) pour y développer des stratégies de valorisation et de reconnaissance de l'apport des femmes aux familles, à la société et au pays.
- Il est nécessaire que les femmes soient elles-mêmes préparées à défendre leur rôle social, économique et culturel.

Le travail réalisé à El Alto permet d'identifier plusieurs groupes d'hommes qui souhaitent transformer et déconstruire leurs propres comportements. Ces nouveaux groupes pourraient échanger, sur le net, avec des groupes spécialisés qui suivent la campagne "*hommes sans violence*" qui se développe dans plusieurs pays de la région latino-américaine.

Recommandation 7: Déconstruire nos imaginaires et les conduites patriarcales (Tous les territoires)

Les femmes reproduisent fréquemment, les comportements, attitudes, valeurs et imaginaires patriarcaux profondément enracinés dans la culture. Il est important de travailler à leur déconstruction.

Mécanismes:

Organiser des journées spécifiques sur nous-mêmes en tant que femmes, sur nos comportements dans la vie quotidienne, nos préjugés et nos jugements, les discriminations, les violences, *celles-là même exercées par les participantes*, journées d'autocritiques, sans sentiment de culpabilité sur nos constructions sociales et culturelles par rapport à l'enfance, aux autres femmes (sœurs, belles-sœurs et belles-mères, voisines...) par rapport aux hommes et surtout par rapport à nous-mêmes.

Recommandation 8: Répondre concrètement aux femmes victimes de violence (s) (tous les territoires)

Sur le terrain il est impératif d'apporter des réponses concrètes aux cas de femmes victimes de violence (mauvais traitements physiques et psychologiques).

Mécanismes:

- Identifier les cas de maltraitance à l'intérieur du groupe
- Conduire aux femmes pour une attention spécifique, tant aux entités de la société civile qui offrent leur aide, qu'aux institutions de l'Etat et aux organismes internationaux présents dans de nombreux pays du Nord et du Sud.

4.3 Pour la coordination internationale

Recommandation 9 : Jouer le rôle de levier dans les thématiques spécifiques d'ESS

Comme nous l'avons déjà formulé, un projet d'ESS est un processus d'empowerment qui nécessite un accompagnement de proximité, du temps et des moyens techniques et financiers. Il est important que la coordination internationale puisse jouer ce rôle de levier, de facilitateur et d'accompagnateur. La distance de la coordination internationale vis-à-vis des groupes

apporte l'avantage du regard différent et critique, de posture extérieure enrichissant les débats internes aux groupes de femmes.

Mécanismes :

- Effectuer un réel travail de construction de posture commune quant aux questions d'ESS. Nous avons vu qu'au sein des groupes de travail il ne s'agit pas d'une réflexion facilement menée et qui n'est pas facilement planifiée.
- La coordination internationale devrait planifier des séminaires, des rencontres locales.
- La coordination internationale, à chaque mission d'accompagnement effectuée, doit planifier clairement un temps de travail pour l'axe d'ESS.
- Il serait intéressant que la coordination internationale puisse aller, avec les facilitatrices, à la rencontre des partenaires potentiels sur les territoires.
- Lorsqu'une demande de formation est formulée par les facilitatrices et/ou le groupe de femmes, la coordination aurait pour tâche, en accompagnement, la prospection, l'identification des possibilités quant à la réalisation des formations demandées.

Recommandation 10: Consolider le professionnalisme des facilitatrices de terrain, garantir la qualité du travail effectué dans les différentes villes. (Bamako et Paris-Belleville).

La qualité professionnelle des thématiques et la méthodologie est une priorité du projet FDM.

Mécanismes:

- En ce qui concerne l'étape suivante du projet, y compris dans sa formulation, il est nécessaire d'inclure une rencontre exclusivement dédiée à la mise à niveau et à des compléments de formation pour les facilitatrices.
- Les facilitatrices peuvent chercher dans leurs villes respectives des plans de formation et avoir recours à des spécialistes extérieurs ce qui permettra de construire des alliances formelles avec les organisations qui travaillent sur l'axe genre dans la ville.
- Les autres villes pourront reprendre l'offre méthodologique de la Bolivie pour les consulter, les ajuster et les appliquer sur place.
- Les outils de travail de l'étude seront mis à disposition sur tous les territoires.

Recommandation 11: Avoir recours à toutes les stratégies contre les violences de genre.

On peut impulser des campagnes de sensibilisation contre les **violences de genre**⁴³. Les campagnes ont un grand impact, elles se réalisent dans un temps court (1 à 2 mois par exemple), avec une communication facile, des annonces et tout autre moyen affiché dans des endroits bien ciblés: lycées, écoles, universités, centres de santé et de police, édifices et places publics, stades... Ces campagnes, compte tenu du coût et de leurs envergures, sont toujours le résultat d'une *démarche collective* avec de multiples acteurs de la société civile et de l'Etat.

Mécanisme:

- Renforcer les liens avec les partenaires stratégiques locaux par des visites et une présence à leurs activités développées sur le territoire
- Elaborer des offres concrètes de campagnes les proposer en concertation avec d'autres acteurs présents
- Les femmes des groupes doivent être impliquées dès le départ.
- Les villes peuvent diversifier leur stratégies comme par l'élaboration d'affiches, de programmes radio, d'annonces et d'autres initiatives en direction des écoles, lycées et universités, centres de santé et de police, édifices publics, places et stades.
- Cette composante du futur projet demande des moyens matériels, techniques et budgétaires significatifs, sans compter l'appui de professionnel-le-s de la communication.

4.4 Pour l'ensemble des acteurs du réseau FDM

Recommandation 12 : se constituer en groupe solidaire avec des intérêts communs (Bamako et El Alto)

Les groupes ont besoin de développer leur **posture collective** quant à leur projet d'ESS, ainsi que le sentiment d'appartenance à un groupe avec des objectifs communs, avec des **motivations** et des **valeurs partagées**.

Les femmes disent avoir besoin de cette solidarité entre les membres du groupe puisque mener une activité économique hors de la maison complique davantage l'organisation de leur

⁴³ Egalement sur la promotion, protection, défense des droits de l'Homme et de la Femme, contre les discriminations et autres problématiques considérées comme pertinentes, bien qu'il soit préférable de se concentrer sur notre thématique.

journée et bien souvent les femmes doivent faire face à la triple journée. Pouvoir compter l'une sur l'autre rendrait la tâche surmontable et permettrait de développer davantage l'activité économique.

Dans un projet d'ESS avec perspective de genre, il est important de pouvoir compter avec un groupe stable avec une identité commune et des motivations partagées et ce sur un laps de temps suffisamment long pour pouvoir développer un projet d'entrepreneuriat collectif viable.

Mécanismes :

- Créer des moments de plaisir, de loisirs autres que les espaces de travail va favoriser la solidarité entre les femmes.
- Les facilitatrices sont invitées à organiser des sorties avec le groupe.
- Les femmes des groupes doivent se positionner sur l'importance qu'elles accordent à la cohésion du groupe. Savoir ce qu'elles priorisent au travers de leur activité économique : des résultats économiques ? Un renforcement personnel et/ou collectif ? Une transformation dans leur rapport avec les hommes de leur entourage ?

Recommandation 13 : Questionner les nouveaux rôles de genre engendrés par le projet d'ESS

Il est important de visualiser et mettre en lumière les transformations de rôles qui sont engendrés par les activités économiques réalisées par les femmes. Comme nous l'avons vu, au travers de leurs activités économiques, les femmes acquièrent un nouveau rôle et un nouveau statut au sein de leur famille. Elles acquièrent le droit à la parole puisqu'elles deviennent pourvoyeuses. Mais qu'en est-il en termes de prise de décisions ?

Mécanismes :

- Mener avec les femmes des ateliers de réflexions sur la transformation des rôles amenée par leurs activités économiques.
- Créer des espaces mixtes où les femmes et les hommes de leur entourage sont invité-e-s à partager des moments de réflexions sur le travail effectué par les groupes de femmes, sur leurs défis, leurs envies, leurs acquis.

- Amener les femmes à formuler clairement quels sont les transformations voulues et obtenues via leurs activités économiques. Et cela, car il est important de visualiser, sur chaque transformation, ce qui se transforme.

Recommandation 14 : Continuer dans la construction de la posture du réseau face à l'ESS avec PG (Tous les territoires)

Il est important d'aider chaque groupe à **définir sa posture** économique, ses valeurs, objectifs et choix de transformation ou non sur son territoire. L'idée est de construire cette posture sur base des échanges, des partages et des négociations entre les parties du réseau : groupes des femmes, facilitatrices, CA⁴⁴ de MDM, coordination QDM et comité de capitalisation. Il est important que nous puissions parler de la même chose lorsque nous utilisons les termes d'ESS. Cette construction de posture commune permettra aussi de visualiser quelles sont les valeurs partagées par le réseau et de comprendre quelles transformations communes nous souhaitons.

Mécanismes :

- Continuer le débat initié par l'Etude préalable et participative
- Ensuite, il serait intéressant de voir quels seraient les points de rencontre entre les territoires afin de saisir les possibilités qu'il y ait une posture économique pour l'ensemble du réseau (se donner ainsi une identité commune de l'ESS)
- Lors du prochain séminaire international qui réunira les représentantes de chaque territoire, les débats qui ont déjà lieu doivent être repris et approfondis dans la construction de cette posture commune

Recommandation 15 : considérer le projet d'ESS avec PG des équipes comme un processus (Tous les territoires)

Il est important, comme nous l'avons vu plus haut, de considérer le projet d'ESS comme un processus avec des étapes qui ont, chacune, besoin d'un temps en fonction du groupe engagé.

L'acceptation des projets d'ESS dans sa caractéristique de processus d'empowerment par l'ensemble des acteurs permettra de respecter la temporalité de chaque groupe de femmes. Il est important d'accepter cette durée dans le temps.

⁴⁴ Conseil d'Administration

Cette acceptation passe par un questionnement des objectifs de chacun d'entre nous. Pourquoi nous engageons-nous dans un tel processus d'empowerment via l'ESS avec PG? Afin d'augmenter les revenus pour que les besoins de base puissent être satisfaits ? Afin d'intégrer un groupe nous permettant de sortir de l'isolement ? Afin d'acquérir le droit à la parole ? Afin d'exister dans mon foyer ? Afin d'apporter des transformations sur mon territoire?

Mécanismes :

- Identification des groupes et des secteurs d'activité.
- Diagnostic participatif des situations de vie des membres des groupes et des opportunités du groupe.
- Cohésion du groupe.
- Analyse des ressources humaines et des potentialités individuelles et collectives.
- Identification d'un projet économique collectif.
- Phase de formation différenciée en fonction des besoins de chaque membre pour l'intérêt individuel et collectif.
- Phase de création d'activité autour des principes et valeurs définies par le groupe.
- Phase de consolidation de l'activité économique.
- Phase d'autonomisation du groupe.

Bibliographie

La Méthodologie

Adorata Uwizeyimana, Géry de Broqueville, René Sibomana, *Je participe, tu facilites, guide méthodologique pour enfants et animateurs*, édition Asmae-Aje, 2003

Emmanuel Seyni Ndione : Dynamique d'une société urbaine en grappe, Enda /Khartala, 1993

Enfants en recherche et en action, ouvrage collectif, Editions. Enda, juillet 1995

FAYE Alassane « La participation communautaire », in Contribution d'Enda Tiers Monde au Bilan de la Décennie Mondiale, Education Pour Tous, (pages 19-25), Enda Corcom, Dakar, Septembre 1999

FAYE Alassane –sous la coordination de. ...« la participation des enfants et jeunes des quartiers défavorisés du Sud au développement durable », Etude internationale- Bénin, Sénégal, Mali, Pérou, Colombie, Viet Nam- Enda Procace, Juillet 1999

FAYE Alassane (sous la facilitation de) : « recherche action participative sur la situation des enfants dans les écoles coraniques dans onze villes au Sénégal »- Save the Children- Suède- Enda Tiers Monde- rapport de recherche action, Août 2005

FAYE Alassane « Des expérimentations, la recherche action dans le programme Quartiers du Monde 2004-2007 » Rapport d'évaluation de la pratique de la recherche action dans les équipes du projet Quartiers du Monde, Juin 2007

Morin André. Recherche-action intégrale et participation coopérative. Vol. 1 Méthodologie et études de cas. Vol 2 Théorie et rédaction du rapport. Laval: Éditions Agence d'Arc, 1992

Morin, André. Cheminer ensemble dans la réalité complexe. La recherche-action intégrale et systémique (RAIS). L'Harmattan, collection Recherche-action en pratiques sociales. 2010.

Stephen Paul et al, La participation, Tearfund, 2004

Sites consultés :

www.reseaurap.org

www.geocarrefourvues.org

Axe Genre

Anderson, J. (1992), Intereses o Justicia: ¿Adónde va la discusión sobre la mujer y el desarrollo? Entre Mujeres, Lima.

Conferencia Mundial sobre Desarrollo, El Cairo (1994). NNUU. Ginebra, Suiza.

Cuarta Conferencia Mundial sobre la Mujer, Beijing (1995). NNUU. Ginebra, Suiza.

De Barbieri, T. (1999), Derechos sexuales y reproductivos. Aproximación breve a su historia y contenido. En *Mujer y Salud*, n° 2, Santiago de Chile.

FAO-OMS (1992), Conferencia internacional sobre nutrición. *Nutrición y Desarrollo: una evaluación mundial*, Roma.

Federación Internacional de Planificación de la Familia (IPPF) (1996), Carta de IPPF de Derechos Sexuales y Reproductivos. Londres.

Fondo de Población de Naciones Unidas (1997), El derecho a optar: Derechos de procreación y salud de la reproducción. *Estado de la Población Mundial*, Nueva York.

HERA (1999), Salud y derechos sexuales y reproductivos de las mujeres: Hojas de acción, en *Health, Empowerment, Rights and Accountability*, Nueva York.

Jelin, E. (1993), ¿Ante, de, en, y? Mujeres, Derechos Humanos, Red Entre Mujeres, Lima.

Molyneux, M. (1986), ¿Movilización sin emancipación? Siglo XXI, México.

Moser, C. (1989), La planificación de género en el Tercer Mundo: enfrentando las necesidades prácticas y estratégicas de género. Guzmán, Portocarrero y Vargas (eds.), Lima.

Informe de Sesiones de la Secretaría, EB122/15 (2008), OMS, Ginebra, Suiza.

Mutilación Genital Femenina, Programa conjunto de Naciones Unidas sobre el VIH/SIDA (2005), Derechos Sexuales y Reproductivos, capturado en página web ONUSIDA, http://www.onusida.org.co/der_sex_rep.htm

PNUD (1995), Informe sobre Desarrollo Humano, Nueva York.

Shallat, L. (1993), Derechos de la vida, en *Mujer y Salud*, n° 3. Santiago de Chile.

Schuler, M. (1995), From basic needs to basic rights: Women's claim to human rights: Women's claim to Human Rights. Institute for Women, Law and Development. Washington, DC.

Tambiah, Y. (1987), Sexualidad y Derechos Humanos: Violencia y explotación de las mujeres en el Tercer Mundo. OEF, Washington, DC.

Young, K. (1988), Reflexiones sobre cómo enfrentar las necesidades de las mujeres. Guzman, Portocarrero y Vargas (eds.), Lima.

Axe économie sociale et solidaire

Travaux du réseau Femmes du Monde

Diagnostiques participatifs des groupes de travail

Rapports de capitalisation de l'étude préalable

Rapport du séminaire de Rabat, février 2009

Cahiers de terrain des facilitatrices

Documents généraux

ANGULO VILLAREAL Nedda, La equidad de género en la agenda del movimiento internacional de economía solidaria », GRESP, 2005

GUERIN Isabelle, « Femmes et économie : quels enjeux ? Pratiques économiques solidaires : entre résistance et justice sociale », concept paper réalisé pour la rencontre du PSES à Dakar, Sénégal, du 19 au 21 novembre 2005 (cet article est disponible sur internet)

GUERIN Isabelle, Femmes et économie solidaire, Paris : La Découverte, 2003 (J'ai le livre. Si quelqu'un est intéressé, je peux le photocopier et l'envoyer par poste)

GROSSO Pauline, Rosemary Gomes, Economie solidaire en France. Qu'entendons-nous par économie solidaire en France, 2003

NOBRE Miriam, « Femmes, genre et féminisme », 2003

NOBRE Miriam, « Dialogos entre economia solidaria e economia feminista », contribution au chantier Femmes et économie du PSES, 2003

LAVILLE J-L et CATTANI Antonio David (dir.), « Dictionnaire de l'autre économie », 2006

Articles et actes de séminaires

ARRUDA M., L'économie solidaire et la renaissance d'une société humaine « Matristique », IV Forum Social Mondial, Mumbai, Inde, 2004

LAVILLE J.-L. et al., 2005, Action publique et économie solidaire, Ramonville, Erès, pp. 243-258.

DONALD A. Dennie, Entrevue avec Éthel Côté, Directrice générale du Conseil de la coopération de l'Ontario, Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire, vol. 5, n° 1, 1999, p. 18-25.

GAIGER L-I, 2006, A economia solidária no Brasil: refletindo sobre os dados do primeiro Mapeamento Nacional¹, Revista Sociedade e Estado, XXI(2): 513-44. Brasília, Universidade de Brasília.

GUERIN Isabelle, « Economie solidaire et inégalités de genre : une approche en termes de justice sociale », Revue Internationale de l'Economie Sociale RECMA, n°289, juillet 2003.

NAIRI Nahapétian Alternatives Economiques Poche, , n° 022, janvier 2006

Intercambio visiones sobre una economía responsable, plural y solidaria, ALOE- Alianza por una Economía Responsable, Plural y Solidaria. Grupo de trabajo: Visiones de una Economía Responsable, Plural y Solitaria – PSES/ALOE (article disponible sur le site internet de ALOE: <http://aloe.socioeco.org>)

Acte du séminaire sur la globalisation de la solidarité de Lima et Québec, voir le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS).

Sites consultés

<http://www.econosoc.be>

<http://www.movimientos.org/remte/>

Réseau canadien de DEC, www.ccednet-rcdec.ca

Réseau International pour la promotion de l'économie sociale et solidaire RIPESS, <http://www.uqo.ca>

Pôle de socio-économie solidaire, <http://www.socioeco.org>

Transversales Sciences et Cultures, http://grit-transversales.org/article.php?id_article=180

Développement durable et territoires, <http://developpementdurable.revues.org>

Travail et Organisation www.sociocratie.fr

ANNEXES